



USAID
DU PEUPLE AMÉRICAIN

La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2014:

La gouvernance démocratique au fil des 10 ans du Baromètre des Amériques

Sommaire exécutif

François Gélineau, Ph.D.
Université Laval

Elizabeth J. Zechmeister, Ph.D.
Directrice du LAPOP et éditeur de la série
Université Vanderbilt



La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2014:

La gouvernance démocratique au fil des 10 ans du Baromètre des Amériques

Sommaire exécutif

Par:

François Gélineau, Ph.D.
Université Laval

Elizabeth J. Zechmeister, Ph.D.
Directrice du LAPOP et éditeur de la série
Université Vanderbilt



VANDERBILT UNIVERSITY



Cette étude a été rendue possible grâce au soutien financier du Programme de démocratie et de gouvernance de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence américaine pour le développement international.

Mars 2016

Table des matières

Introduction.....	5
1. Criminalité et violence dans les Amériques	5
2. Le développement économique et la perception de la performance économique dans les Amériques.....	8
3. La corruption dans les Amériques	10
4. Performance et gouvernement local dans les Amériques	12
5. La décennie de la légitimité démocratique dans les Amériques.....	13
6. Les Haïtiens et le développement humain	15
7. Les Haïtiens et les valeurs démocratiques.....	33
8. Les électeurs haïtiens en action	56

Introduction

Le Baromètre des Amériques 2014 et ce rapport marquent une étape importante pour le projet d’opinion publique de l’Amérique latine (LAPOP) : nous sommes maintenant en mesure d’évaluer plus d’une décennie de valeurs, d’évaluations d’expériences qui nous ont été signalées dans des récits de première main obtenus de nombreux citoyens de la région. Les enquêtes du Baromètre des Amériques, de 2004 à 2014, nous permettent de saisir à la fois le changement et la continuité dans la région sur des indicateurs qui sont fondamentaux à la qualité et à la santé de la démocratie dans les Amériques. Au cours de cette période, le Baromètre des Amériques a grossi pour inclure 28 pays de la région et plus de 50.000 répondants. LAPOP administre cette enquête en Haïti depuis 2006. L’édition 2014 du sondage a été réalisée par Borge y Asociados en février et mars 2014. Au total, 1 512 personnes ont été interviewées.

Ce rapport fait la synthèse des résultats de l’enquête 2014. Nous y présentons les principales conclusions de nos observations sur la victimisation par le crime et l’insécurité dans la région, en mettant l’accent sur les résultats propres à Haïti. Nos conclusions sur les évaluations de l’économie, les perceptions de la corruption et la victimisation par la corruption ainsi que les interactions des citoyens avec le gouvernement local et leur appréciation de la démocratie y sont également présentées. Le rapport fait état des tendances régionales ainsi que de leur évolution au fil du temps. Nous y présentons enfin les principaux constats pour Haïti, tant au niveau des conditions matérielles, de l’état des infrastructures et de la provision de services gouvernementaux depuis le tremblement de terre de 2010, mais également des valeurs démocratiques des Haïtiens, de leur identification aux partis politiques, de leur idéologie, de leurs opinions sur des problèmes politiques à court terme, de la performance du gouvernement et de leur appui au gouvernement.

1. Criminalité et violence dans les Amériques

En s’attardant à la dernière décennie, une tendance claire se dessine : les citoyens des Amériques sont aujourd’hui plus préoccupés par les questions de criminalité et de violence qu’ils ne l’étaient il y a dix ans (voir la Figure 1). Le Baromètre des Amériques fournit un outil unique pour les décideurs politiques, les universitaires et autres personnes intéressées par les questions liées à la criminalité, à la violence et à l’insécurité dans les Amériques. Les données des rapports de police sur la criminalité peuvent présenter des problèmes qui rendent difficiles les comparaisons entre pays et dans le temps ; ceux-ci comprennent le refus de dénoncer des citoyens, les pressions politiques pour ajuster les rapports et d’autres problèmes. En revanche, les données sur les homicides sont parfois considérées comme plus fiables, mais à vrai dire offrent une information souvent limitée telle que l’endroit où le crime a eu lieu et fournit finalement un portrait trop restrictif de l’expérience des citoyens qui peut varier selon le type de crime : par exemple, des cambriolages à l’extorsion et de la vente de drogue dans le quartier aux meurtres. Le Baromètre des Amériques en général, et en particulier avec l’ajout de plusieurs nouveaux modules sur la criminalité et l’insécurité en 2014, représente une source de données fiables et complètes sur les expériences et évaluations des citoyens concernant les questions de criminalité et de violence. L’uniformisation des questionnaires qui sont construits par des équipes de professionnelles améliore notre capacité à faire des comparaisons au fil du temps et à travers les pays et les individus, et donc d’enquêter sur les corrélats, les causes et conséquences de la criminalité, de la violence et de l’insécurité dans la région.

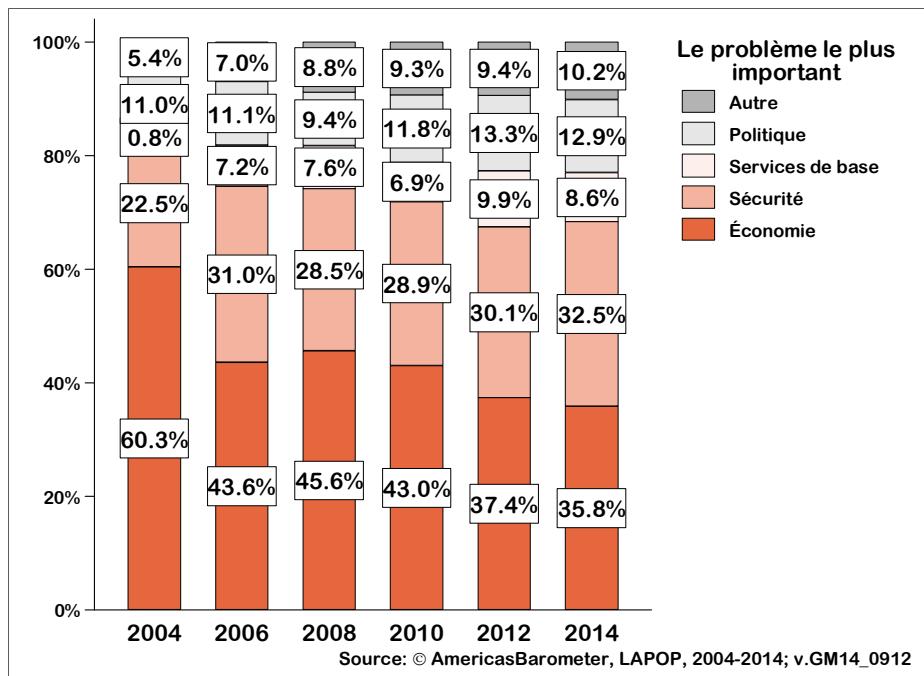


Figure 1. Le problème le plus important que connaît le pays dans le temps, perspective régionale 2004 - 2014

Le chapitre 1 présente le changement dans le temps des perceptions et de l'expérience des citoyens avec le crime et la violence dans la région. Comme indiqué ci-dessus, les citoyens des Amériques sont davantage préoccupés par les questions liées à la sécurité en 2014 qu'ils ne l'ont été depuis 2004. En 2014, en moyenne, dans les Amériques, environ un adulte sur trois considère que le problème le plus important auquel son pays fait face est lié à la criminalité, à la violence ou à l'insécurité.

Tel que le suggère la Figure 2, Haïti est parmi les pays dans lesquels la sécurité semble ne pas être un enjeu prioritaire. Haïti est le pays de la région pour lequel le souci de sécurité est le plus faible en 2014, avec 4,5% des répondants reportant la sécurité comme le problème le plus important dans le pays. En fait, la principale préoccupation des Haïtiens en 2014 est clairement l'économie, avec 63,1% des répondants mentionnant les problèmes économiques tels que le chômage, la pauvreté ou l'inflation comme étant le principal défi du pays.

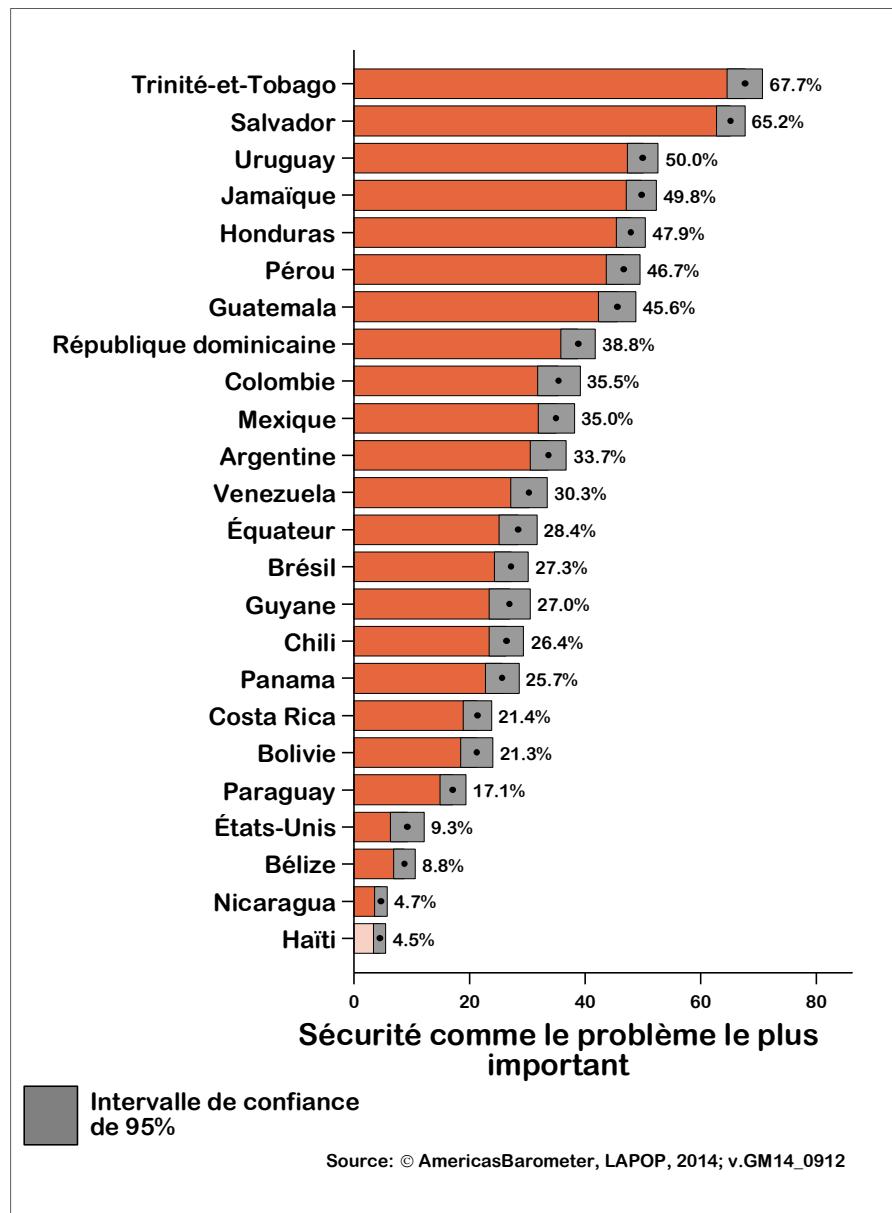


Figure 2. Pourcentage des citoyens identifiant la sécurité comme étant le problème le plus important auquel le pays doit faire face, 2014

Fait intéressant à noter, les taux moyens de victimisation par le crime de la région sont demeurés plutôt stables au cours de la dernière décennie, à l'exception d'un pic notable en 2010 (voir la Figure 3). En 2014, le taux de victimisation par le crime en Haïti est légèrement inférieur à la moyenne régionale. En fait, Haïti a connu une baisse significative du nombre de répondants qui affirment avoir été victime d'un crime, passant de presque 20% en 2012 à 15,7% en 2014, au niveau des. Comme à peu près toute mesure examinée dans ce rapport, il est possible de constater des différences importantes à la fois au sein des pays et entre les pays. Par exemple, les types de criminalité vécue varient à l'intérieur d'un même pays. Ainsi, nos données confirment que la victimisation par le crime se produit généralement à proximité du lieu de résidence.

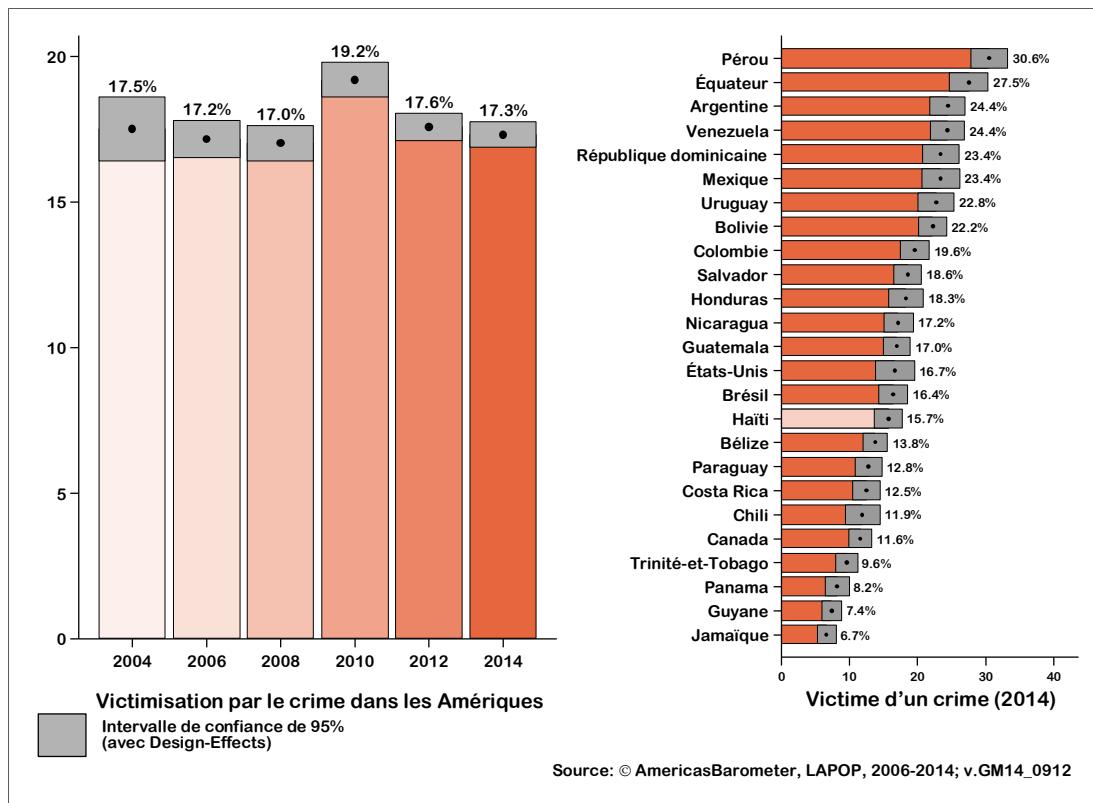


Figure 3. Victimation par le crime dans les Amériques, perspective régionale 2004 - 2014

Les données de 2014 suggèrent que les perceptions de l'insécurité comptent, indépendamment de la victimisation par le crime. Les perceptions de l'insécurité et les évaluations de la violence dans le quartier sont alimentées par des expériences personnelles et par la diffusion de nouvelles sur le contexte en général. Ainsi, être la victime d'un crime est associée à des niveaux plus élevés d'insécurité signalée, ce qui attire davantage l'attention des médias. Nos données confirment que la criminalité est vécue à proximité de l'endroit où vit l'individu

2. Le développement économique et la perception de la performance économique dans les Amériques

Le Baromètre des Amériques 2014 montre que les citoyens des Amériques possèdent plus de biens ménagers de base que ce qu'ils ont eu à tout autre moment dans la dernière décennie. Cela étant dit, des écarts de richesse continuent d'exister entre les groupes, tel que les personnes célibataires, ceux qui sont moins instruits, les individus à la peau plus foncée et ceux qui vivent dans les zones rurales ; ceux-ci ayant un niveau de richesse relativement plus faible. Pourtant, lorsque les citoyens des Amériques sont interrogés sur la situation financière de leur ménage, la proportion d'entre eux qui affirme avoir du mal à joindre les deux bouts n'a pas progressé de façon notable par rapport aux vagues précédentes de l'enquête.

Les ménages ont beau avoir plus de biens en leur possession, ils ne se sentent pas financièrement plus en sécurité. Cette contradiction est particulièrement apparente en Haïti, qui possède la plus faible moyenne (27,2) parmi les pays de la région au niveau de la perception de la situation économique du ménage sur une échelle de 0 à 100 (Voir Figure 5).

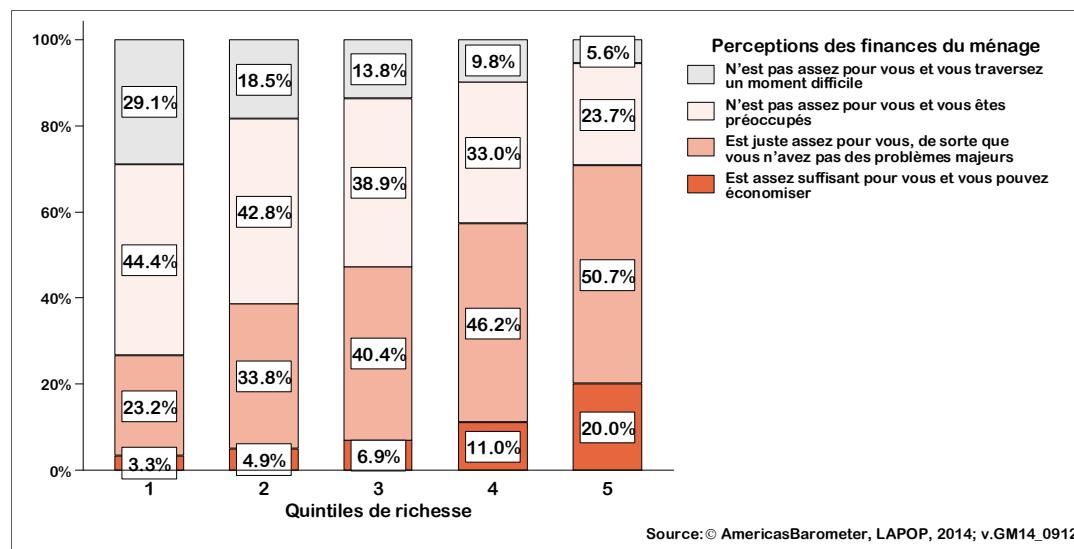


Figure 4. Perceptions des finances du ménage selon le quintile de richesse dans les Amériques, 2014

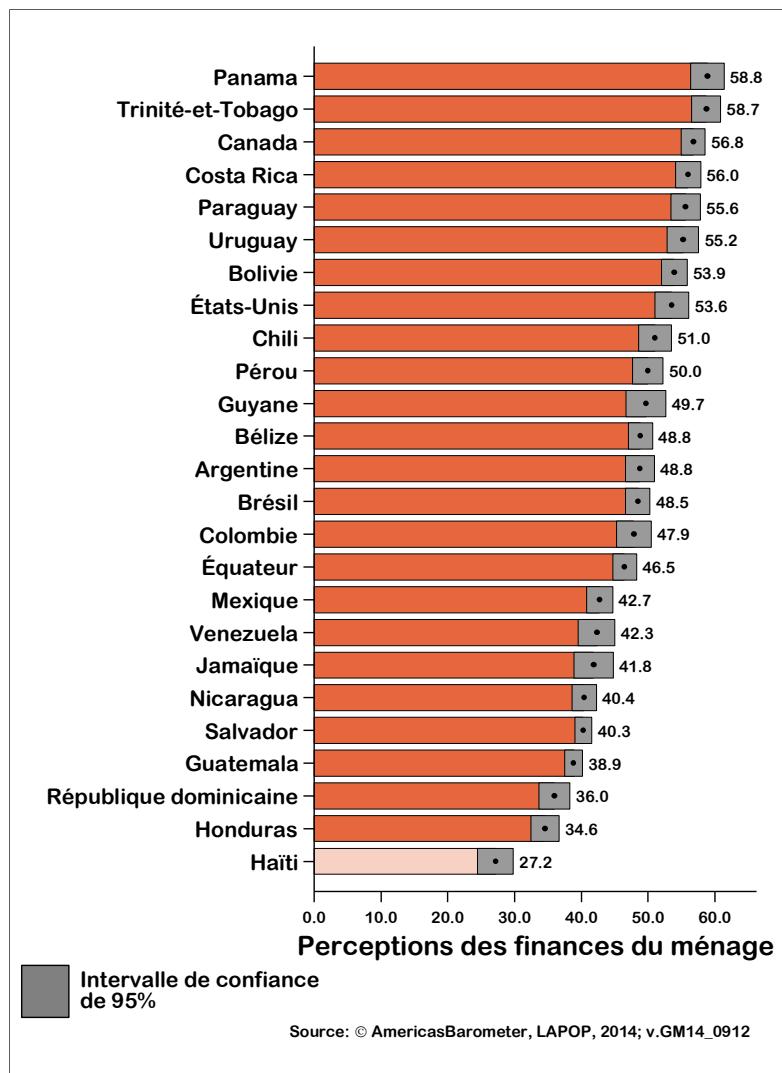


Figure 5. Perceptions des finances des ménages par pays, 2014

Au-delà de la perception des finances personnelles, nous avons également documenté les évaluations des tendances économiques nationales. En moyenne, l'économie nationale est perçue de façon moins positive en 2014 qu'elle ne l'était au cours des dernières vagues de l'enquête. Cependant, les Haïtiens continuent d'arborer une moyenne des évaluations économiques inférieure à la moyenne régionale sur une échelle de 0 à 100. Les évaluations des citoyens de l'économie nationale sont corrélées avec les fluctuations des résultats économiques, mais elles reflètent également les différences dans les opportunités économiques au niveau individuel. Les citoyens qui appartiennent à des groupes économiquement et socialement marginalisés ont également tendance à avoir des opinions plus négatives sur les tendances économiques nationales. Les opinions des citoyens sur l'économie nationale sont également influencées par la situation de la sécurité dans leur pays. Les personnes qui vivent dans des zones avec un plus grand niveau de criminalité jugent plus sévèrement la performance économique nationale.

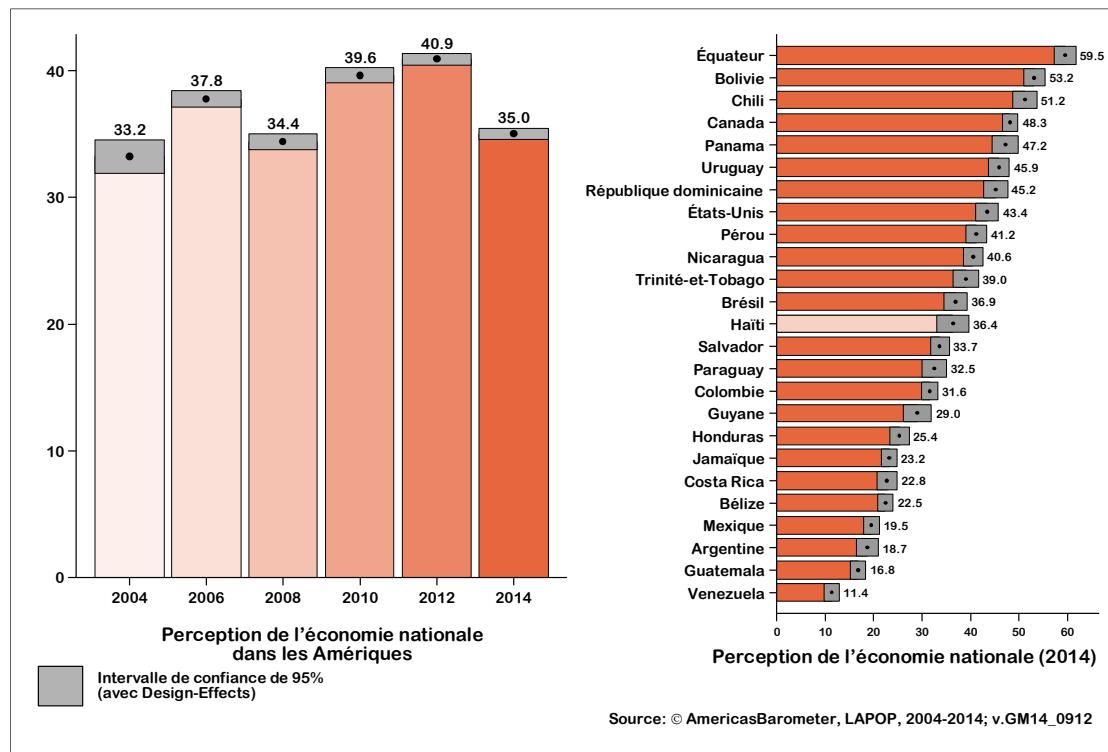


Figure 6. Perceptions de l'économie nationale, perspective temporelle et régionale pour 2014

3. La corruption dans les Amériques

La corruption est également présente dans de nombreux pays des Amériques. Les données de 2014 montrent qu'une personne sur cinq dans la région a reçu une demande de pot-de-vin durant l'année écoulée. Avec un taux de 69,2%, Haïti exhibe le taux le plus élevé de victimisation par la corruption en 2014 (voir Figure 7).

Alors que plusieurs pays ont vu les niveaux de corruption diminuer significativement, ces améliorations sont contrebalancées par des niveaux croissant de victimisation par la corruption dans d'autres pays, laissant la fréquence moyenne de la corruption dans les Amériques essentiellement identique à celle des vagues précédentes du Baromètre des Amériques. Cette corruption se produit

dans plusieurs domaines, y compris les interactions avec la police, les responsables des gouvernements locaux, les tribunaux, dans les écoles, dans les centres de santé et sur le lieu de travail. Par ailleurs, les personnes qui vivent dans des zones où la criminalité est commune sont plus susceptibles de déclarer avoir reçu une demande de pot-de-vin. Bien que nous ne puissions pas utiliser ces données pour déterminer la raison de cette association, nous pouvons observer une corrélation entre l'insécurité et l'expérience rapportée sur la mauvaise gouvernance.

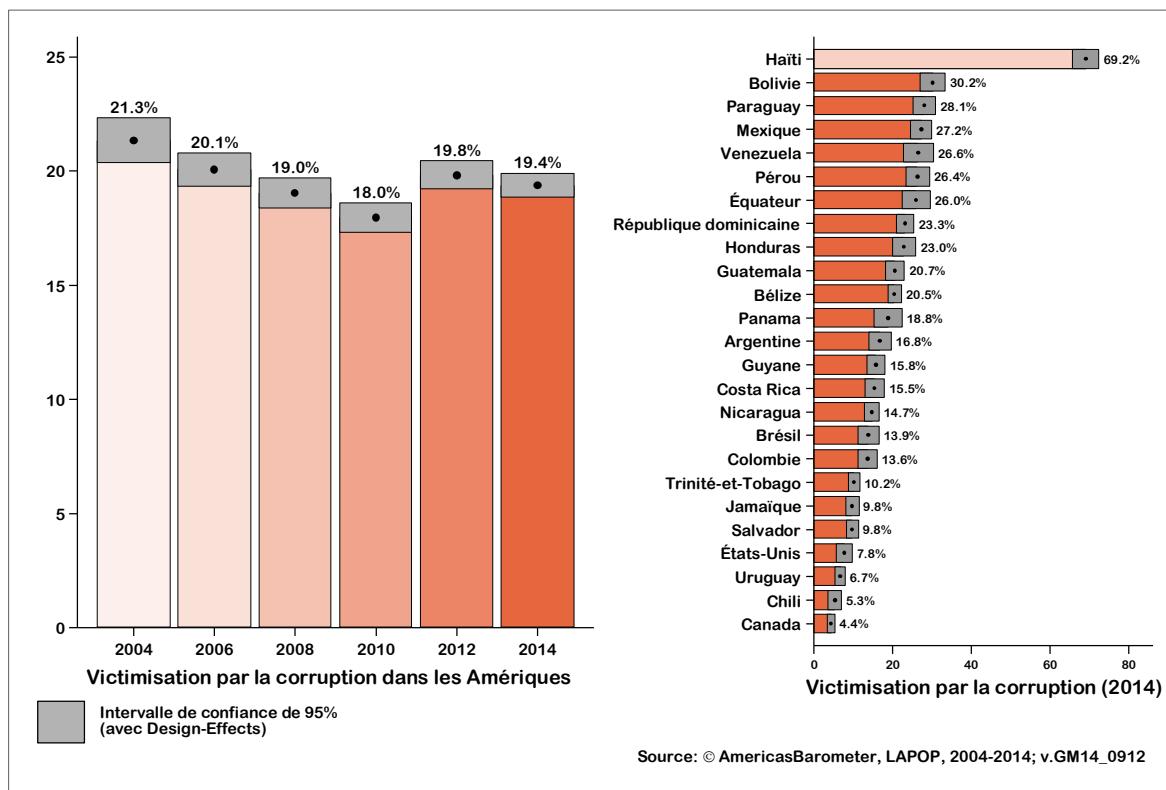


Figure 7. Victimation par la corruption, perspective temporelle et régionale pour 2014

Compte tenu de la fréquence à laquelle les individus ont reçu des demandes de versement de pots-de-vin, il n'est pas surprenant que de nombreuses personnes considèrent que la corruption soit courante parmi les responsables gouvernementaux. En fait, les niveaux de perception de la corruption du gouvernement ont relativement peu changé depuis la première enquête du Baromètre des Amériques. Le seul point positif se trouve dans le fait que, en dépit de la prévalence de la corruption dans de nombreux endroits de la région, une grande majorité d'individus rejette l'idée que payer un pot-de-vin peut parfois être justifiée. Cela est vrai même parmi les personnes à qui on a demandé un pot-de-vin dans la dernière année. Ainsi, alors que les niveaux élevés de corruption sont susceptibles d'avoir des coûts politiques et économiques pour la région, les données du Baromètre des Amériques suggèrent que de nombreux citoyens continuent de rejeter l'idée que ces pots-de-vin constituent tout simplement un coût normal pour faire des affaires. Néanmoins, Haïti demeure le pays qui compte la plus grande proportion de répondants (43%) qui croit qu'il est justifié de verser un pot-de-vin en 2014.

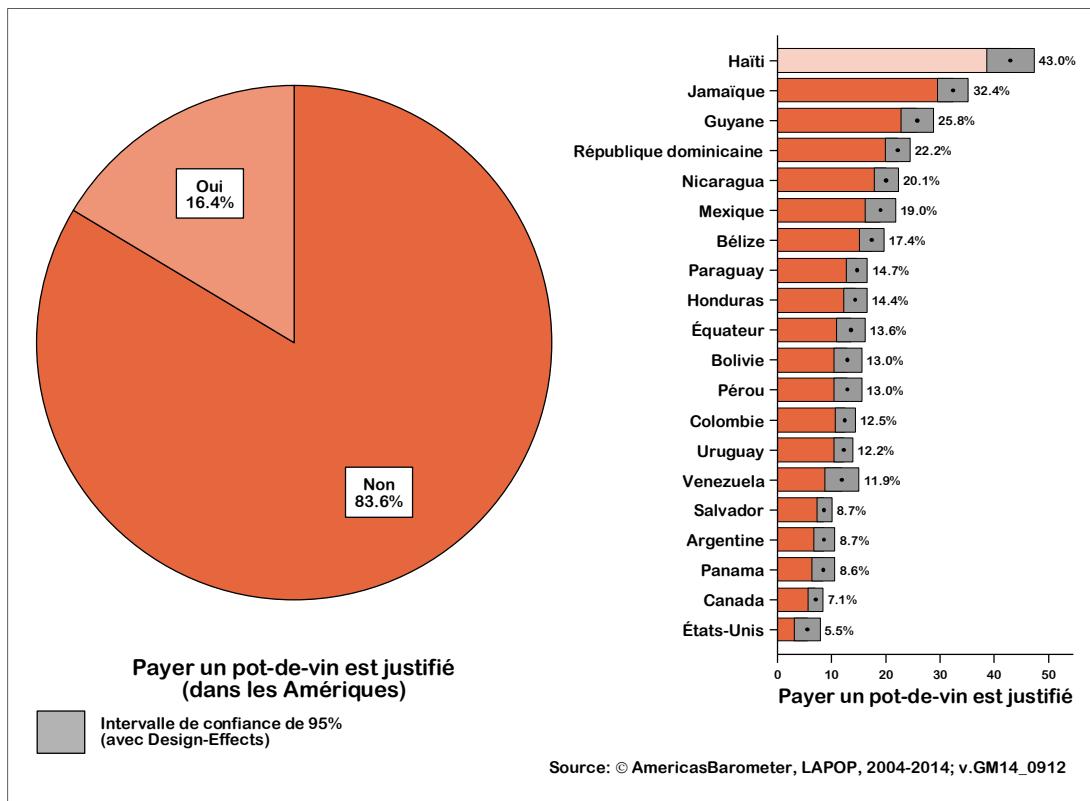


Figure 8. Pensez-vous que le versement des pots-de-vin peut être justifié dans certains cas?
Perspective régionale 2014

4. Performance et gouvernement local dans les Amériques

Généralement, l’interaction entre la plupart des citoyens et leur gouvernement se passe au niveau local. Nous examinons la participation politique dans l’administration municipale, les évaluations des services locaux et de la confiance des citoyens à l’égard du gouvernement local. En 2014, le Baromètre des Amériques a enregistré le plus bas taux de participation aux rencontres municipales dans les Amériques, avec seulement une personne sur dix qui déclare avoir assisté à une réunion durant les 12 derniers mois. Toutefois, ce faible degré de participation a été compensé par une augmentation du nombre de citoyens formulant des demandes aux responsables locaux. Nous constatons que les personnes qui ont la plus grande et la plus faible satisfaction avec les services locaux sont les plus susceptibles de formuler des demandes, ce qui indique potentiellement que les gens qui s’engagent auprès des gouvernements locaux le font quand ils ont réussi à obtenir les services ou quand ils ont le plus besoin de ces services.

Nous constatons à partir de 2012 une petite amélioration des évaluations des services locaux généraux des citoyens. Dans l’ensemble, les citoyens dans presque tous les pays de la région accordent des scores médians aux gouvernements locaux concernant l’offre de services. En moyenne, les gouvernements locaux semblent être ni complètement défaillants dans les services aux citoyens ni capables de fournir des services d’excellente qualité. Parmi un ensemble de services locaux spécifiques, nous trouvons une légère diminution à partir de 2012 dans les évaluations des écoles publiques et une légère augmentation dans les évaluations des services de santé publique ; cependant, dans les deux cas les scores moyens se situent au milieu de l’échelle.

Concernant la confiance à l'égard des gouvernements locaux, le Baromètre des Amériques 2014 offre une perspective plus pessimiste. L'enquête 2014 a enregistré le plus faible niveau de confiance envers les gouvernements locaux depuis 2004, et Haïti se retrouve parmi les pays qui ont les plus faibles taux de confiance sur une échelle de 0 à 100 (voir Figure 9). Les facteurs qui prédisent le plus efficacement la confiance d'une personne à l'égard du gouvernement local sont les expériences avec la corruption, l'insécurité physique et la satisfaction par rapport aux services locaux ; ce qui suggère un lien entre la confiance institutionnelle et la performance institutionnelle.

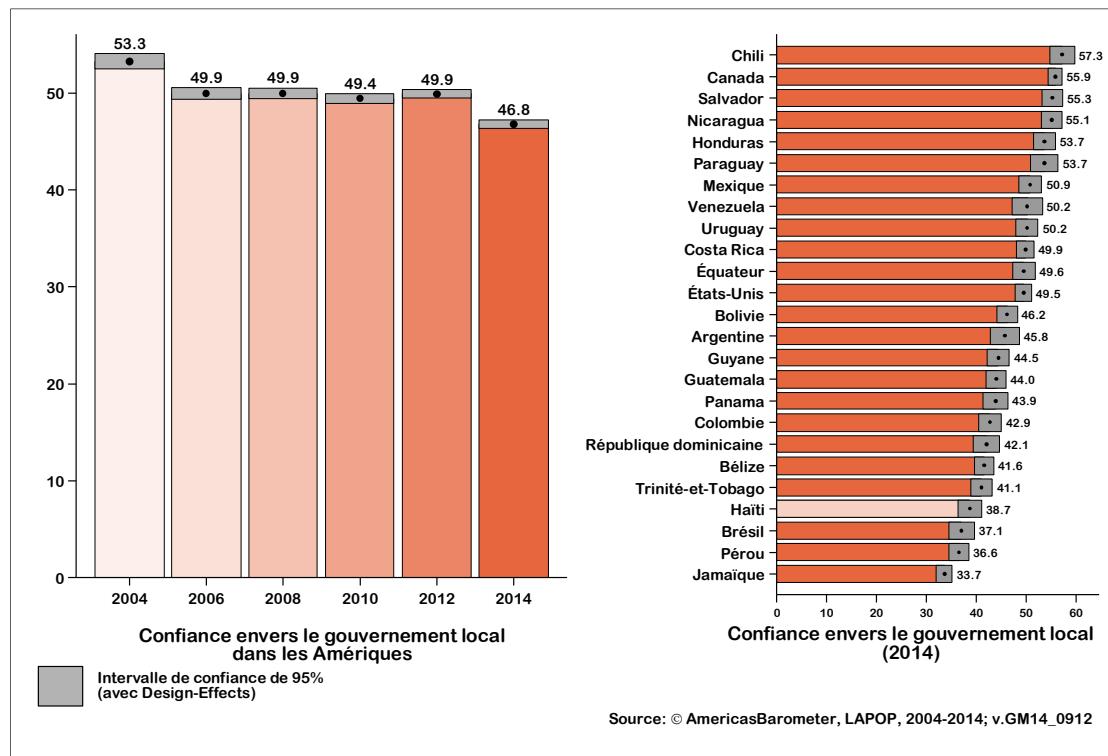


Figure 9. Confiance envers le gouvernement local, perspective temporelle et régionale pour 2014

5. La décennie de la légitimité démocratique dans les Amériques

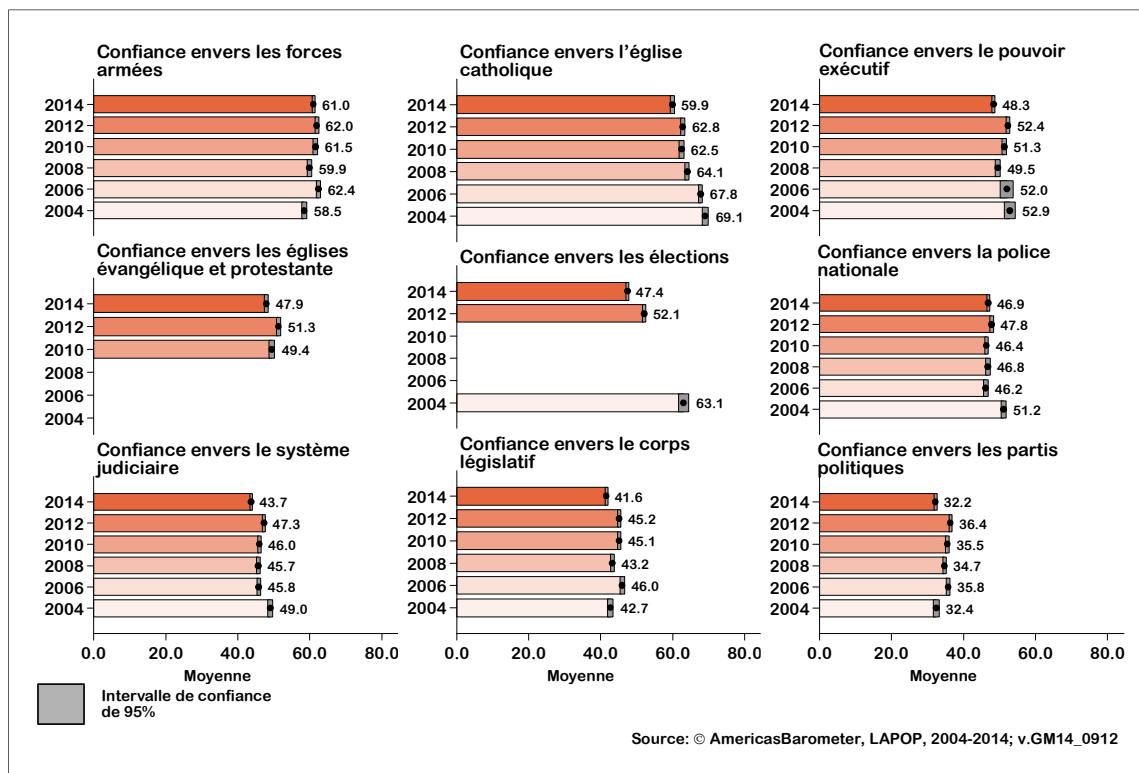
En plus des comparaisons régionales pour 2014, les données du Baromètre des Amériques permettent l'estimation d'une tendance longue d'une décennie pour chacune de ces mesures de légitimité démocratique, comme l'appui à la démocratie dans sa forme abstraite, la confiance à l'égard d'un éventail d'institutions étatiques, l'appui au système politique, la tolérance politique et les profils comportementaux qui résultent de la combinaison de ces deux derniers. Un accent particulier est mis sur les institutions chargées du respect de la loi et du maintien de l'ordre – les forces armées, la police nationale et le système de justice – dont la légitimité peut être affectée par des facteurs tels que la criminalité et la violence, ou par l'appui à la démocratie et les valeurs démocratiques en général. En somme, l'analyse permet d'évaluer les déterminants attitudinaux de la démocratie dans la région, tout en identifiant ses points faibles.

Notre premier examen de la légitimité dans les Amériques montre que les citoyens appuient fermement la démocratie comme forme de gouvernement. Bien que relativement stable au fil du temps, 2014 a vu l'appui relatif à la démocratie diminuer à un de ses niveaux les plus bas en une

décennie. Passer de cette notion abstraite de la démocratie aux aspects plus particuliers des institutions politiques et sociales ne modifie pas tellement l'image générale de l'appui à la démocratie. Les forces armées et l'Église catholique conservent leur place de choix comme les institutions les plus dignes de confiance dans la région ; les législateurs et en particulier les partis continuent de recueillir un faible niveau de confiance. Le niveau moyen de confiance des Haïtiens à l'égard du corps législatif est de 41,5 alors que la confiance envers les partis politiques n'est que de 32,2 sur une échelle de 0 à 100.

Selon les résultats régionaux, la confiance n'a augmenté dans aucune grande institution sociale, politique, ou étatique depuis 2012. Dans la plupart des cas, elle a d'ailleurs diminué. Curieusement, l'arrivée du premier pape des Amériques en 2013 n'a pu contenir le déclin de la confiance envers l'Église catholique. Pour Haïti, le niveau moyen de confiance à l'égard de cette institution est de 59,9, un niveau supérieur à la moyenne régionale. La baisse la plus abrupte est observée dans la confiance envers les élections, ce qui constitue une observation inquiétante étant donné que près de la moitié des pays du Baromètre des Amériques 2014 a tenu une élection nationale depuis le sondage antérieur (2012). Pour Haïti, le niveau moyen de confiance envers les élections est de 47,4.

Parmi les institutions chargées du respect de la loi et du maintien de l'ordre — les forces armées, la police nationale, le système judiciaire — c'est la la confiance du public envers le système judiciaire qui a le plus diminué depuis 2012 dans la région. En Haïti, la police arbore une moyenne de confiance de 46,9 tandis que le système judiciaire se situe à 43,7 sur une échelle de 0 à 100.



De façon générale, l'appui au système est tombé en 2014. Ce sont les perceptions de la légitimité des tribunaux et de la capacité du système à protéger les droits fondamentaux qui se sont le plus détériorées. En Haïti, le niveau moyen d'appui au système politique en 2014 est de 42,3 sur une échelle de 0 à 100. Les résultats de nos analyses suggèrent que pour la région, la légitimité démocratique dépend spécifiquement de la capacité du système à fournir des biens publics dans les domaines de l'économie, de la corruption et de la sécurité. Ces mêmes facteurs n'ont cependant pas augmenté le niveau de tolérance à l'égard des dissidents politiques, une valeur démocratique essentielle. En vérité, plus les citoyens sont satisfaits de la performance des gouvernements nationaux et locaux, moins ils sont tolérants politiquement. En Haïti, le niveau moyen de tolérance politique en 2014 est de 50 points. Enfin, on observe une baisse du pourcentage de citoyens dans les Amériques qui ont la combinaison des attitudes les plus propices à la stabilité démocratique (un fort appui au système et une grande tolérance politique), avec une nette augmentation des attitudes qui peuvent mettre la démocratie en danger (un faible appui au système et une faible tolérance politique) (voir la Figure 11). Tandis que 22,5% des Haïtiens ont des attitudes favorisant la stabilité démocratique, 27,6% arborent des attitudes propices à la stabilité autoritaire, 21,6% favorisant la démocratie instable et 28,3% à la démocratie en péril.

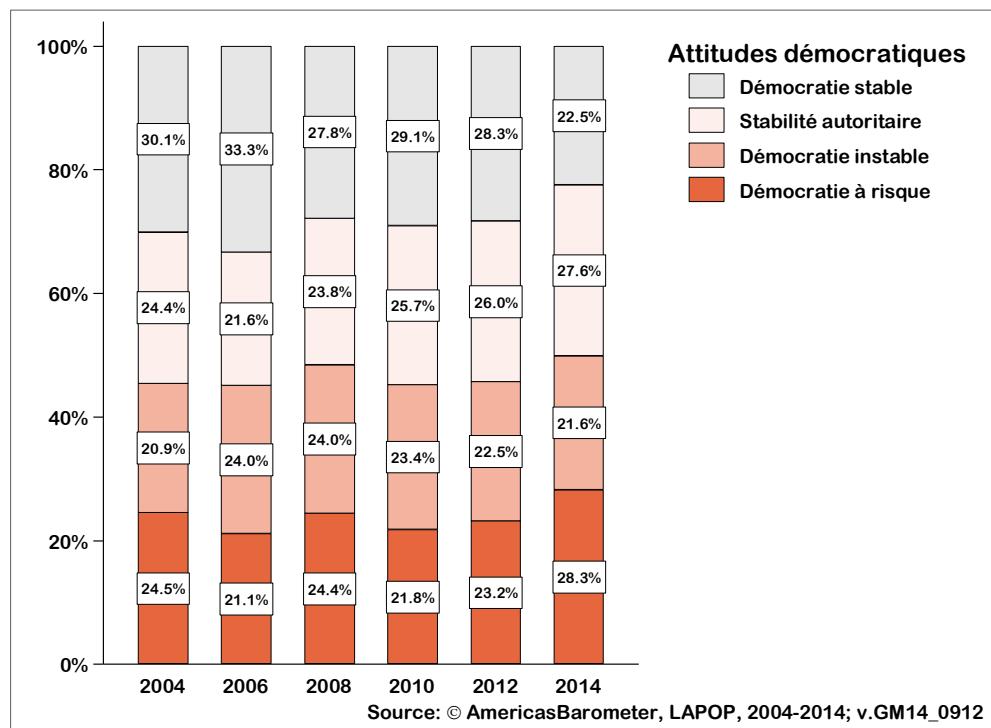


Figure 11. Profils des attitudes démocratiques au fil du temps dans les Amériques, 2004-2014

6. Les Haïtiens et le développement humain

Le tremblement de terre qui a frappé l'île le 12 janvier 2010 a laissé le pays dans un état de destruction sans précédent. Des millions d'Haïtiens se sont retrouvés sans domicile et sans accès aux services publics de base tels que l'eau et l'électricité. Des maisons ont été détruites, privant ainsi les Haïtiens d'un toit et d'installations sanitaires. Le séisme de 2010 a été précédé de quelques années au cours desquelles les tempêtes tropicales avaient déjà causé des dommages physiques importants. Cinq

ans après le séisme, on peut se demander dans quelle mesure les Haïtiens ont accès aux services de base tels que l'approvisionnement de l'eau potable ou le rétablissement de l'électricité.

Le pays avait déjà dans un besoin d'aide majeur afin d'améliorer sa situation économique précaire. Au lendemain du tremblement de terre de 2010, les pays donateurs se sont rassemblés autour d'Haïti pour offrir un soutien à la reconstruction du pays. Pourtant, plus de 79 000 personnes vivent encore dans l'un des camps temporaires mis en place dans les jours/semaines suivantes 12 janvier 2010. Inutile de dire que les efforts de reconstruction n'ont pas eu l'effet immédiat que certains attendaient.

Par conséquent, le développement économique et le développement humain sont non seulement tenus d'assurer la dignité fondamentale des citoyens, ils sont également au cœur de la démocratie. Ce thème est au centre du travail du Baromètre des Amériques. Le but de ce chapitre est d'évaluer l'ampleur à laquelle les conditions matérielles, les infrastructures et les services gouvernementaux se sont améliorés depuis le tremblement de terre qui a frappé l'île en 2010.

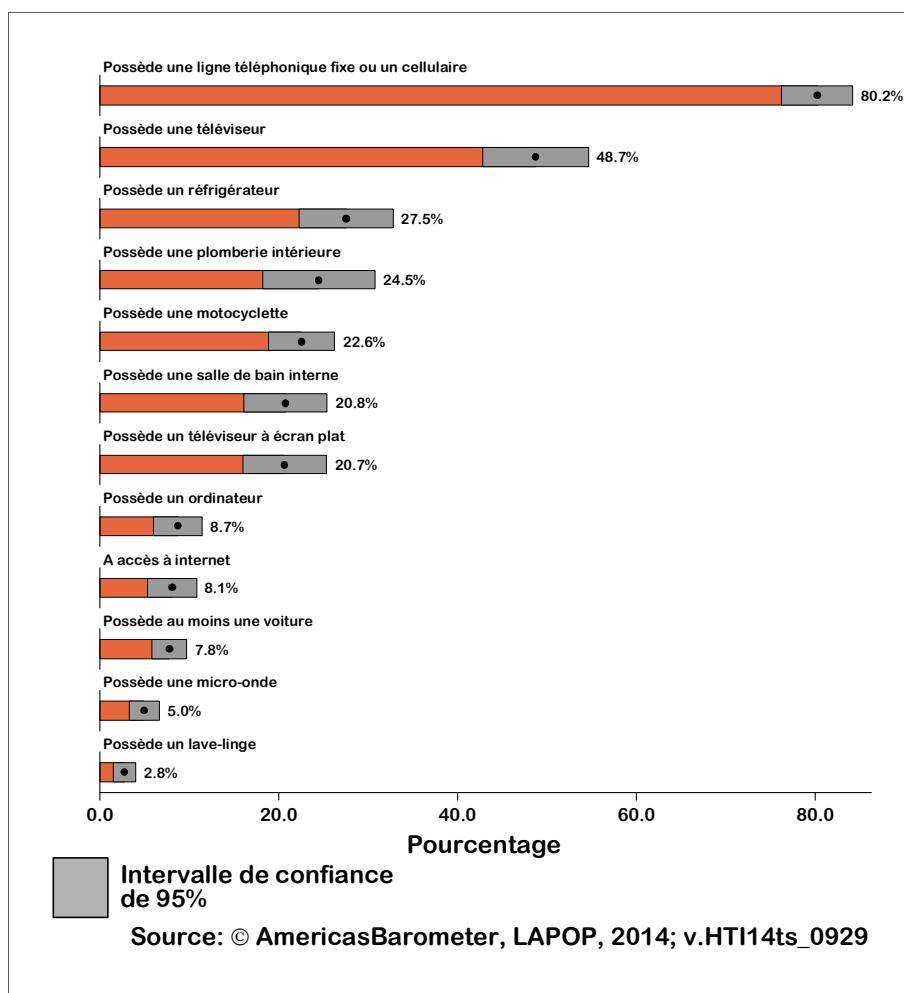


Figure 12. Possession de biens ménagers en Haïti, 2014

Un premier coup d'œil sur la Figure 12 suggère que les Haïtiens sont davantage privés de biens matériels que les autres citoyens des Amériques. Tout comme le reste dans la région, une grande majorité des Haïtiens déclarent posséder un téléphone (80,5 %) — par rapport à 91,9% pour

l'ensemble de la région. Pourtant, seulement environ la moitié d'entre eux possèdent une télévision (par rapport à 91,8% dans la région), environ une personne sur quatre possède un réfrigérateur (contre 81,7% dans la région), une personne sur cinq possède un téléviseur (comparé à 91,8% dans la région), et moins de 10% des Haïtiens possèdent un ordinateur (par rapport à 42,2 %), une voiture (par rapport à 30,2 %), un micro-ondes (par rapport à 42,9 %), ou un lave-linge (par rapport à 58,0 %).

Depuis 2010, les conditions matérielles des Haïtiens se sont sans aucun doute améliorées, mais elles n'ont pas complètement atteint les niveaux observés en 2006. En 2014, 39,4% des Haïtiens étaient dans le plus bas quintile de la richesse, comparé à 45% en 2010 et 24,7% en 2006.

Malgré le fait que le niveau moyen de la richesse des ménages ait augmenté au fil du temps, les répondants sont majoritairement pessimistes à l'égard de leurs finances personnelles et de la tendance de leur économie nationale. Comme illustré par la Figure 13, le tremblement de terre a contribué à l'aggravation du bien-être économique des Haïtiens. Le pourcentage d'Haïtiens dans le quintile inférieur a plus que doublé de 2008 à 2010. En 2012 et 2014, le nombre d'Haïtiens dans le quintile inférieur a été réduit, mais pas tout à fait aux niveaux observés avant le tremblement de terre.

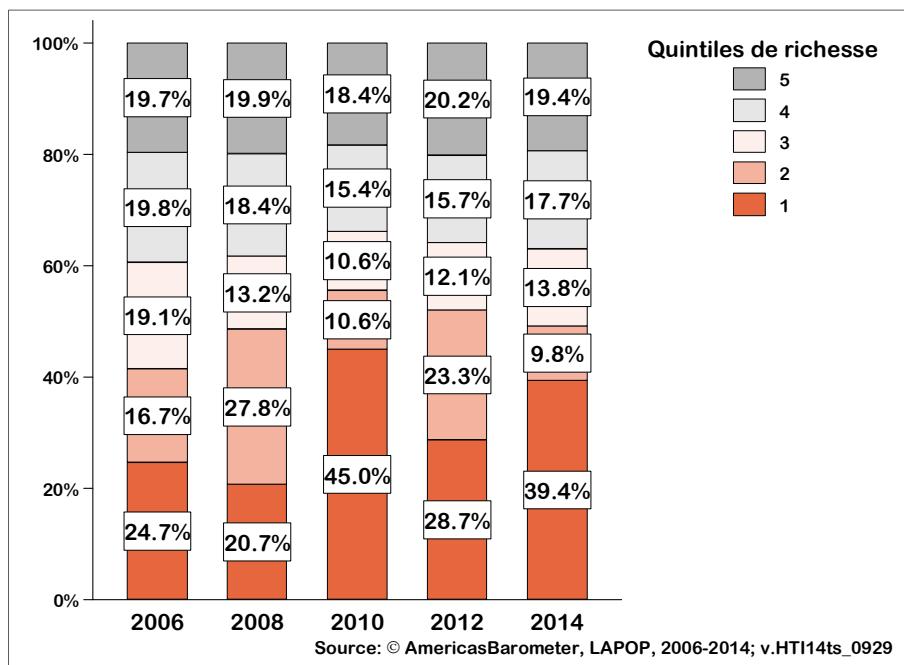


Figure 13. Richesse moyenne au fil du temps en Haïti, 2006-2014

Dans le chapitre 2, nous avons vu que presque la moitié des personnes interrogées déclare avoir un revenu suffisant pour répondre à leurs besoins, ou même pour épargner. Sur une échelle de 0 à 100, les citoyens des Amériques se sont constamment classés juste en dessous de la moitié de l'échelle depuis 2006. Comme le montre la Figure 14, on ne peut pas en dire autant des Haïtiens. La perception de leurs finances des ménages s'est constamment trouvée en dessous de la moyenne régionale. Elle a commencé la période 2006-2014 à un peu moins de 40 points et elle a baissé presque constamment depuis ; avec une petite hausse en 2010. Cette hausse peut s'expliquer par l'ampleur de catastrophe dû au tremblement de terre. Les répondants peuvent tout simplement relativiser leur propre situation financière en voyant d'autres qui ont davantage perdu au cours de la catastrophe naturelle.

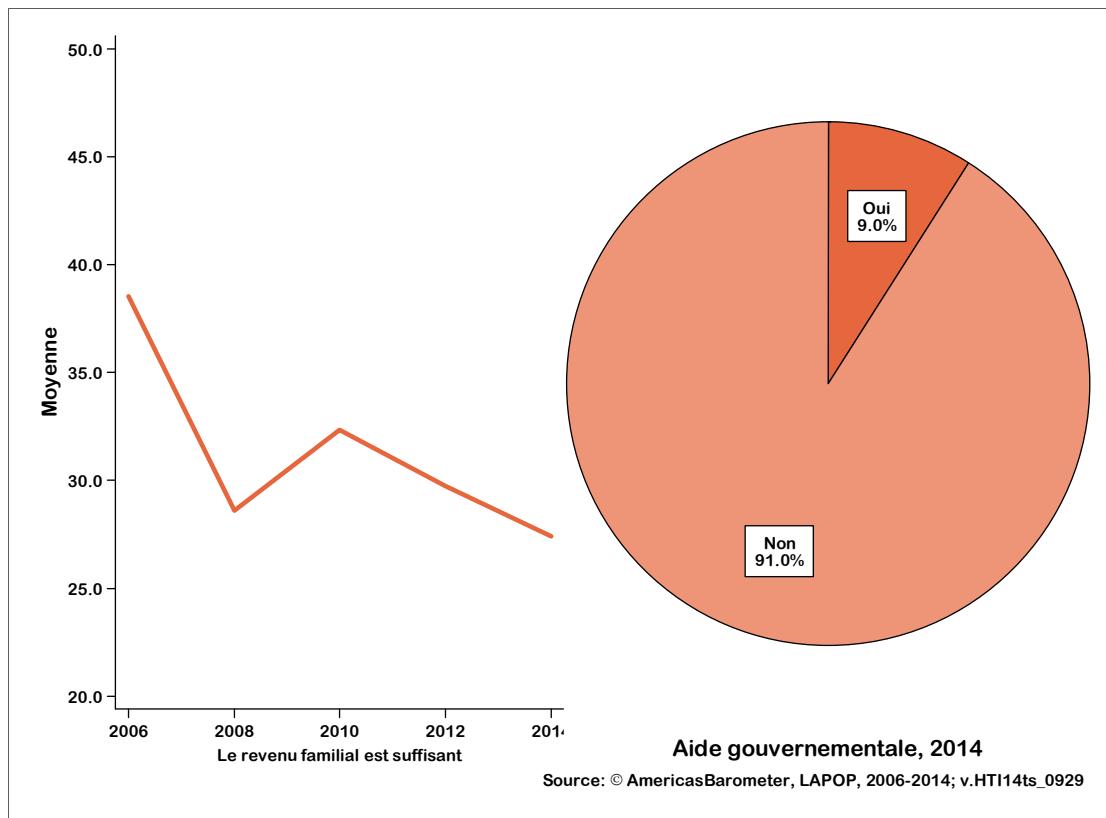


Figure 14. Perception de la situation économique des ménages et de l'aide du gouvernement en Haïti, 2014

En 2014, seulement 9,0% des Haïtiens déclarent avoir reçu une aide gouvernementale, ce qui équivaut seulement à quelques points de pourcentage en dessous de la moyenne régionale. Cependant, comme la plupart des situations post-séismes, les actions de secours ont été pilotées par une organisation non gouvernementale (étrangère ou locale), la figure pourrait en fait refléter la réalité de la source de l'aide économique aux Haïtiens.

Alors que le Baromètre des Amériques 2014 n'a pas inclus de questions spécifiques sur la reconstruction, la plupart des articles trouvés dans le questionnaire de base peuvent faire la lumière sur ces questions. La Figure 15 illustre la présence de plomberie intérieure de salle de bain intérieure pour la période 2006-2014. La tendance est claire. La période 2006-2010 affiche une tendance néfaste concernant l'accès à ces services de base. Alors qu'en 2006 environ 30% des répondants ont affirmé avoir à la fois la plomberie intérieure et une salle de bain, ce pourcentage n'a cessé de baisser en 2008 et 2010. En 2008, environ 20% des répondants ont affirmé avoir accès à la plomberie intérieure et 15% avaient une salle de bains intérieure. L'accès à ces deux services a chuté à des niveaux inférieurs à 10% après le séisme de 2010. Depuis 2010, l'accès à ces services s'est sans aucun doute amélioré. L'accès à la plomberie intérieure a augmenté en 2010 pour atteindre environ 10% en 2012 et 25% en 2014. La proportion de répondants affirmant avoir des salles de bains à l'intérieur de leur maison est passée de moins de 10% en 2010 à environ 12% en 2012 et environ 20% en 2014.

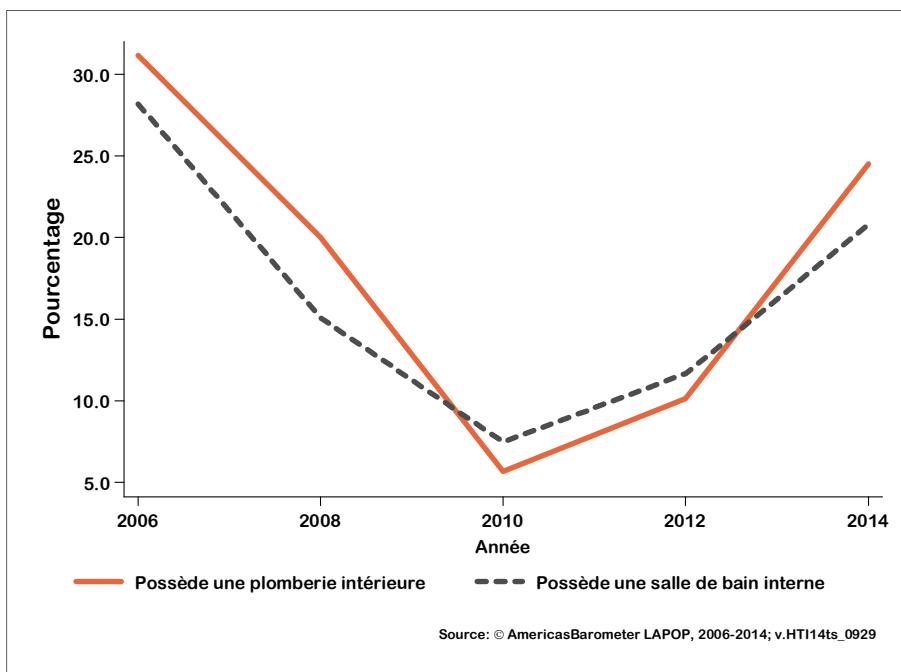


Figure 15. Pourcentage des ménages avec plomberie et salle de bain intérieures, Haïti 2006-2014

Malgré cette tendance assez encourageante, la situation reste critique. Dans le questionnaire de 2014, les répondants devaient également indiquer si leur maison a été connectée au système des eaux usées. La Figure 16 montre que la situation est extrêmement précaire par rapport aux installations sanitaires. En Haïti, l'accès au système d'évacuation des eaux usées est clairement un luxe dont seulement 2% des répondants peuvent profiter. La grande majorité des maisons en Haïti n'est pas reliée au système d'égouts.

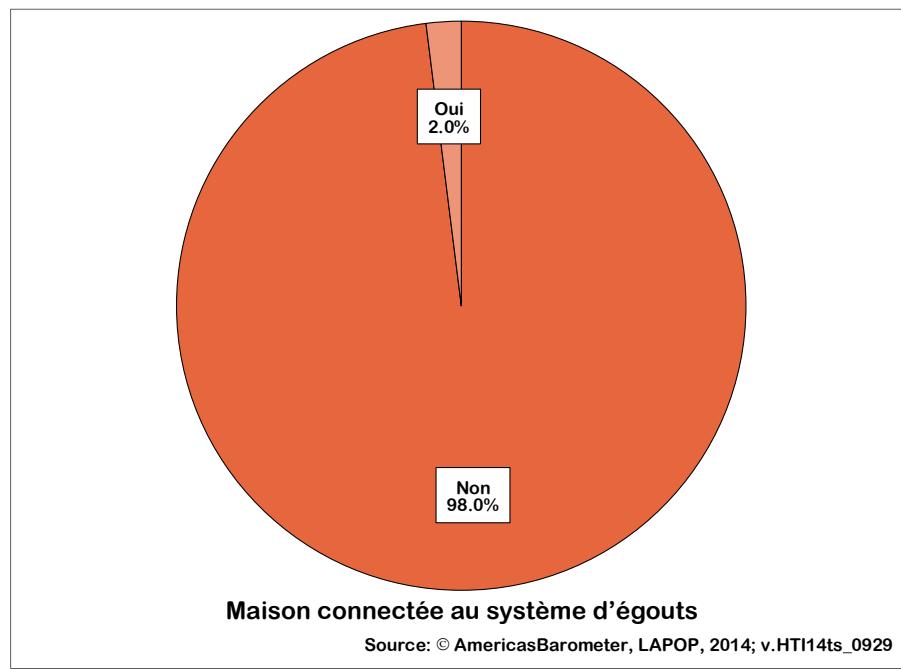


Figure 16. Pourcentage des ménages connectés au système d'égouts, Haïti 2014

Une analyse plus approfondie de cette réalité suggère que l'accès aux infrastructures sanitaires de base dépend beaucoup de la situation socio-économique des répondants. La Figure 17 offre des preuves solides sur l'écart qui existe entre les classes socio-économiques. Alors que près de 60% du quintile le plus riche des répondants affirment avoir une salle de bain dans leur maison, seulement 6% des répondants restants (qui représentent 80% de la population) peuvent dire la même chose. Sans surprise, les plus instruits sont également les plus susceptibles d'avoir des salles de bain intérieures. Un autre fait intéressant est que les ménages avec salle de bain intérieure sont principalement situés dans les grandes villes, en particulier dans la capitale nationale. Bien sûr, cela pourrait être lié avec le fait que les systèmes d'égouts sont plus présents dans les grandes agglomérations urbaines.

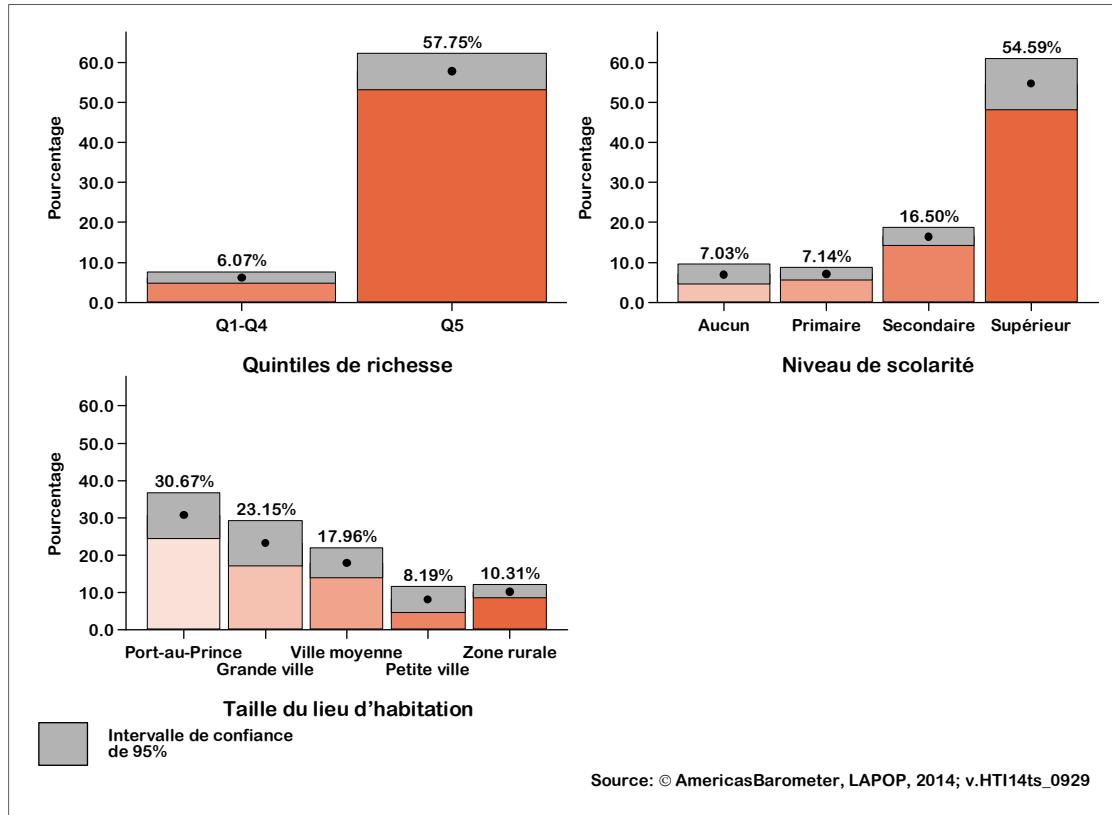


Figure 17. Caractéristiques socioéconomiques associées à l'accès aux salles de bain intérieures, Haïti 2014

Le Baromètre des Amériques 2014 comportait trois éléments visant à mesurer le niveau de satisfaction de l'état de la voirie, les écoles publiques, et des services de santé. Ces questions ont été posées en 2012. La Figure 18 suggère que la satisfaction des services de santé est restée relativement stable entre 2012 et 2014. Il indique également que les répondants sont moins satisfaits des écoles publiques, mais tout autant en 2012 et 2014. Cependant, le niveau de satisfaction par rapport aux systèmes routiers semblait avoir diminué entre 2012 et 2014. La satisfaction pour les services publics, tels que l'infrastructure routière, la santé publique et les écoles publiques, est demeurée relativement stable par rapport à 2012. En 2014, 34.0% des Haïtiens étaient satisfaits des routes, 36.4% des écoles publiques, et 45.1% des services de santé publique.

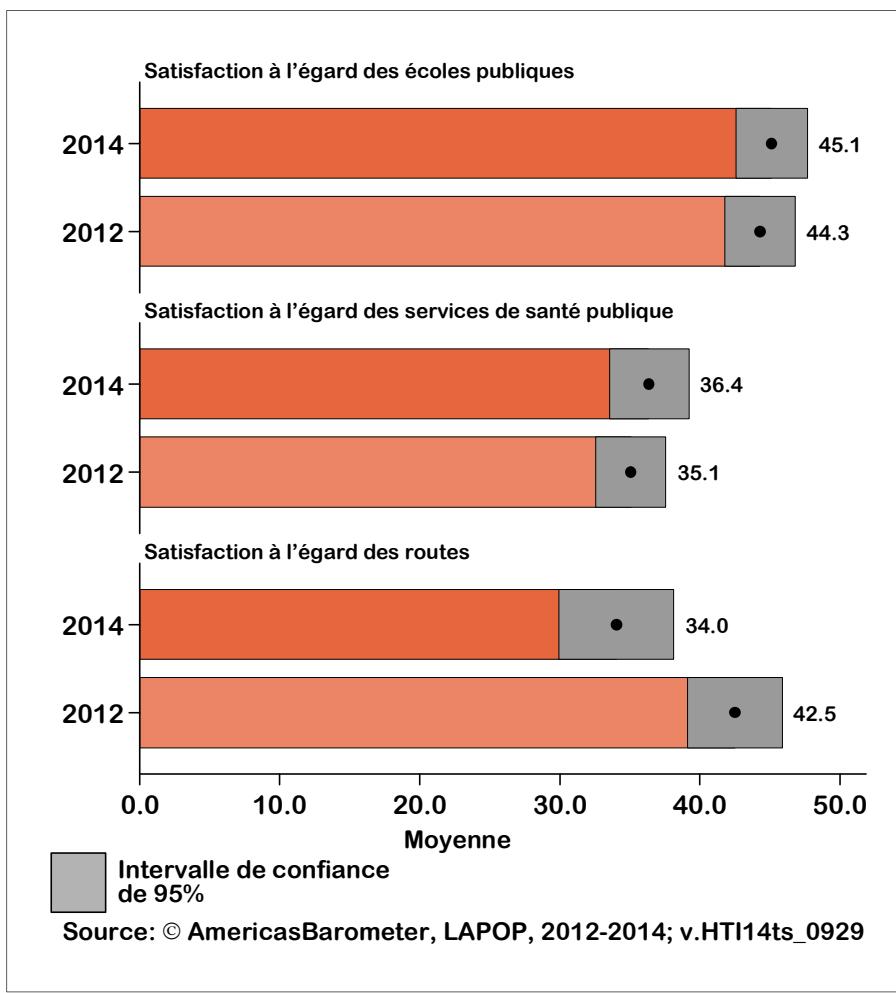


Figure 18. Satisfaction par rapport aux systèmes routiers, services de santé, et des écoles publiques

La satisfaction envers les gouvernements locaux s'est améliorée, dépassant même les niveaux observés avant le tremblement de terre. Dans la Figure 19, entre 2006 et 2014, le niveau de satisfaction est passé d'environ 37 à environ 47 sur une échelle de 0 à 100.

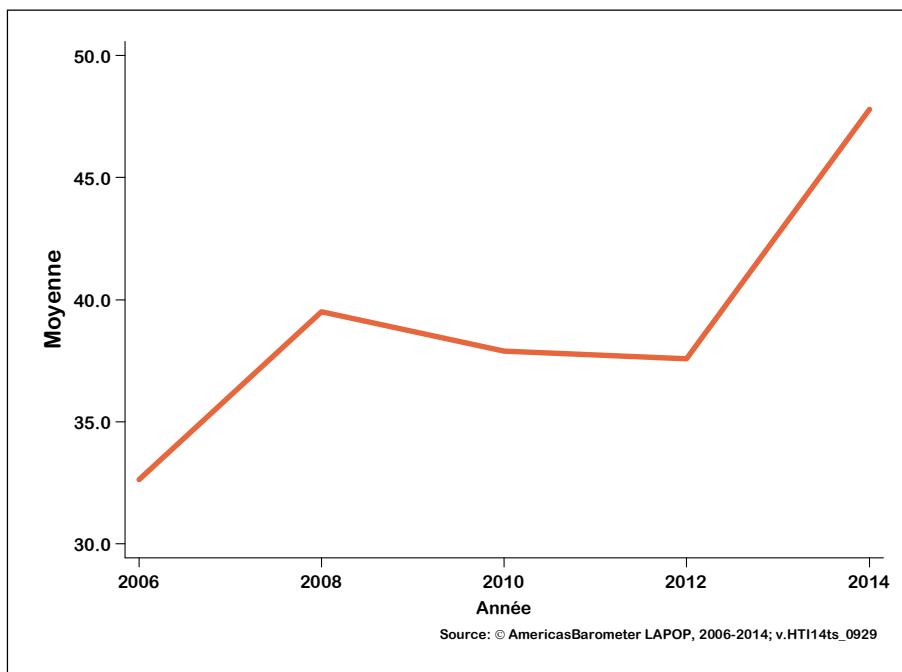


Figure 19. Satisfaction par rapport aux services de l'administration locale

Le fait de ne pas vivre dans la peur d'être cambriolé ou attaqué est un autre bien public qui est déterminant dans le développement humain. La Figure 20 illustre les perceptions de la sécurité des quartiers situés en périphérie. Dans le quadrant de gauche, on observe une amélioration à long terme, mais encore limitée, de la situation. Entre 2006 et 2014, la position moyenne sur l'échelle 0 à 100 a régressé, passant de 50 à 40. L'année 2010 a marqué un point bas, probablement parce que les conséquences du tremblement de terre de janvier ont mis en avant d'autres préoccupations.

La Figure 20 indique également que les sentiments d'insécurité sont plus souvent observés à Port-au-Prince (quadrant de droite). Bien que le sentiment d'insécurité en moyenne par région est dans les marges d'erreur, le fait que l'intervalle de confiance soit beaucoup plus faible dans la capitale suggère fortement que l'insécurité est régulièrement une source de préoccupation que partout ailleurs.

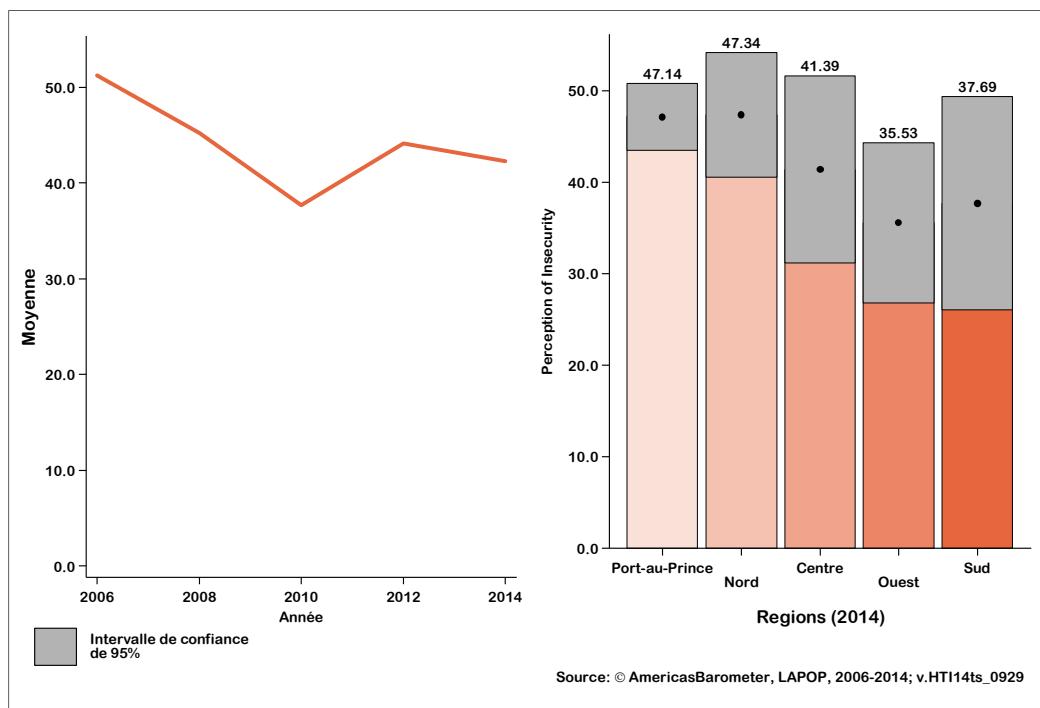


Figure 20. Perceptions de l'insécurité dans le quartier in Haïti

Malgré des niveaux élevés de préoccupation à l'égard des crimes et de l'insécurité, la plupart des répondants (58,8 %) trouvent que l'insécurité est plus faible dans leur quartier qu'ailleurs. Ils ont aussi tendance à penser que l'insécurité est plus faible (57,3 %), par rapport à l'année précédente (quadrant droit). Les gangs sont souvent accusés d'être responsables de l'insécurité, du moins en partie.

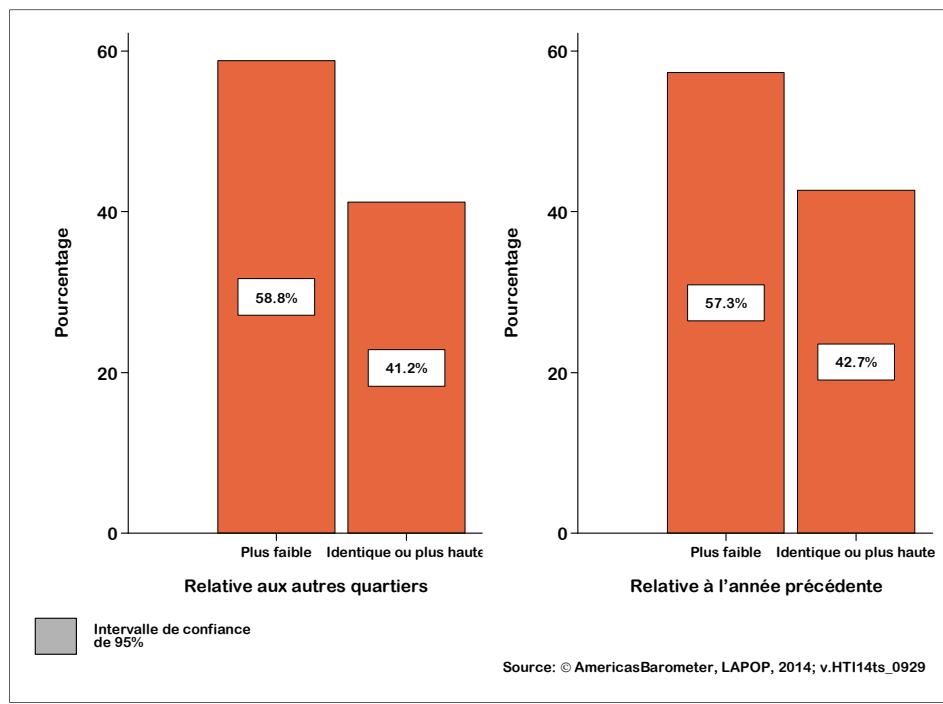


Figure 21. Perceptions de l'insécurité par rapport aux autres quartiers et à l'année précédente, Haïti 2014

Comme le montre la Figure 22, en 2014, environ un Haïtien sur 4 croit que son quartier est affecté par des gangs (quadrant supérieur gauche). En 2012, c'était presque un sur trois. Quant aux différences par région dans les perceptions de la présence de gangs dans le quartier, les habitants de Port-au-Prince déclarent le plus haut niveau de préoccupation avec 37,58% des répondants affirmant que les gangs troublent la paix dans leur quartier (quadrant supérieur droit). Pourtant, une grande majorité des répondants se sent encore assez en sécurité pour se promener dans son quartier, même à Port-au-Prince, où 37,1% des répondants disent éviter de marcher dans les rues de leur quartier.

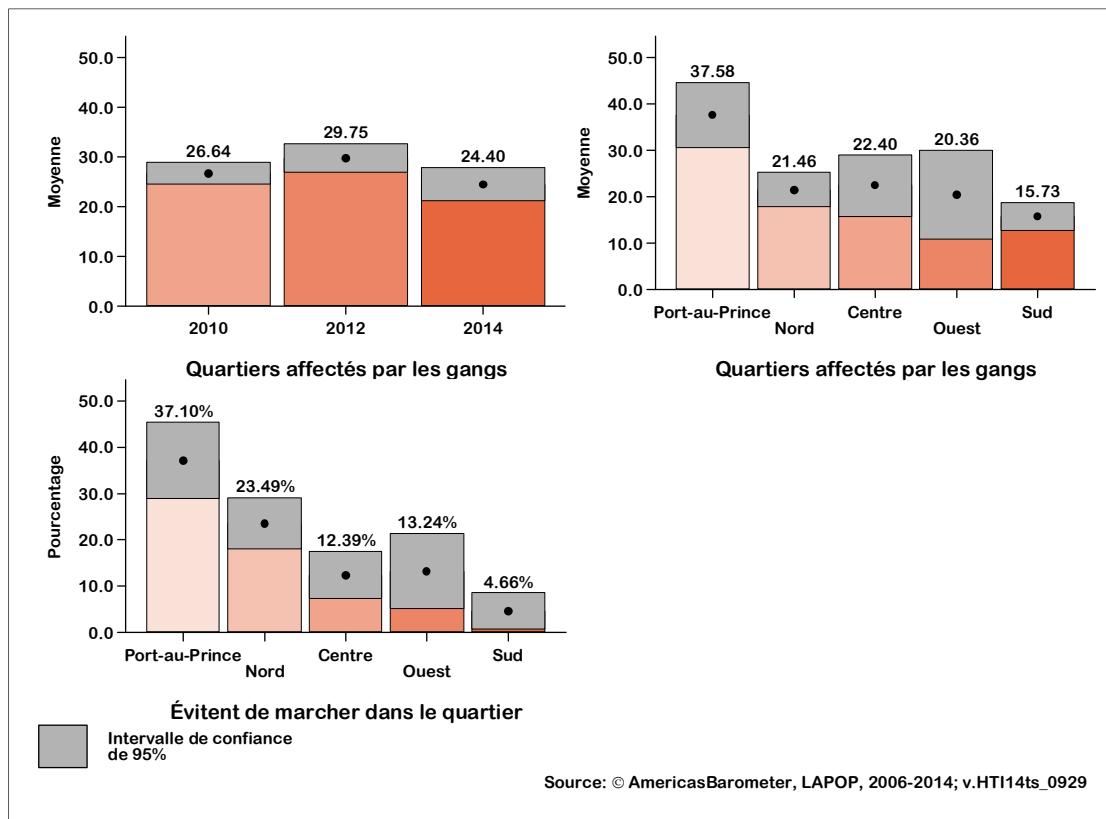
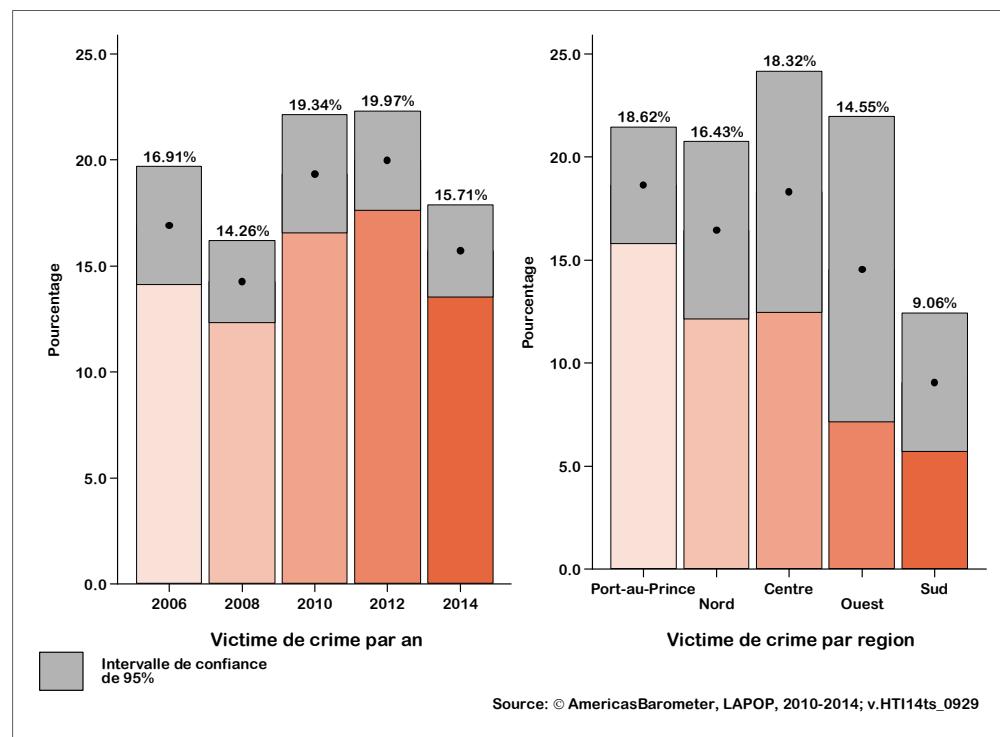


Figure 22. Perceptions des gangs dans le quartier en Haïti, 2010-2014

La Figure 23 explore la victimisation par le crime en Haïti. Depuis 2006, la victimisation par le crime a oscillé entre 14 et 17%, avec un point culminant à plus de 19% en 2010 et 2012. Si nous décomposons la variable selon les régions, et que nous prenons les marges d'erreur en considération, on observe que les taux de victimisation criminelle sont assez homogènes à travers le pays. Cependant, les régions de Port-au-Prince et du Nord affichent des taux plus élevés de victimisation que celle du Sud.



Comme ce fut le cas en 2012, les répondants qui déclarent avoir été victimes de la criminalité indiquent que le crime a été massivement commis dans leur municipalité en 2014 (Figure 24). La différence majeure est l'augmentation de 8.3 points du pourcentage de la criminalité survenant dans la maison entre 2012 et 2014.

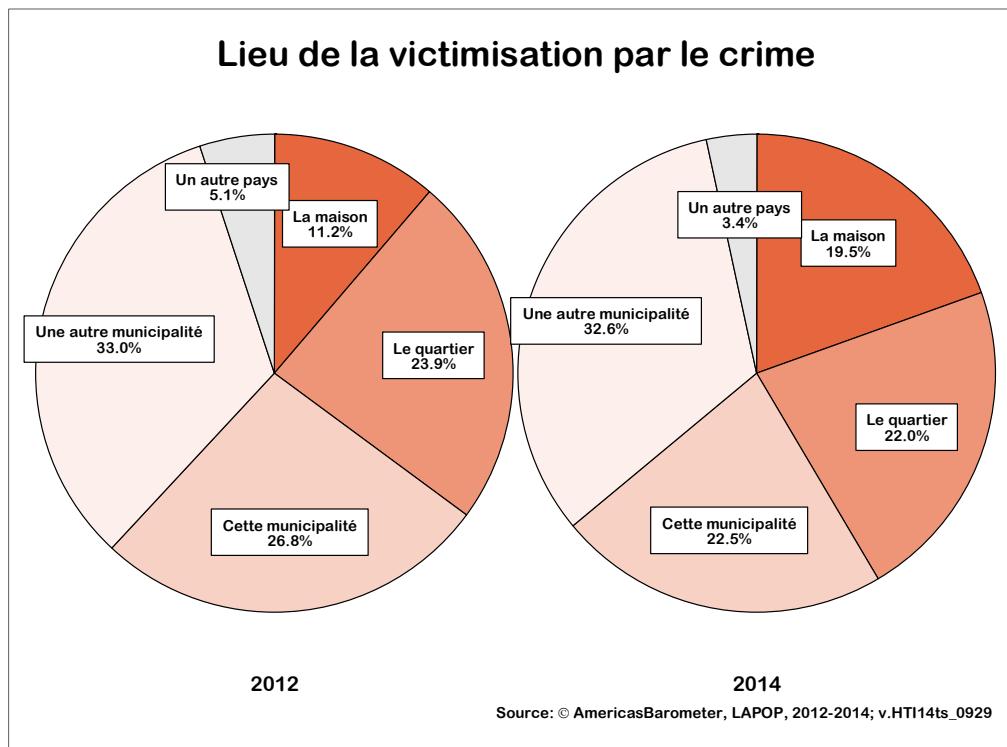


Figure 24. Localisation de la victimisation par le crime en Haïti, 2012-2014

Pour mieux évaluer les facteurs associés à la victimisation par le crime en Haïti, la Figure 25 suggère que les deux seuls facteurs qui affectent clairement la victimisation par le crime sont la richesse des ménages (mesurée en quintiles) et l'âge. La figure indique que les individus les plus riches sont plus enclins à être victimes de crime. 60% des Haïtiens les plus riches (quintiles 2, 3 et 5) ont une probabilité plus élevée de déclarer avoir été victime d'un crime en comparaison de ceux appartenant au quintile le plus pauvre. Comme pour l'âge, le chiffre suggère que les citoyens les plus âgés (56 ans et plus) sont moins susceptibles d'être victimes d'actes criminels que ceux entre 36 et 45 ans.

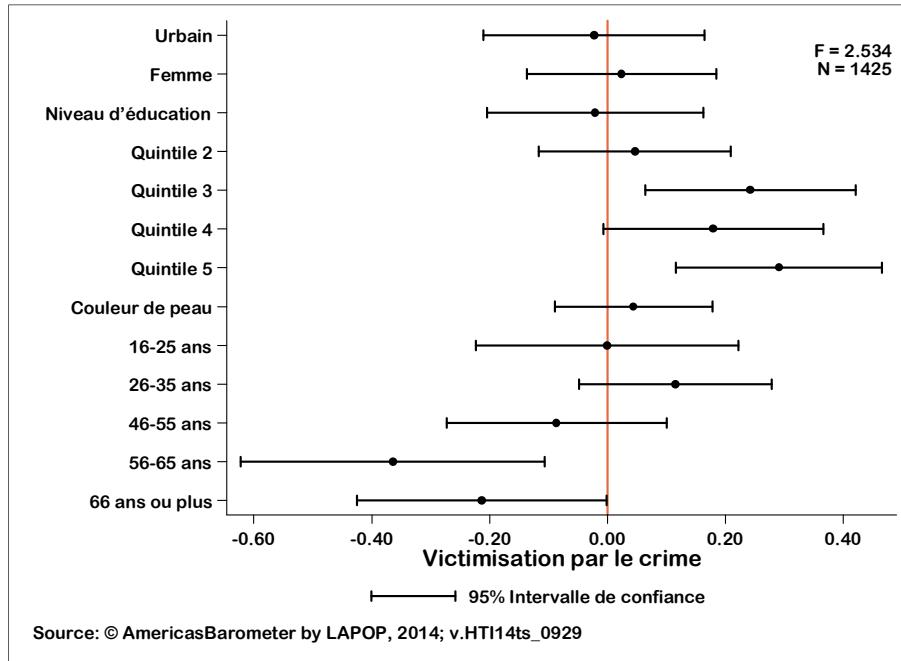


Figure 25. Les déterminants de la victimisation par le crime en Haïti, 2014

Le Baromètre des Amériques 2014 comporte une série de questions documentant les perceptions de la corruption et de la victimisation par la corruption. La victimisation par la corruption reste élevée en Haïti et les perceptions de la corruption continuent d'être étonnamment faibles (Figure 26). En 2014, les Haïtiens se classent avant-derniers dans les perceptions de la corruption, juste avant les Canadiens, mais occupent la première place dans la victimisation, dépassant les Boliviens de près de 40 %.

Près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir été sollicitées pour verser un pot-de-vin à chaque année depuis que le Baromètre des Amériques a été réalisé en Haïti. Bien que ce taux ait oscillé autour de 50% entre 2006 et 2010, il a montré une forte augmentation en 2012. Le niveau 2014 reste inchangé depuis, avec plus de deux tiers des Haïtiens étant victimes de la corruption. Qui plus est, 74,6% des personnes qui sont victimes de corruption en 2014 ont versé un pot-de-vin, une fois (45,1 %) ou deux fois (29,5 %).

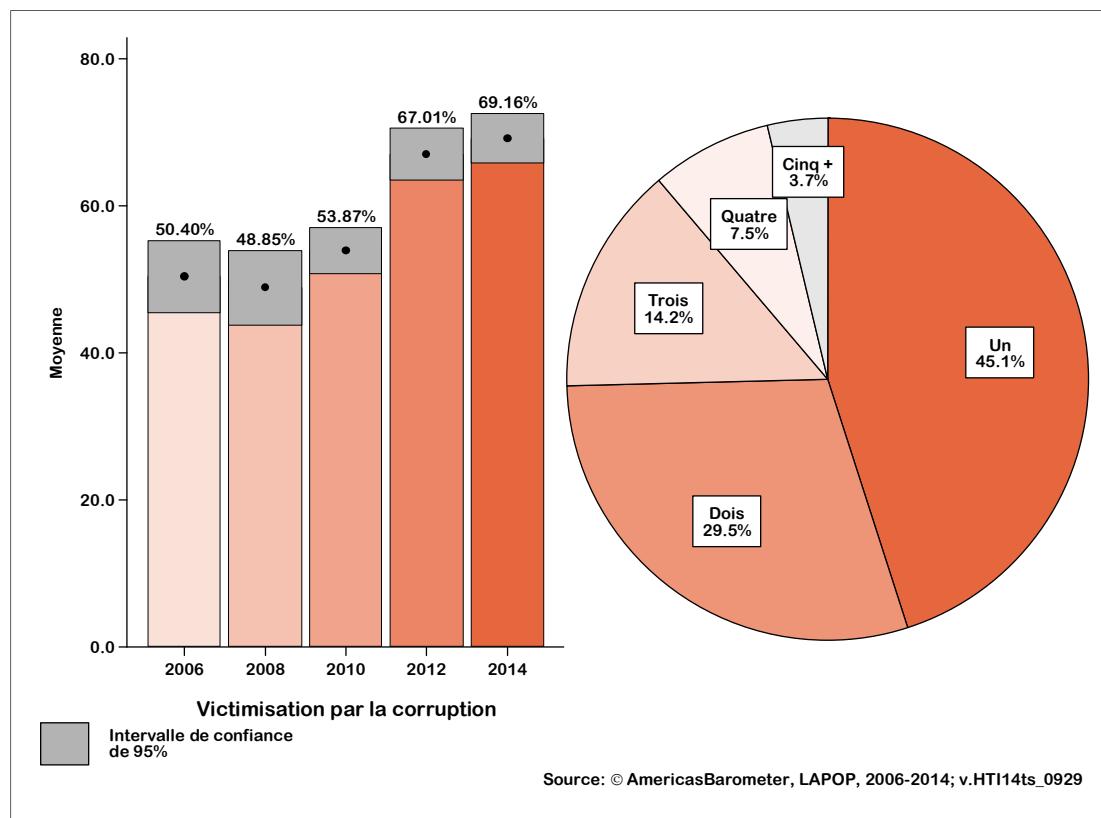


Figure 26. Victimation par la corruption in Haïti

Lorsque nous creusons plus loin dans les services publics pour lesquels les Haïtiens sont invités à payer un pot-de-vin à la Figure 27, nous constatons que les soins de santé et les écoles publiques sont les sources les plus fréquentes de la corruption en 2012 comme en 2014. Fait intéressant, 7,3% des Haïtiens ont rarement été sollicités pour verser un pot-de-vin par un agent de police. Bien que la corruption de la police arrive moins fréquemment en Haïti, elle arrive en premier dans la région en termes de taux globaux de victimisation de la corruption.

Les résultats haïtiens diffèrent de l'analyse régionale dans plusieurs aspects. Premièrement, il semble que vivre dans une région rurale ou urbaine, être une femme, ou rapporter un crime dans son quartier ne fait aucune différence en Haïti quand nous essayons d'expliquer les variations de la victimisation par la corruption. Dans la région, il a été constaté que les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales étaient moins susceptibles de déclarer avoir été sollicitées de verser un pot-de-vin dans le passé

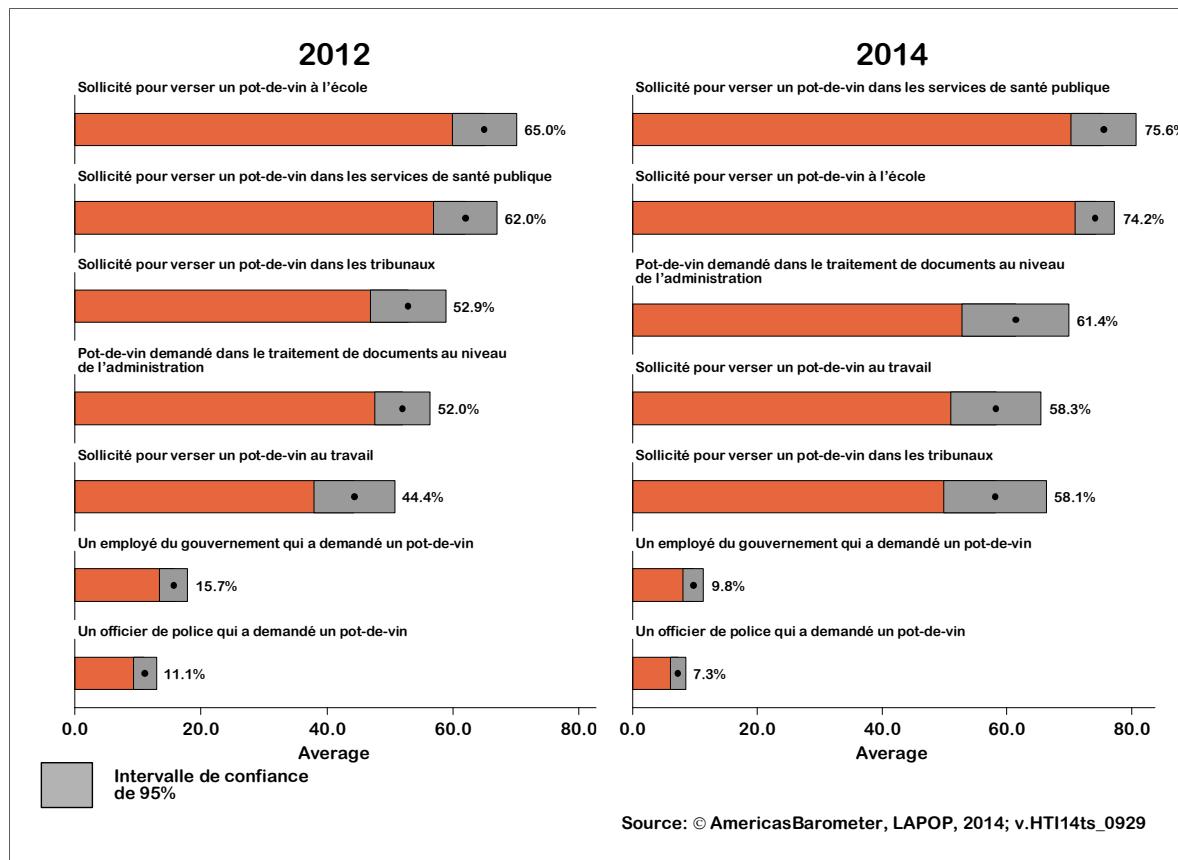


Figure 27. Types de victimes par la corruption in Haïti, 2014

Nous avons également constaté que, dans les Amériques, la criminalité dans le quartier a été associée à une plus grande probabilité de victimisation par la corruption. Pour la région, nous avons également constaté que les victimes de la corruption étaient pour la plupart des citoyens d'âge moyen. En Haïti, cependant, la différence concernant l'âge semble être entre deux groupes : ceux de moins de 36 ans, et les autres ; les citoyens plus âgés étant plus susceptibles d'être des victimes par la corruption (Figure 28).

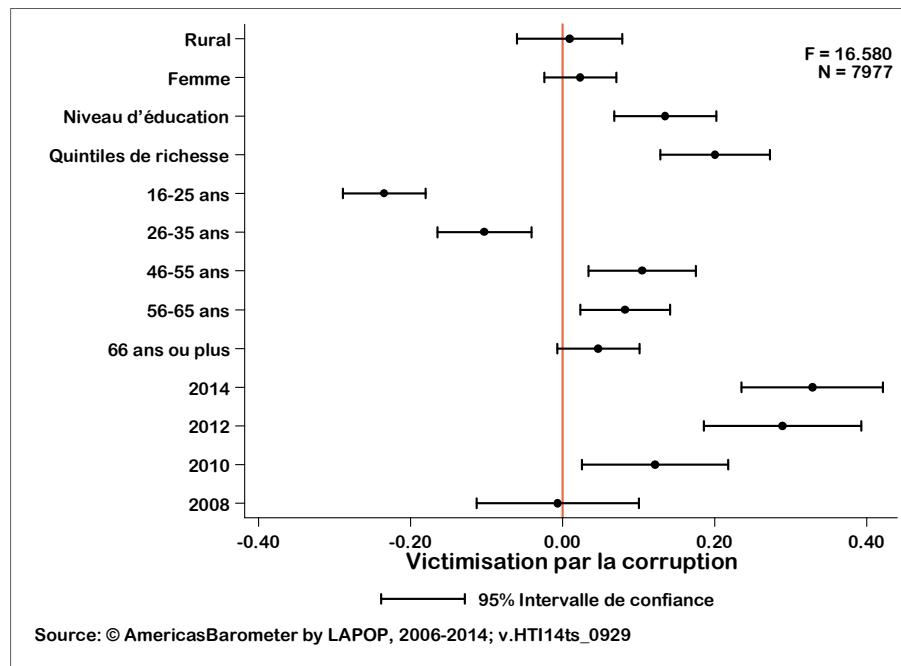


Figure 28. Déterminants de la victimisation par la corruption in Haïti

Tel qu'illustre par la Figure 29, les perceptions n'ont pas beaucoup changé au cours des huit dernières années. Fait intéressant, ces réponses n'ont pas suivi la même tendance que la victimisation par la corruption (Figure 26), qui a augmenté brusquement en 2012. Alors que la perception de la corruption augmente très légèrement avec la victimisation, la perception moyenne de la corruption est la même si les répondants ont reçu une aide gouvernementale ou s'ils ont signalé un crime dans leur quartier. Alors que Haïti se classe avant-dernier dans la région en termes de perception de la corruption publique, elle mène clairement la région quand il s'agit de la victimisation par la corruption.

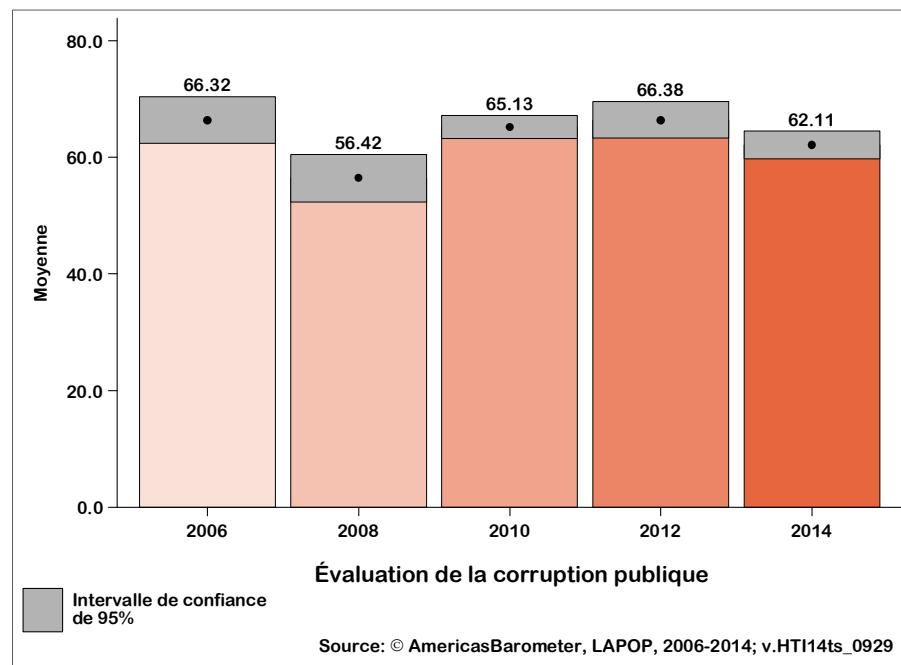


Figure 29. Perception de la corruption

La Figure 30 présente les relations bivariées simples entre la perception de la corruption, l'aide gouvernementale et la criminalité dans le quartier pour la vague 2014. Alors que la perception de la corruption augmente très légèrement avec la victimisation, la perception moyenne de la corruption est la même si les répondants ont reçu une aide gouvernementale ou s'ils ont signalé un crime dans leur quartier.

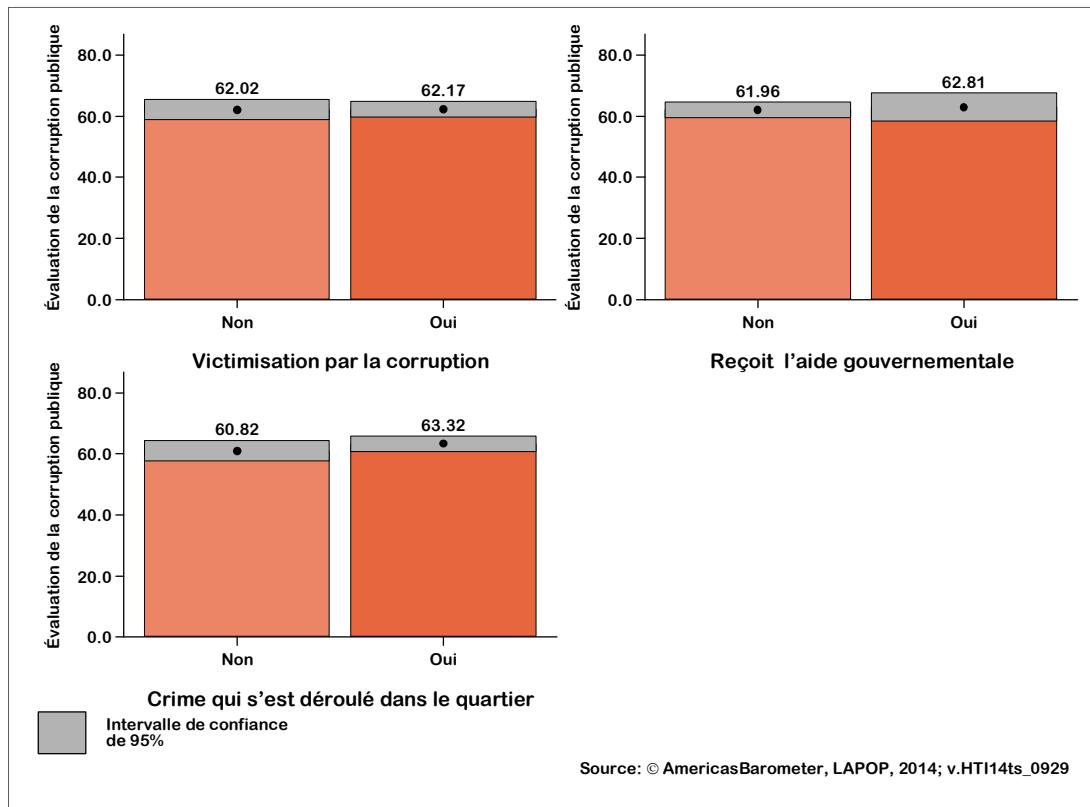


Figure 30. La corruption par la victimisation, l'assistance gouvernementale et le crime, 2014

La Figure 31 présente les résultats d'une analyse de régression multivariée dans laquelle nous prédisons la perception de la corruption. Les résultats de l'analyse de régression pour Haïti sont en quelque sorte semblables aux résultats de l'ensemble de la région. Tout comme les citoyens des autres pays de la région, les Haïtiens qui ont été sollicités pour verser un pot-de-vin dans le passé, ceux qui ont atteint des niveaux plus élevés de scolarité ainsi que les Haïtiens plus âgés sont plus susceptibles de percevoir des niveaux plus élevés de corruption au sein du gouvernement. Cependant, les similitudes s'arrêtent là. Contrairement au reste de la région, la perception de la corruption en Haïti ne varie pas selon le revenu, le sexe ou le milieu urbain/rural.

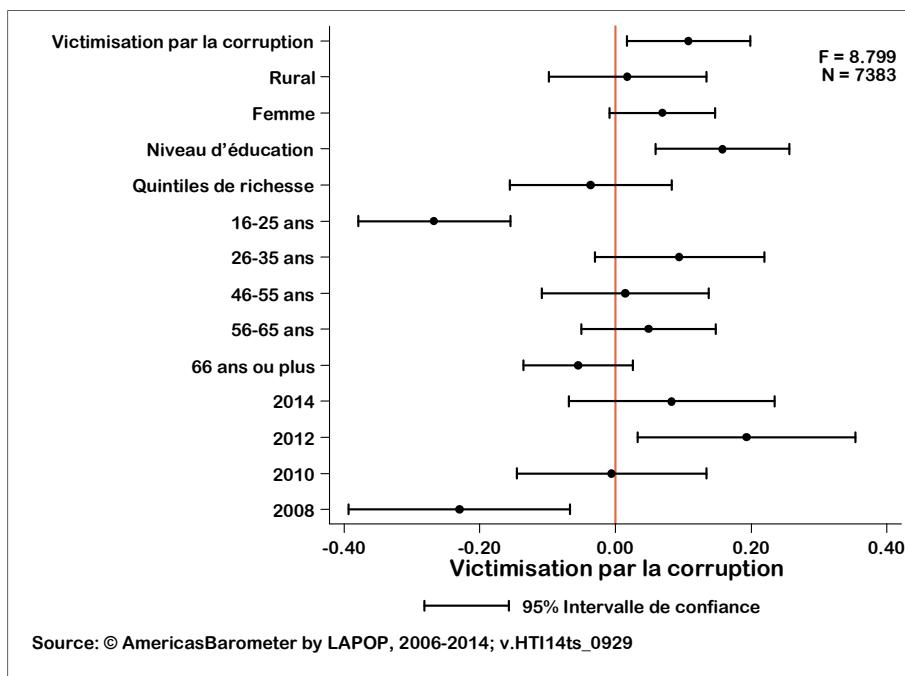


Figure 31. Facteurs associés à la perception de la corruption in Haïti

Une tendance frappante émerge lorsque nous comparons les Haïtiens à des citoyens d'autres pays de la région sur la question de la corruption en 2014 (Figure 32). Alors que Haïti se classe avant-dernière dans la région en termes de perception de la corruption publique, elle mène clairement la région quand il s'agit de la victimisation par la corruption. Il semble donc y avoir un écart entre la façon dont les Haïtiens perçoivent et vivent la corruption, du moins par rapport aux autres pays de la région. C'est comme si les Haïtiens considèrent la corruption comme une chose normale dans la prestation de service public.

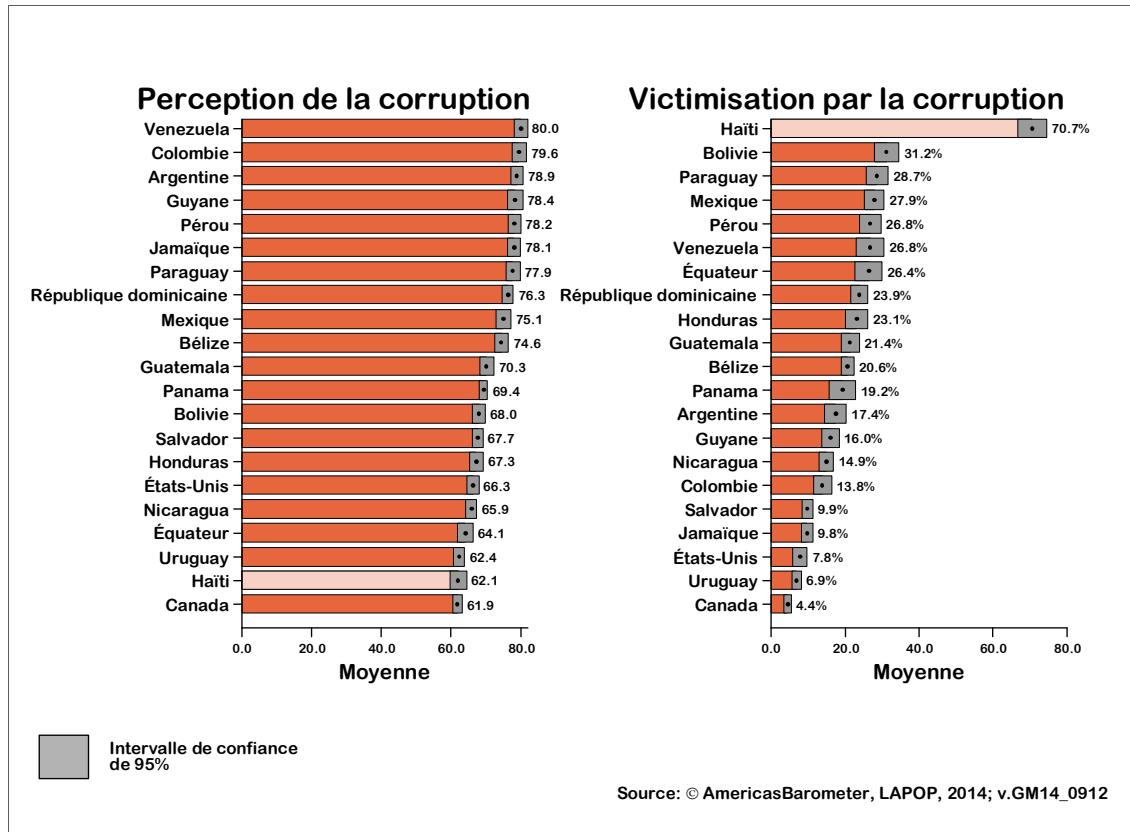


Figure 32. Perception de la corruption et de victimisation par la corruption dans les Amériques, 2014

Cette possible internalisation de la corruption parmi les Haïtiens est illustrée par la Figure 33. Comparés à d'autres citoyens des Amériques, les Haïtiens sont plus deux fois plus susceptibles de croire que le versement d'un pot-de-vin est parfois justifié. Alors que 43% des Haïtiens partagent cette idée en 2014, seulement 16,4% des citoyens de la région qui pensent de même. Tout comme les autres citoyens des Amériques, cependant, les Haïtiens qui ont été victimes de corruption sont plus susceptibles de penser que de payer un pot-de-vin peut être parfois justifié. Le nombre d'Haïtiens qui ont été sollicités pour le versement d'un pot-de-vin et qui justifient la corruption est de 35 points de pourcentage plus élevé (54,4 %) que ceux qui n'ont pas vécu la corruption (17,4%).

Même si une certaine amélioration a été observée en ce qui concerne les différentes dimensions du développement humain en Haïti, il reste beaucoup à faire. Globalement, la richesse matérielle a dépassé le bas niveau de 2010, mais elle n'a pas encore retrouvé les niveaux observés avant le séisme. L'accès aux installations sanitaires à domicile a augmenté, mais l'accès aux systèmes d'évacuation des eaux usées reste extrêmement faible. La criminalité continue d'être un problème, surtout à Port-au-Prince, mais les Haïtiens ont commencé à se sentir en sécurité à la maison. La corruption pourrait être la seule dimension pour laquelle aucune amélioration n'a été observée sur la période récente. Au contraire, les choses ont continué à se détériorer sur ce front.

Pour que la démocratie prospère en Haïti, il faut beaucoup plus d'efforts pour accroître le bien-être matériel des citoyens. Ceux-ci doivent inclure l'accès aux infrastructures sanitaires de base, aux routes et autres services publics. Des efforts doivent également cibler la criminalité et la corruption. Les Haïtiens ont le droit de vivre dans un environnement en sécurité et ils ont le droit

d'accéder aux services publics, comme l'éducation et les soins de santé de base, et ce, sans avoir à payer un pot-de-vin.

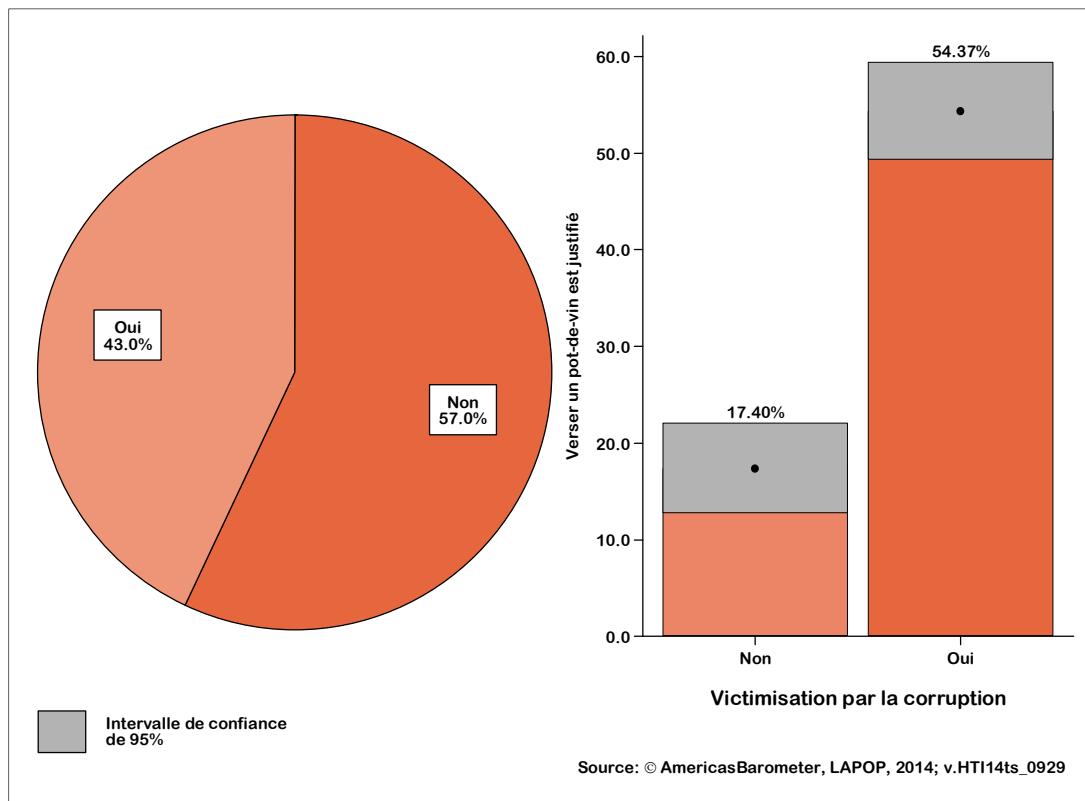


Figure 33. Verser un pot-de-vin est justifié et la victimisation par la corruption

7. Les Haïtiens et les valeurs démocratiques

La règle démocratique est souvent associée à une culture politique dans laquelle les citoyens qui partagent un certain nombre d'attitudes et de comportements sont favorables à la gouvernance démocratique. Plusieurs auteurs dans les sciences sociales ont montré comment certaines croyances et valeurs importantes partagées sont fondamentales pour le fonctionnement des démocraties (Almond et Verba 1963; Booth et Seligson 2009; Putnam 1994, 2001). Dans le chapitre 5, nous identifions deux de ces dimensions qui sont au cœur de la démocratie : la tolérance politique et l'appui au système. Alors que la tolérance politique se réfère au respect des droits politiques des autres, en dépit de la position politique qu'ils adoptent, l'appui au système est relatif au respect des individus envers les institutions politiques, à savoir la légitimité. Dans des contextes dans lesquels les citoyens affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui du système, nous pouvons nous attendre à ce que la démocratie soit marquée par la stabilité. Au contraire, là où les citoyens ont une faible tolérance politique et un faible niveau d'appui au système, la démocratie peut être considérée comme menacée. En extrapolant à partir des résultats présentés dans le chapitre 6, on peut conclure que les Haïtiens devraient afficher de faibles niveaux d'appui au système et de faibles niveaux de tolérance. Pourtant, les évènements catastrophiques tels que le tremblement de terre qui a frappé l'île le 12 janvier 2010 peuvent également avoir des conséquences surprenantes. Avec un tel niveau de destruction et de désorganisation de l'État, les Haïtiens ont dû trouver des moyens pour subvenir eux-mêmes à leurs

besoins. De tels comportements peuvent ainsi avoir eu comme effet de pousser les Haïtiens à travailler ensemble dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Ce chapitre explore les valeurs démocratiques des Haïtiens, avec un accent particulier sur la tolérance politique et l'appui au système. Il examine également comment les Haïtiens se sont impliqués dans leur communauté et dans la vie politique du pays.

Tel qu'expliqué dans le chapitre 5, le Baromètre des Amériques utilise un indice basé sur quatre questions mesurant comment les répondants appuient le droit de vote, de protester, de briguer une responsabilité publique, ainsi que le droit des citoyens qui contestent le système politique de s'exprimer publiquement. D'un point haut en 2006, la tolérance a rapidement diminué jusqu'en 2010, l'année où le pays a été frappé par le tremblement de terre dévastateur (Figure 34). La tolérance s'est améliorée par la suite pour rattraper la moyenne régionale 2014, à 50 points sur une échelle de 100.

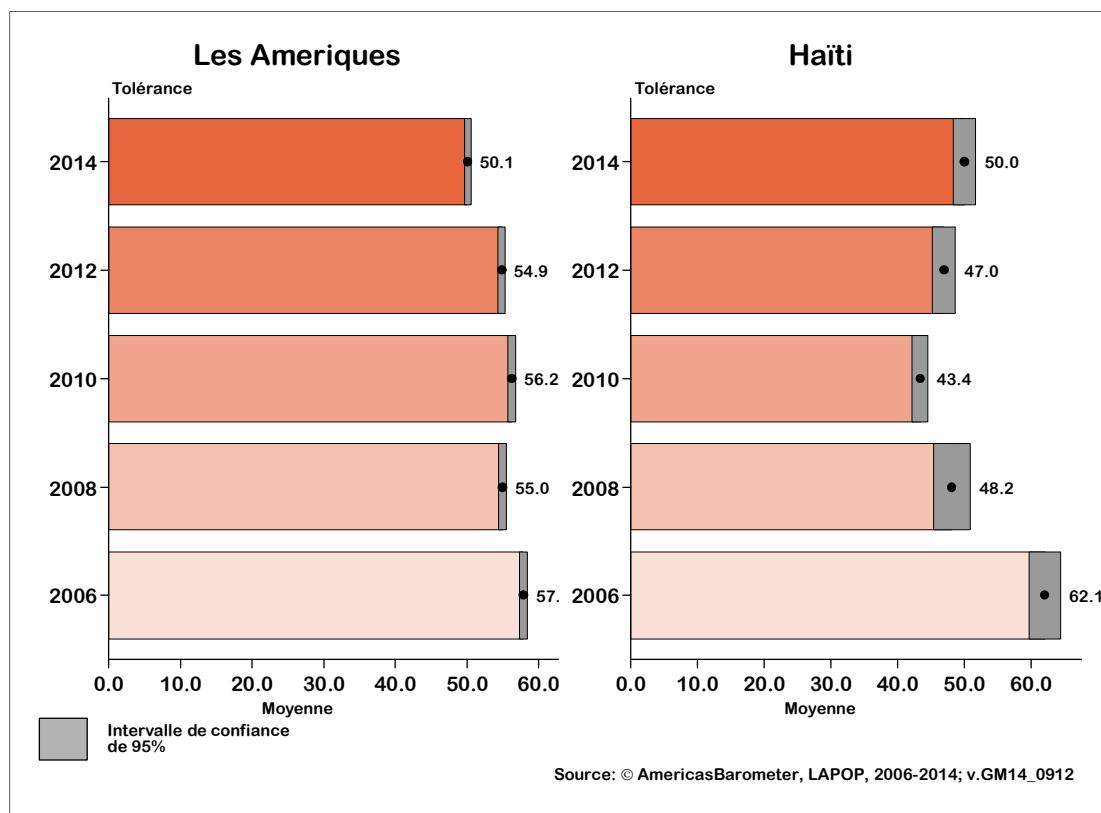


Figure 34. Tolérance politique dans les Amériques et en Haïti, 2006-2014

D'une part, les Haïtiens semblent plus tolérants envers les critiques ayant le droit de voter et de manifester pacifiquement (Figure 35). Le droit de manifester semble particulièrement important pour les Haïtiens. D'autre part, ils sont moins tolérants envers les critiques du régime qui se présentent aux élections ou qui prononcent des discours.

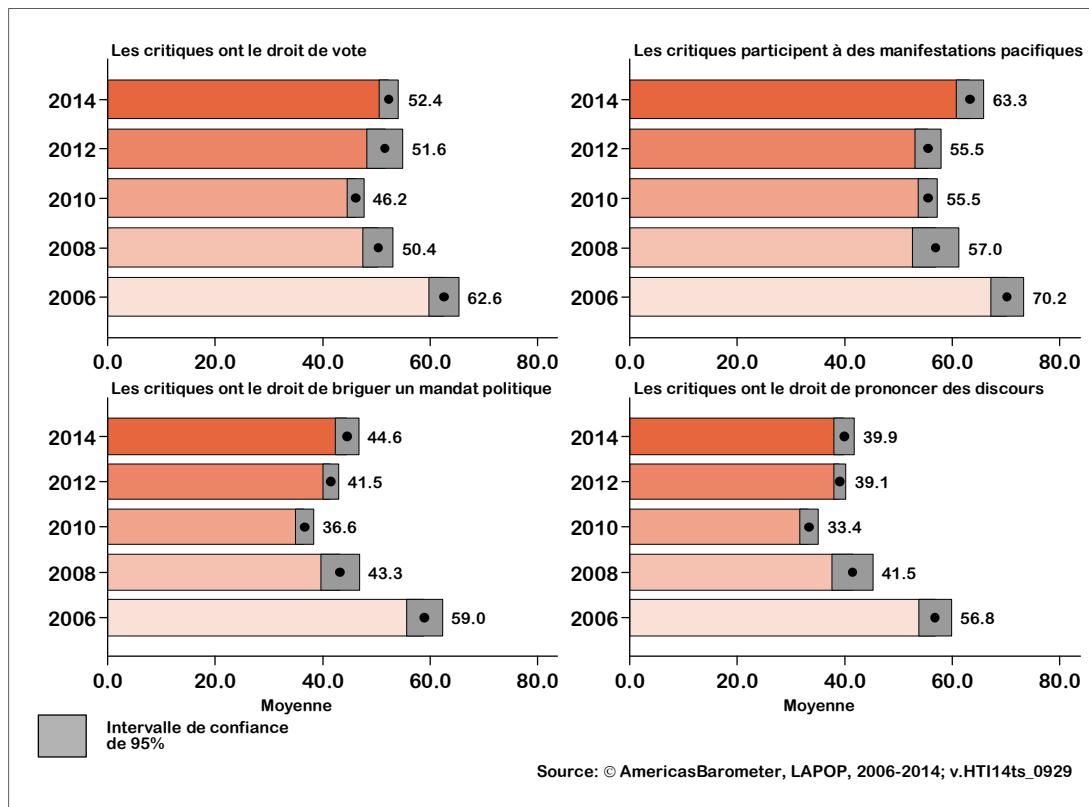


Figure 35. Les composantes de l'indice de tolérance politique, Haïti 2006-2014

Une autre dimension de la tolérance est l'ouverture à des personnes qui sont différentes. Par rapport à la région dans son ensemble, les Haïtiens semblent assez socialement conservateurs. Dans ces deux dimensions, ils se classent au bas de la distribution régionale dans leur acceptation des homosexuels. Pourtant, la tendance récente est plus encourageante. Même si la Figure 36 montre que les Haïtiens ne sont relativement pas très favorables au fait que des homosexuels briguent un mandat (graphique de gauche) ou au mariage homosexuel (graphique de droite), la Figure 37 montre que ces attitudes semblent évoluer lentement. Il y a une légère augmentation dans les deux dimensions, avec une claire tendance à la hausse de l'appui à la candidature des homosexuels lors des élections.

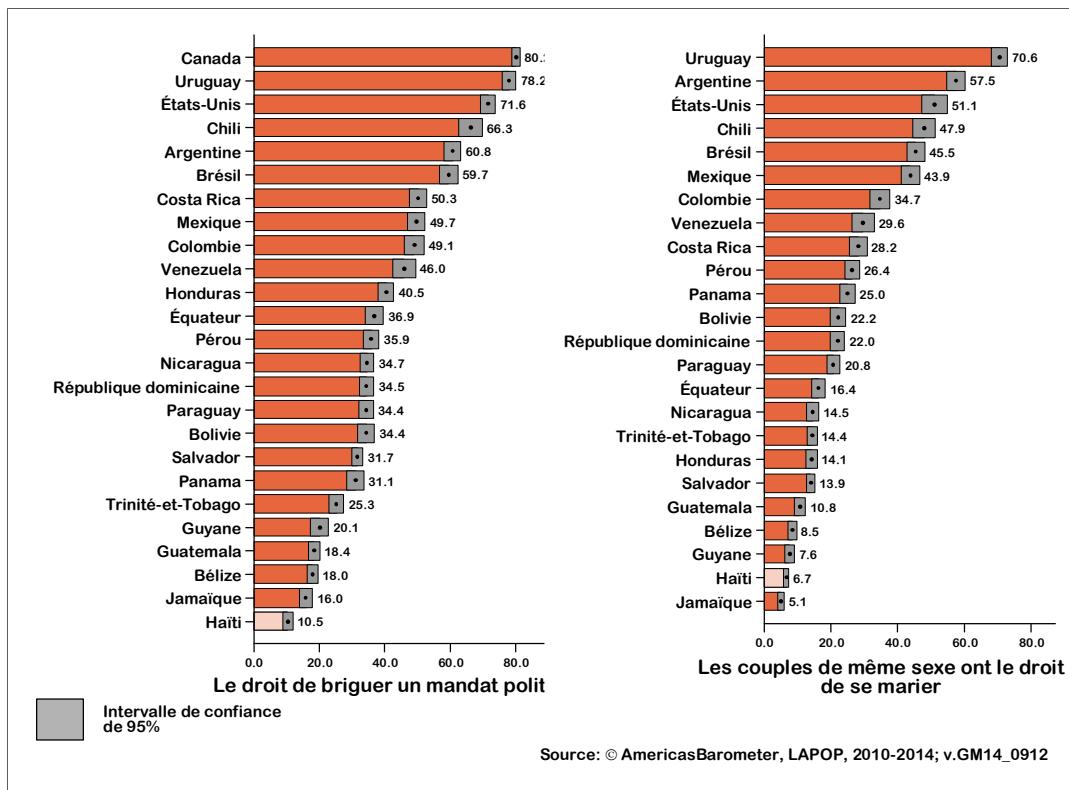


Figure 36. Les attitudes envers les homosexuels dans les Amériques, 2014

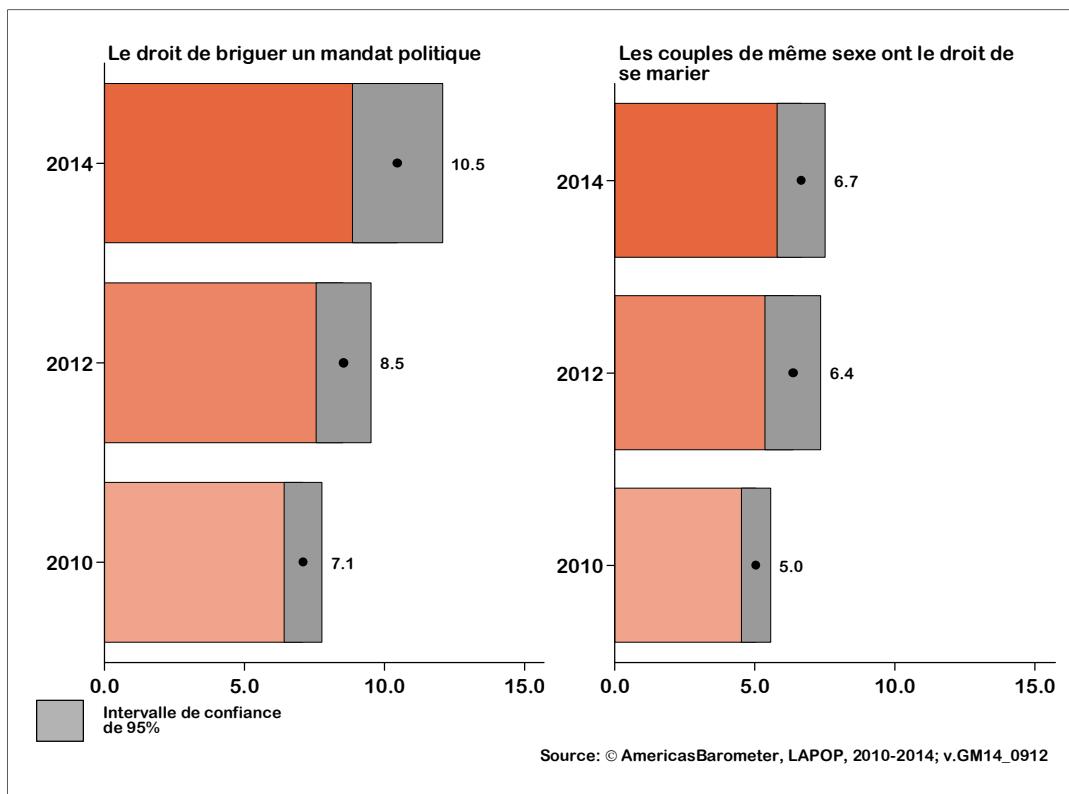


Figure 37. Les attitudes envers les homosexuels en Haïti, 2010-2014

La Figure 38 montre que la tolérance pour ces formes plus extrêmes de protestation a augmenté depuis 2010. En même temps, il faut reconnaître que l'appui à ces formes de protestation reste assez limité, avec des valeurs demeurant dans le tiers inférieur de l'échelle de 100 points.

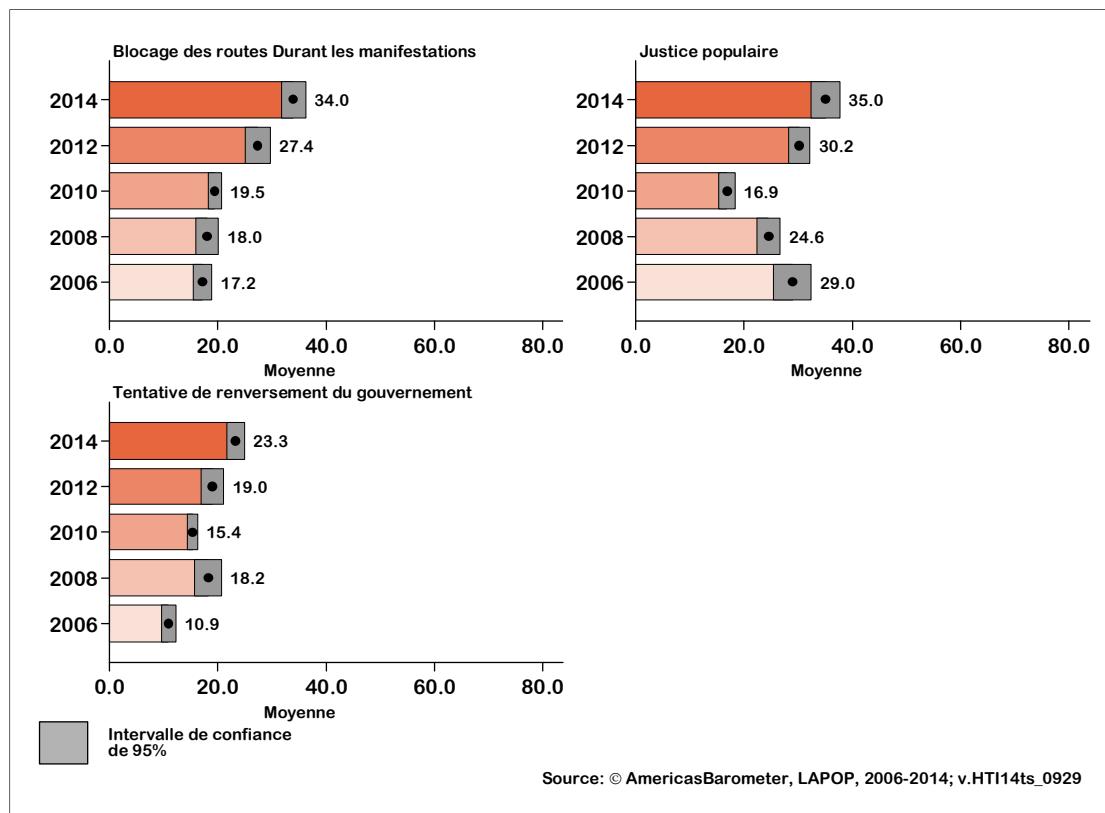


Figure 38. La tolérance pour les comportements antidémocratiques, Haïti 2006-2014

Dans les régimes démocratiques, la confiance est une autre attitude centrale pour assurer la stabilité politique. Par rapport au reste de la région, Haïti se classe au bas de l'échelle de la confiance interpersonnelle (Figure 39).

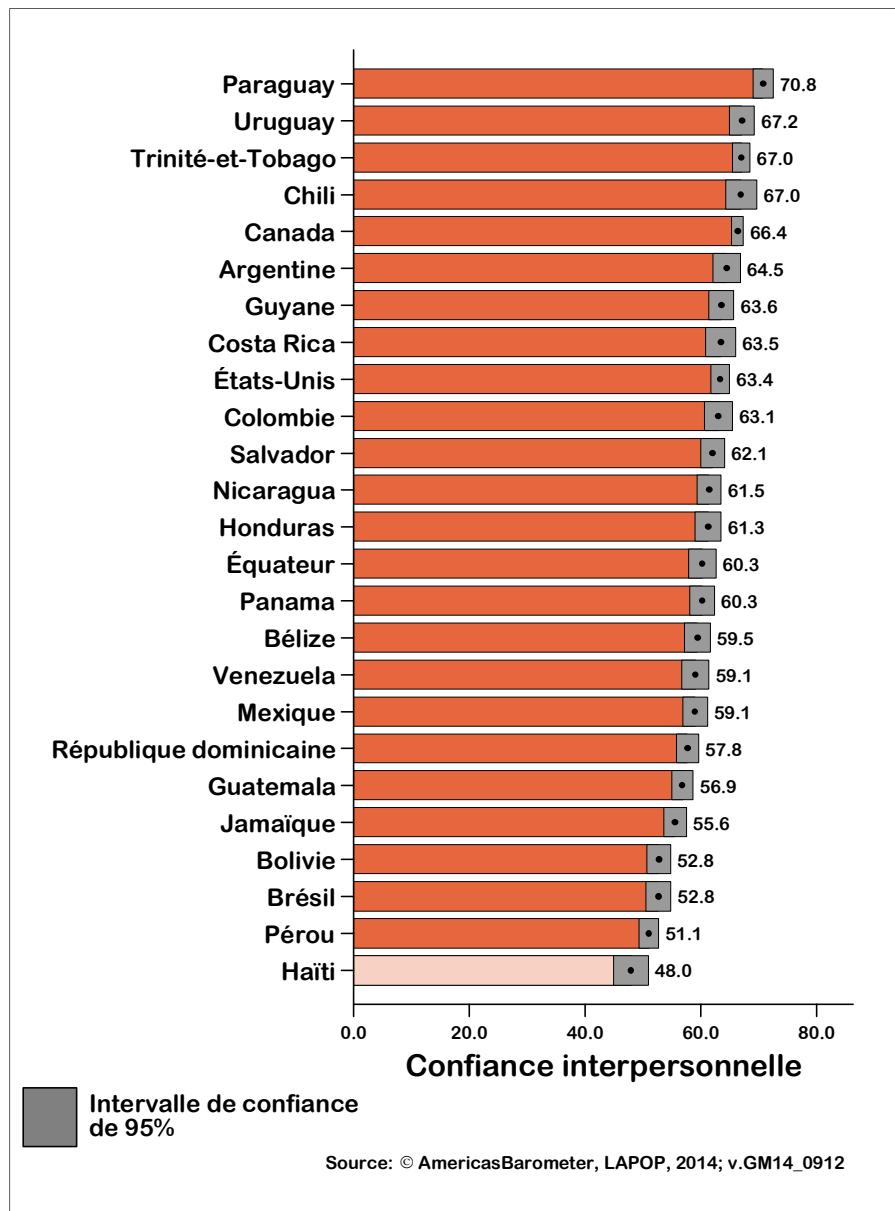


Figure 39. La confiance interpersonnelle dans les Amériques, 2014

Comme l'illustre la Figure 40, le tremblement de terre a influencé l'évolution de la confiance interpersonnelle. L'année 2010 marque un niveau plancher de confiance au cours de la dernière décennie. Pourtant, après 2010, ceux-ci sont remontés à des niveaux plus élevés qu'avant le tremblement de terre.

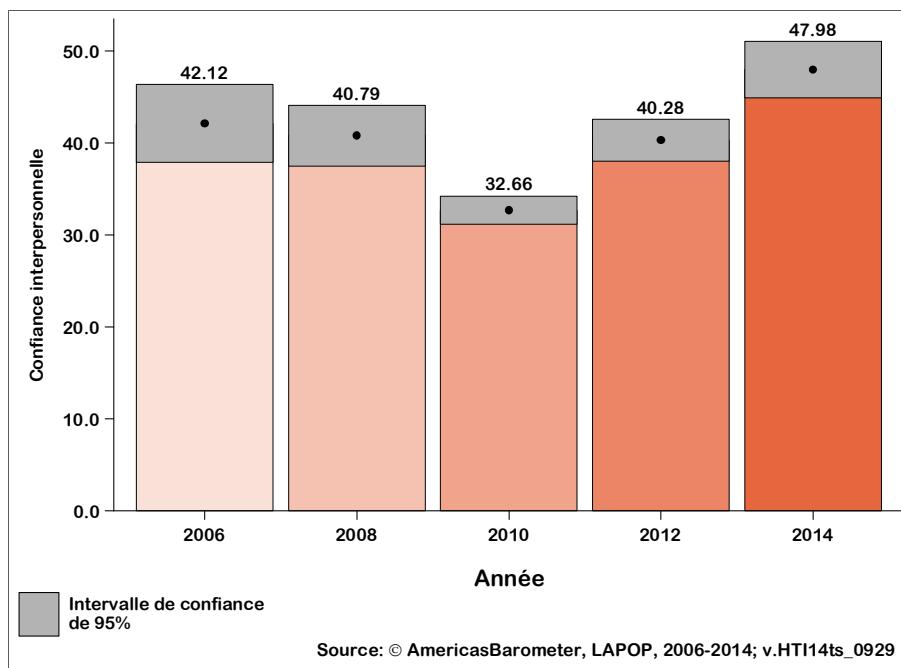


Figure 40. Confiance interpersonnelle, Haïti 2006-2014

La Figure 41 illustre les niveaux de confiance des Haïtiens envers les institutions politiques pour la période de 2006 à 2014. Une observation générale se dégage du graphique : la confiance globale envers les institutions politiques est assez faible chez les Haïtiens, et ce, pour toutes les années de l'enquête. Pourtant, les Haïtiens ne sont pas très différents des autres citoyens dans les Amériques. Les niveaux de confiance rapportés à la Figure 41 sont assez proches de la moyenne régionale (incluant Haïti). Une tendance notable implique l'augmentation substantielle du niveau de confiance des Haïtiens pour le pouvoir exécutif, en particulier après le tremblement de terre.

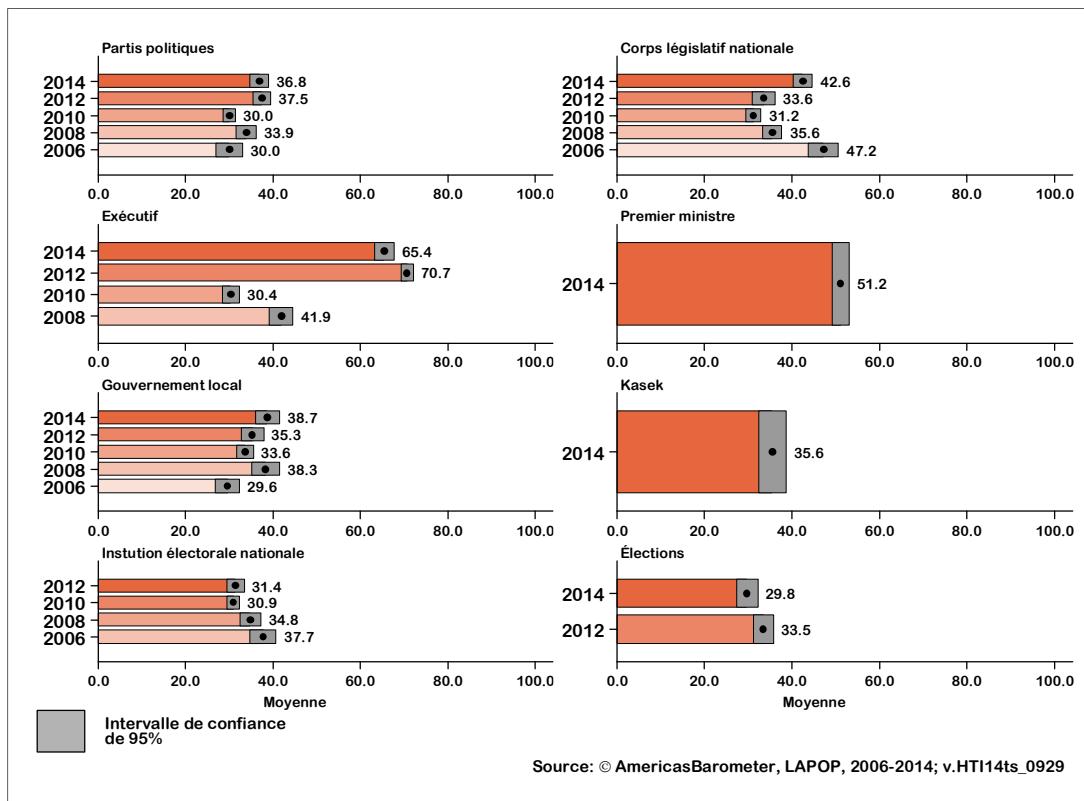


Figure 41. La confiance envers les institutions politiques, Haïti 2006-2014

En 2014, les Haïtiens semblent avoir un niveau de confiance plus élevé envers le président (65,4) que le premier ministre (51,2), le corps législatif national (42,6), leur gouvernement local (38,7), les partis politiques (36,8 %) ou les Kaseks (35,5). Les Haïtiens sont aussi très méfiants des élections et des institutions électoralas nationales, avec respectivement une position moyenne d'environ 29,8 et 31,4, sur une échelle 0-100. La confiance envers les institutions judiciaires est globalement assez faible chez les Haïtiens. Comme l'illustre la Figure 42, les Haïtiens ont toujours été méfiants de leur système judiciaire et, plus encore, de la Cour suprême. Étonnamment, les Haïtiens sont très confiants de leur police nationale. Dans l'ensemble, les Haïtiens sont parmi ceux qui ont le plus haut niveau de confiance envers la police nationale à travers les Amériques. Alors que les Haïtiens semblent se méfier des institutions gouvernementales, ils présentent des niveaux plus élevés de confiance envers les institutions non politiques.

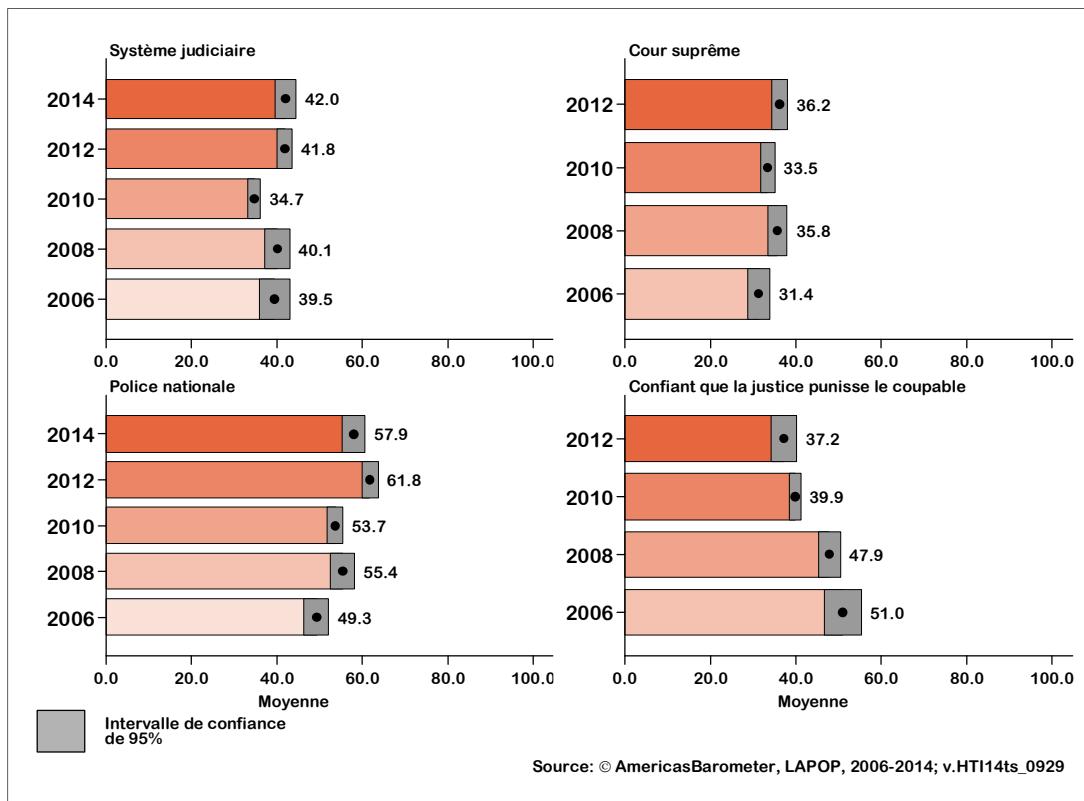


Figure 42. La confiance envers les institutions judiciaires, Haïti 2006-2014

La Figure 43 montre les niveaux de confiance envers l’Église catholique, l’Église protestante/évangélique, les médias et l’armée américaine. Mis à part les médias, les niveaux de confiance pour les trois autres institutions figurant dans le graphique ci-dessus sont sous la marque des 50 points sur l’échelle 0-100 pour la période 2006 à 2014.

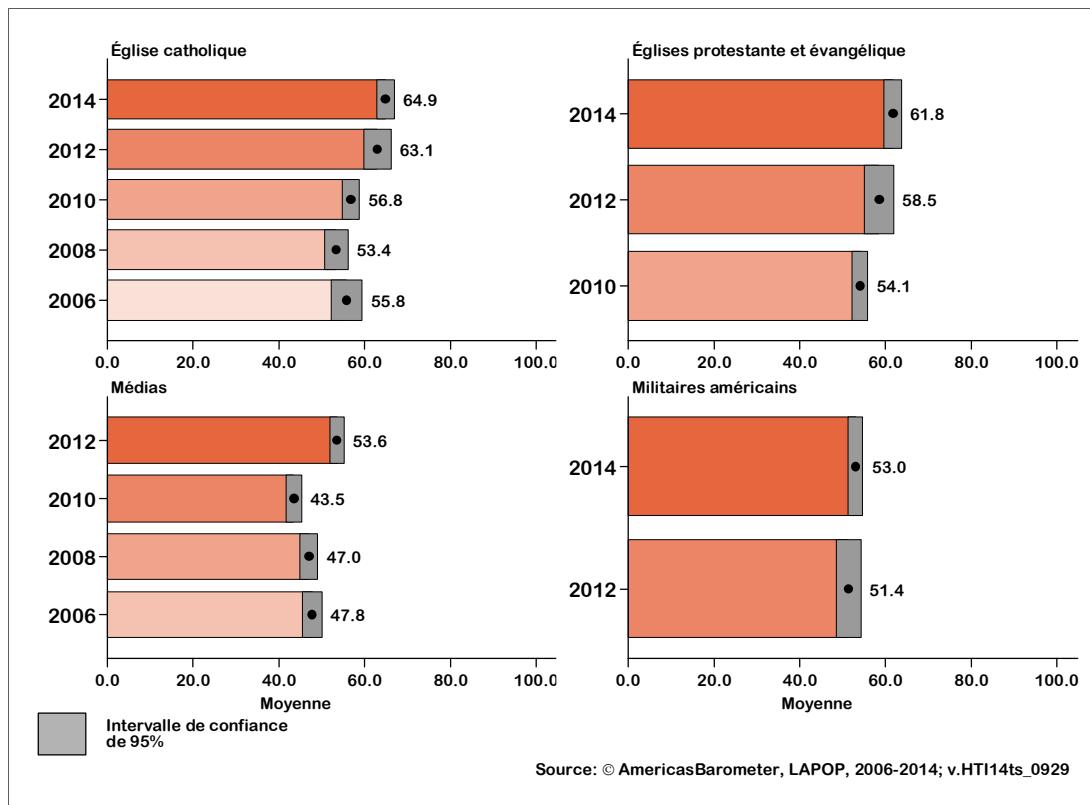


Figure 43. La confiance envers les institutions non politiques, Haïti 2006-2014

L'appui au système a été décrit comme « une mesure globale de la légitimité des institutions politiques dans un pays et une mesure générale du niveau d'appui à l'égard de l'organisation du système politique ». D'après le graphique de gauche de la Figure 44, il est clair qu'Haïti se classe parmi les pays du continent qui ont de faibles niveaux d'appui au système. Si une majorité de citoyens affichent un fort appui au système ainsi que des niveaux élevés de tolérance, la démocratie devrait être stable et consolidée. À l'opposé, si les citoyens manquent de tolérance et ont de faibles niveaux d'appui au système, la démocratie est dite à risqué. Le pourcentage des Haïtiens qui affichent des niveaux élevés de tolérance et d'appui au système a diminué en 2010 à 3,7 %, mais a augmenté à des niveaux comparables à ceux observés avant le tremblement de terre en 2012 et 2014.

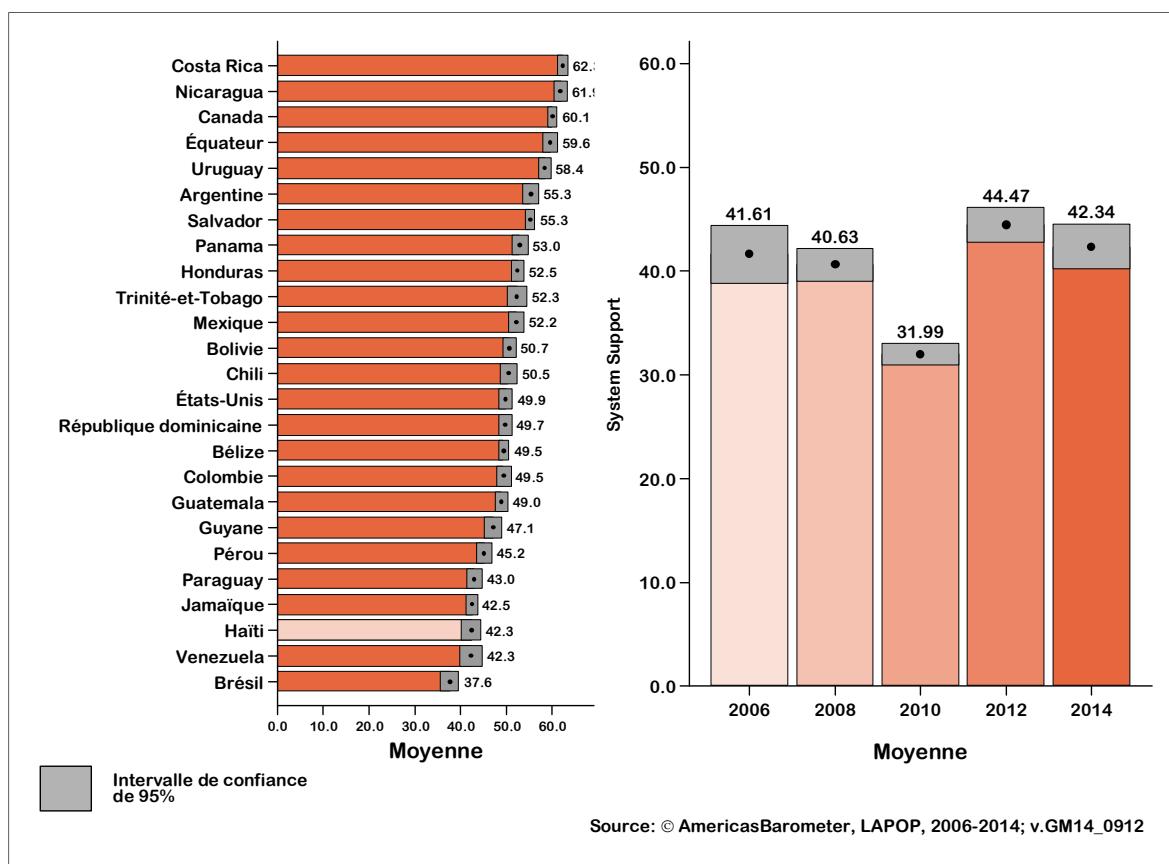


Figure 44. L'appui au système en Haïti, 2006-2014

La Figure 45 compare les différents pays de la région en termes de pourcentage de citoyens qui ont un faible niveau d'appui au système et qui ont de faibles niveaux de tolérance. Avec un nombre aussi élevé de personnes dans cette catégorie, Haïti occupe le quatrième rang dans la région, parmi les pays où la démocratie peut être considérée comme à risque.

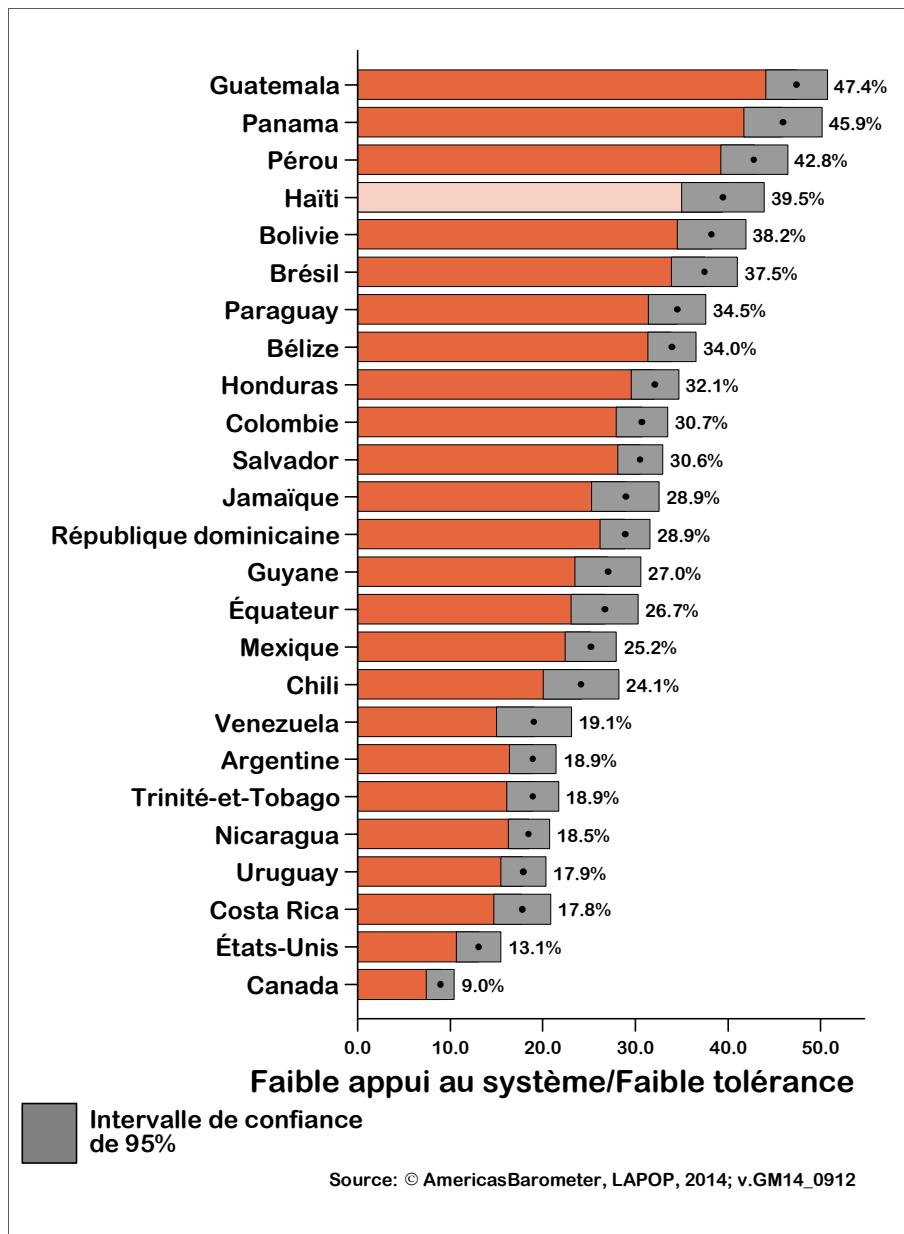


Figure 45. Les attitudes favorisant une démocratie à risque dans les Amériques, 2014

Pourtant, si on regarde l'évolution de ces attitudes au cours de la dernière décennie, nous voyons clairement que la culture politique démocratique chez les Haïtiens s'est améliorée et s'est stabilisée. La Figure 46 montre la répartition des répondants haïtiens de 2006 à 2014 avec les quatre profils d'attitudes qui peuvent être créés en combinant l'appui au système et la tolérance politique. Les résultats pour Haïti montrent clairement que les attitudes démocratiques se sont dégradées entre 2006 et 2010, pour atteindre un niveau où 61,6% des Haïtiens n'appuyaient pas le système et avaient de faibles niveaux de tolérance. Sans surprise, le cycle électoral 2010-2011 a été particulièrement tendu. Pourtant, depuis lors, la situation s'est largement améliorée. Entre 2012 et 2014, le pourcentage des Haïtiens ayant des attitudes qui peuvent placer la démocratie à risque a chuté à 40 %. La proportion d'Haïtiens avec des attitudes favorables à la démocratie stable (fort appui au système, tolérance politique élevée) a depuis augmenté pour atteindre 10,7% en 2012 et 16,1% en 2014.

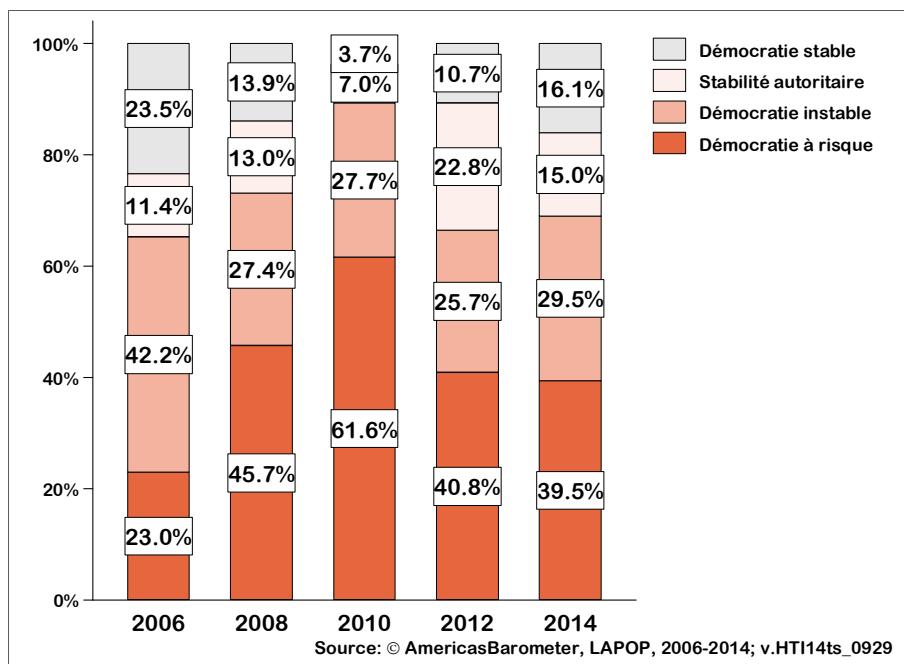


Figure 46. Les profils des attitudes démocratiques en Haïti, 2006-2014

Malgré la récente baisse du pourcentage des Haïtiens ayant des attitudes qui pourraient mettre en péril la démocratie, d'autres mesures des attitudes démocratiques offrent la preuve de la fragilité de la démocratie haïtienne.

La Figure 47 illustre que ces attitudes politiques se sont détériorées jusqu'en 2010 et se sont améliorées par la suite. Cela est vrai pour la fierté de vivre sous le système politique haïtien et pour la nécessité d'appuyer le système politique. Cela étant dit, le niveau global de compromis entre ces dimensions reste faible, autour de 40 points sur une échelle de 0 à 100 en 2014. Les appréciations de la capacité des partis politiques à représenter les électeurs et à les écouter ne sont pas non plus très encourageantes, avec des valeurs comprises entre 30 et 50 points en 2014.

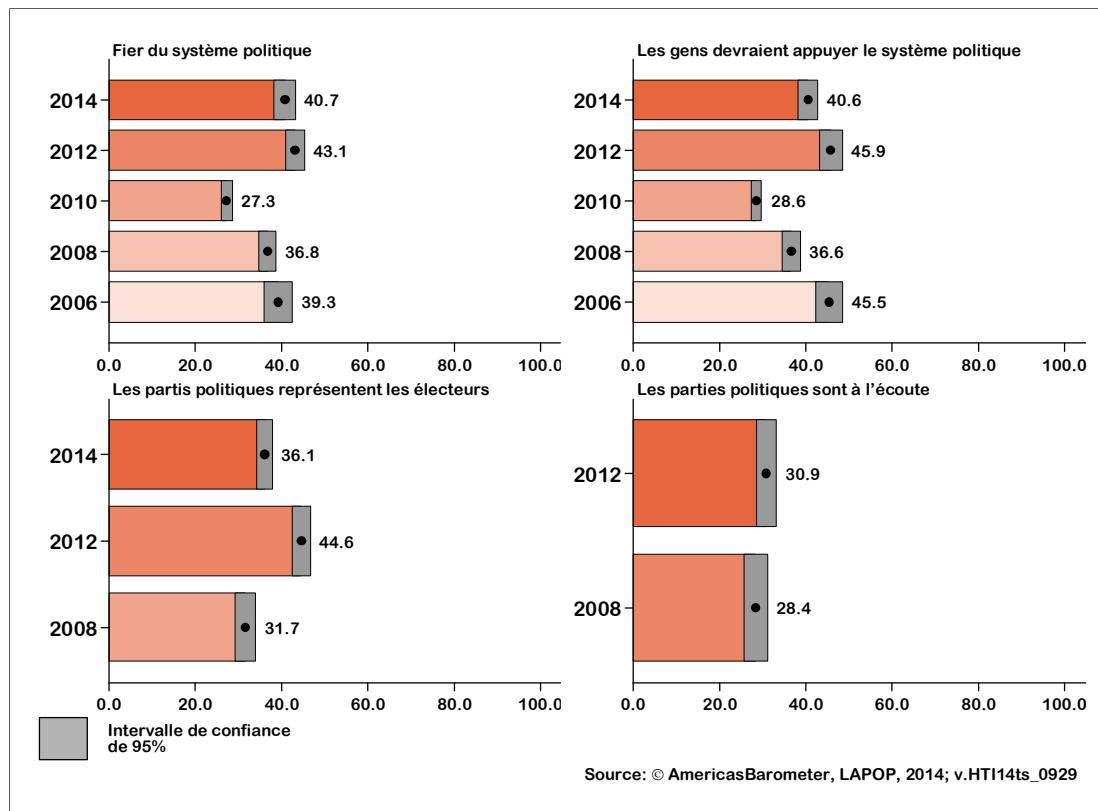


Figure 47. Autres attitudes démocratiques en Haïti, 2006-2014

En Haïti, l'appui à la démocratie est généralement plus faible que dans la région dans son ensemble. Fait intéressant, la tendance en matière d'appui au système en Haïti semble suivre la nature du cycle électoral. Comme l'illustre la Figure 48, l'appui est élevé au cours de l'année qui suit un cycle électoral. Entre les élections, l'appui à la démocratie est toujours plus faible. En somme, à la suite des élections l'appui à la démocratie est à environ 70 sur l'échelle de 0-100, et aux alentours de 65 entre les élections.

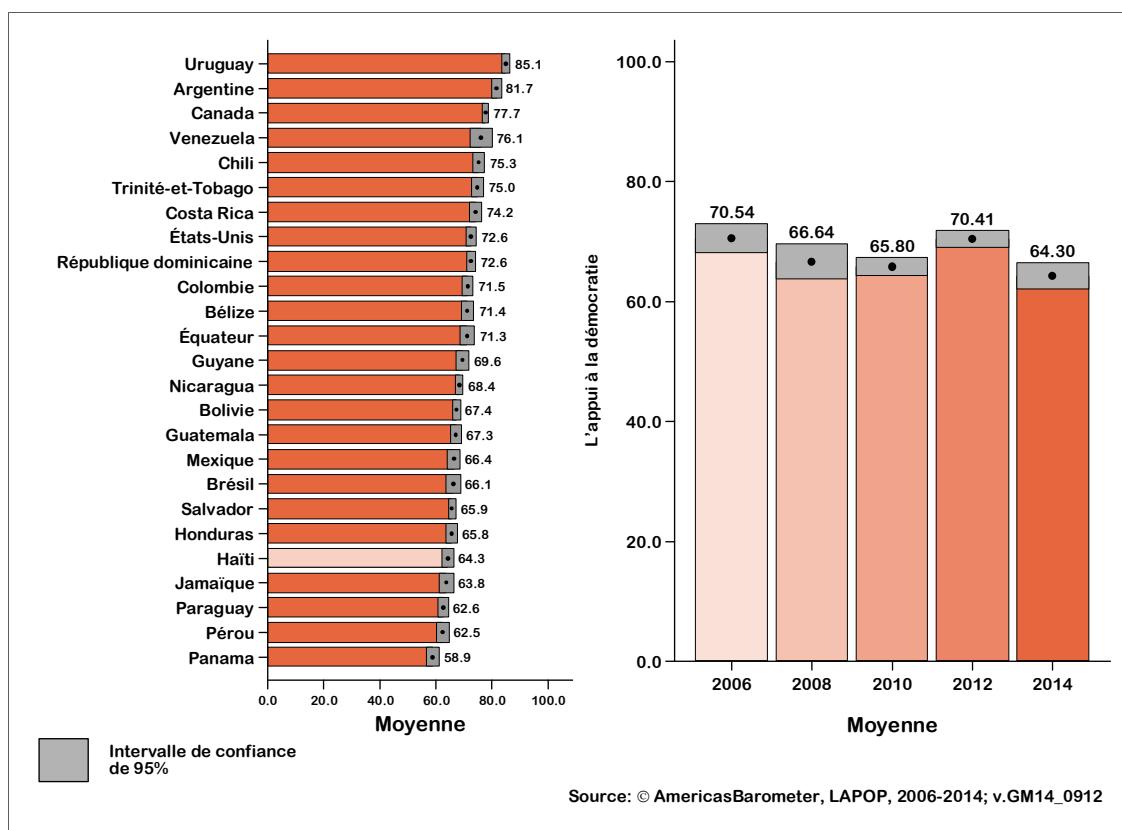


Figure 48. L'appui à la démocratie en Haïti, 2006-2014

La Figure 49 présente le pourcentage de répondants haïtiens qui ont répondu que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement (côté gauche) et ceux qui ont répondu que le gouvernement autoritaire est parfois justifié (côté droit). Le pourcentage de répondants qui préfèrent la démocratie est faible en 2008, atteint un sommet en 2010 et diminue par la suite. L'appui à la dictature dans certaines circonstances suit la relation inverse. Globalement, l'appui à la démocratie reste élevé tout au long de la période 2008-2014, avec pas moins de 69% des haïtiens qui préfèrent cette option. Cependant, il existe une certaine variation dans le temps. Avec de tels résultats en 2014, Haïti occupe le troisième rang dans les Amériques (voir la Figure 50), après le Paraguay et le Pérou, en ce qui concerne le pourcentage de répondants qui appuient des formes non démocratiques de gouvernement.

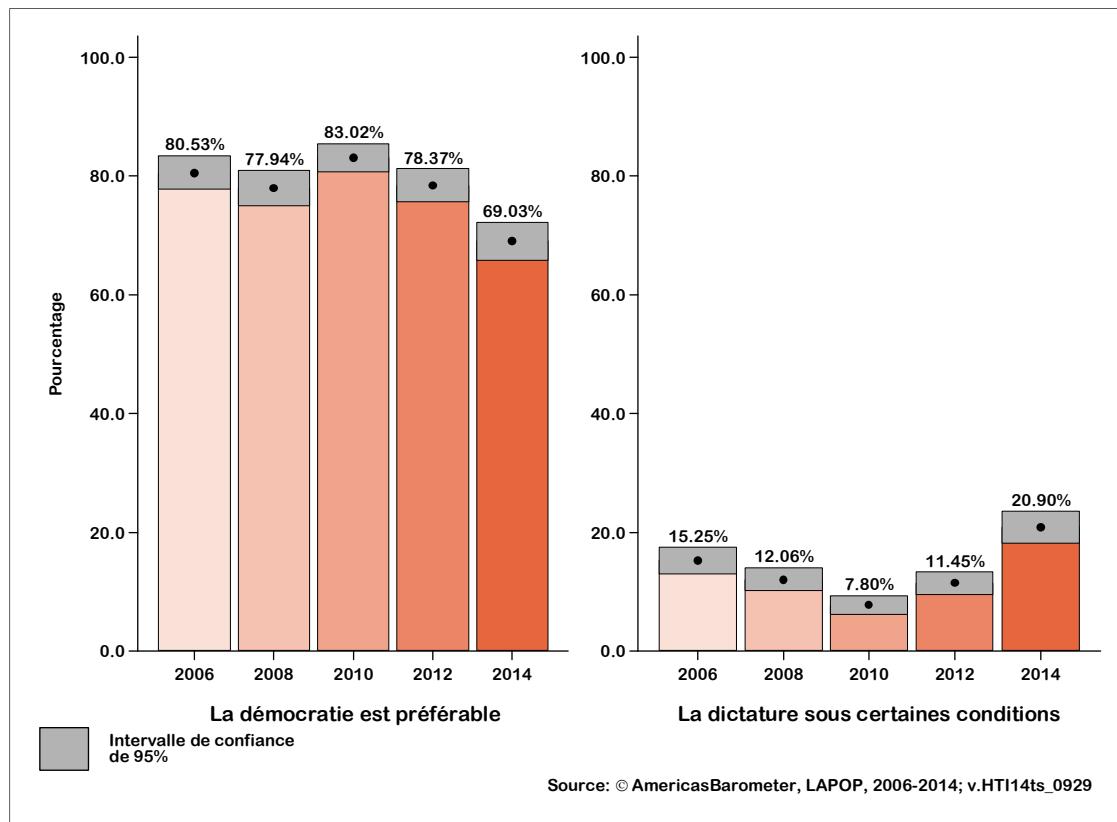


Figure 49. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme en Haïti, 2006-2014

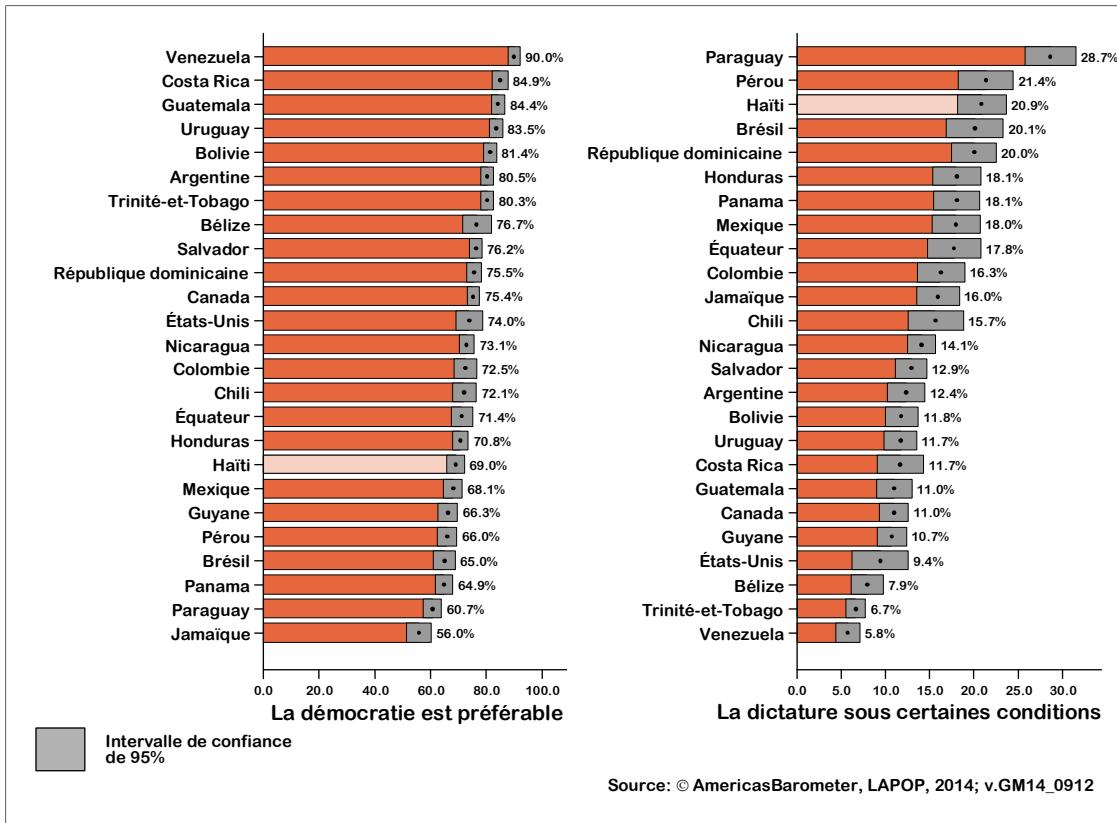


Figure 50. Préférence pour la démocratie sur l'autoritarisme dans les Amériques, 2014

Selon les analyses présentées dans les pages précédentes, les Haïtiens ont un faible niveau de tolérance à l'égard de la dissension, ils manquent de confiance envers leurs institutions et ils sont moins attachés au principe de la démocratie que la plupart des citoyens des autres pays de la région. Pourtant, il est possible qu'en dépit de ces attitudes, les Haïtiens soient des citoyens actifs, qui s'impliquent dans leur communauté et qui jouent leur rôle dans une société démocratique. La Figure 51 montre l'évolution de leur participation à différents types d'organisations communautaires. Comme on peut le voir, les Haïtiens sont toujours plus actifs dans différentes organisations que les citoyens des autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ceci est particulièrement vrai quant à leur participation à des organisations religieuses. Il importe de remarquer que les Haïtiens ont été très actifs dans leur communauté dans les années qui ont suivi le tremblement de terre.

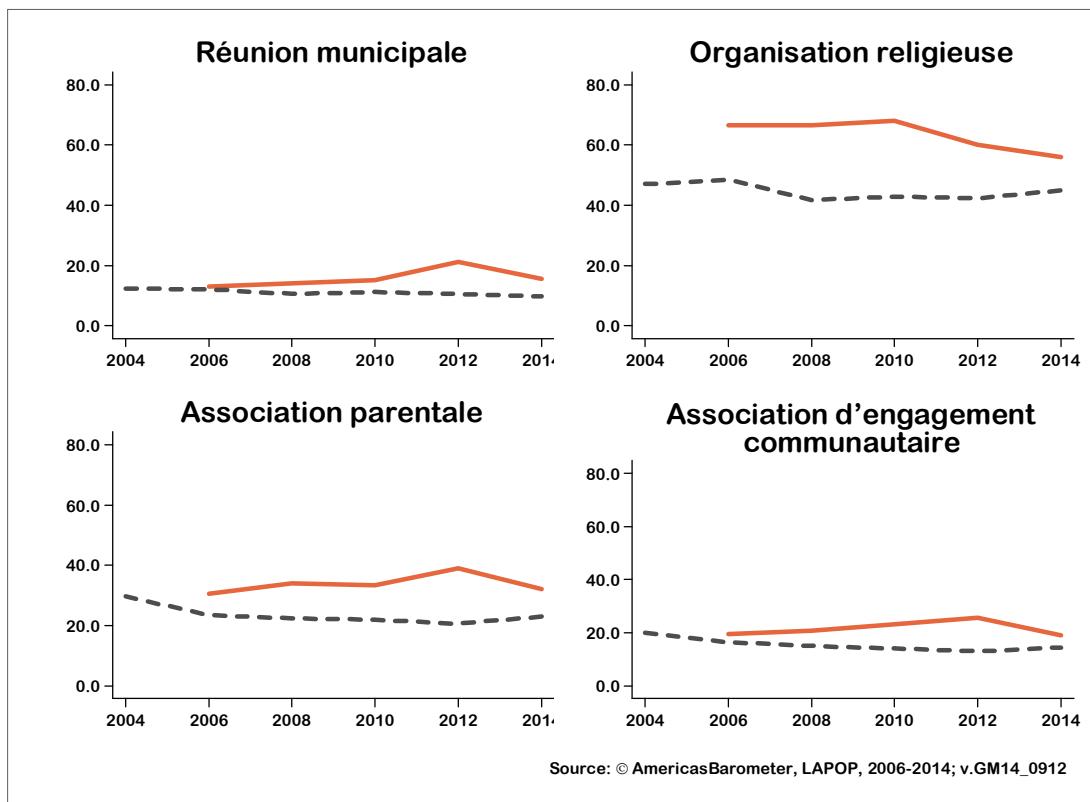


Figure 51. Les composantes de la participation communautaire dans une perspective comparative, 2006-2014

Alors qu'en 2008, les Haïtiens affichaient des taux de participation en dessous du niveau observé dans d'autres pays de la région, les niveaux de participation en 2010 et 2012 dépassent les taux régionaux, puis baissent légèrement en deçà de la moyenne régionale en 2014. Néanmoins, lorsqu'on demande s'ils ont personnellement contribué à résoudre un problème communautaire, les Haïtiens sont régulièrement classés au-dessus de la moyenne régionale (Figure 52).

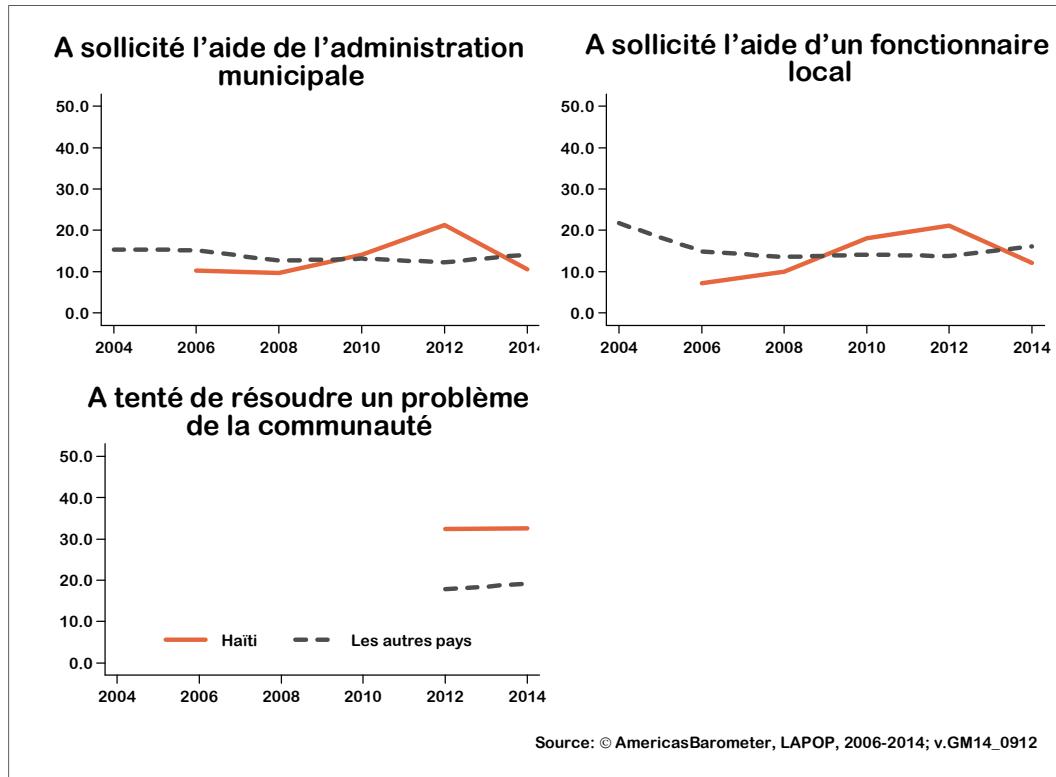


Figure 52. Engagement communautaire à Haïti, 2006-2014

Dans l'ensemble, si nous combinons ces quatre formes de participation et d'engagement communautaire en un seul indice (Figure 53), nous pouvons voir qu'après 2010, les Haïtiens sont devenus généralement plus susceptibles de s'engager dans leur communauté que les citoyens des autres pays de la région.

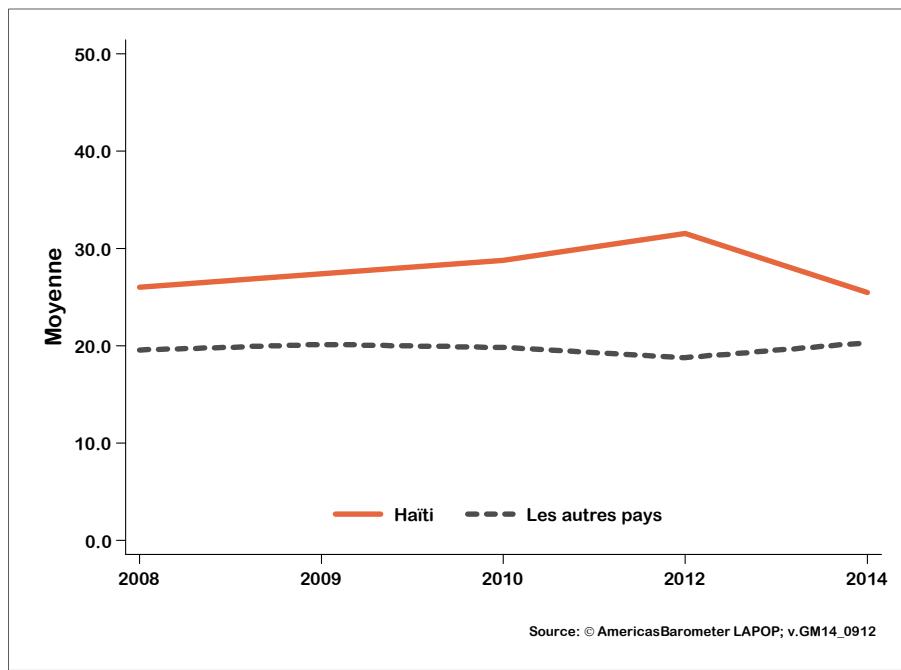


Figure 53. Participation et engagement communautaires dans une perspective comparée, 2006-2014

Fait intéressant, les Haïtiens sont plus susceptibles de prendre part à des réunions organisées par des organisations religieuses que leurs pairs des autres pays des Amériques. Cela étant dit, les réunions religieuses sont le type de participation communautaire le plus fréquent à la fois en Haïti et ailleurs dans la région. Après la participation à des réunions religieuses, en Haïti, les taux de participation dans d'autres types d'organisations communautaires se classent comme suit : participation aux réunions des associations parentales, organisations de femmes, associations d'amélioration de la communauté et partis politiques (Figure 54).

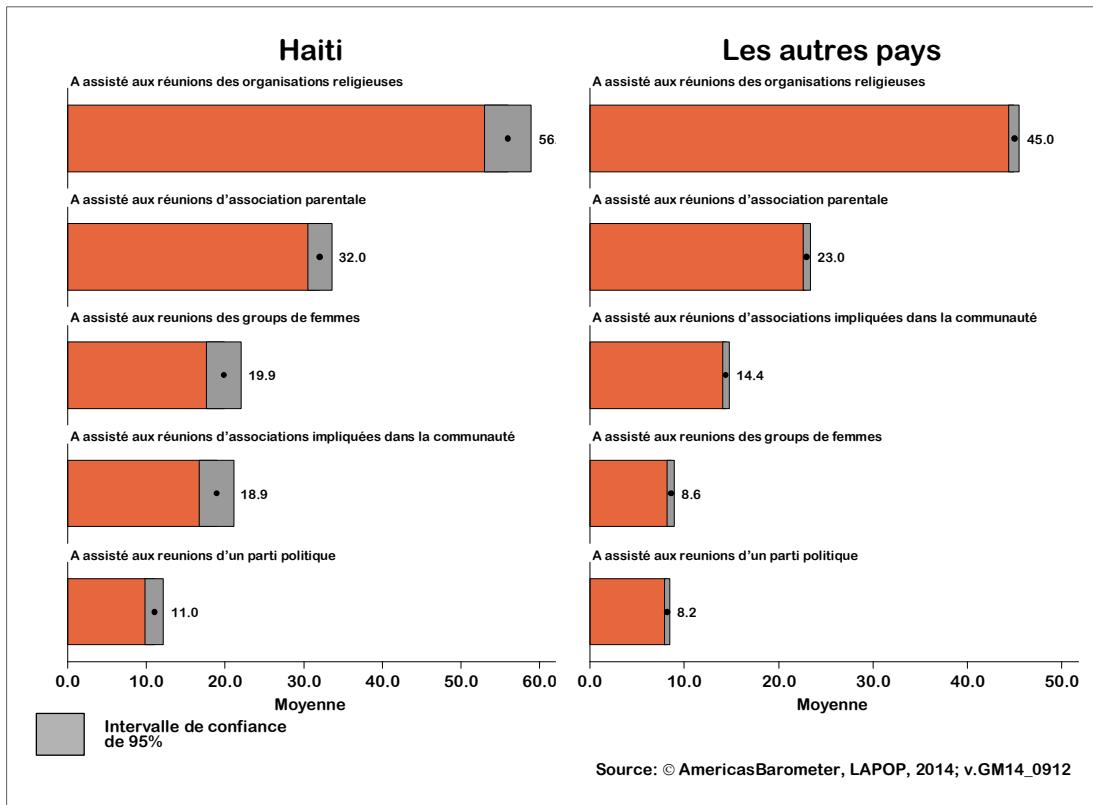


Figure 54. Les types de participation communautaire dans les Amériques, 2014

En 2010 et 2012, les Haïtiens étaient presque deux fois plus nombreux à déclarer avoir participé à une manifestation que les citoyens des autres pays de la région. Cependant, leur taux de participation à des manifestations ont diminué jusqu'à la moyenne régionale en 2014 (Figure 55).

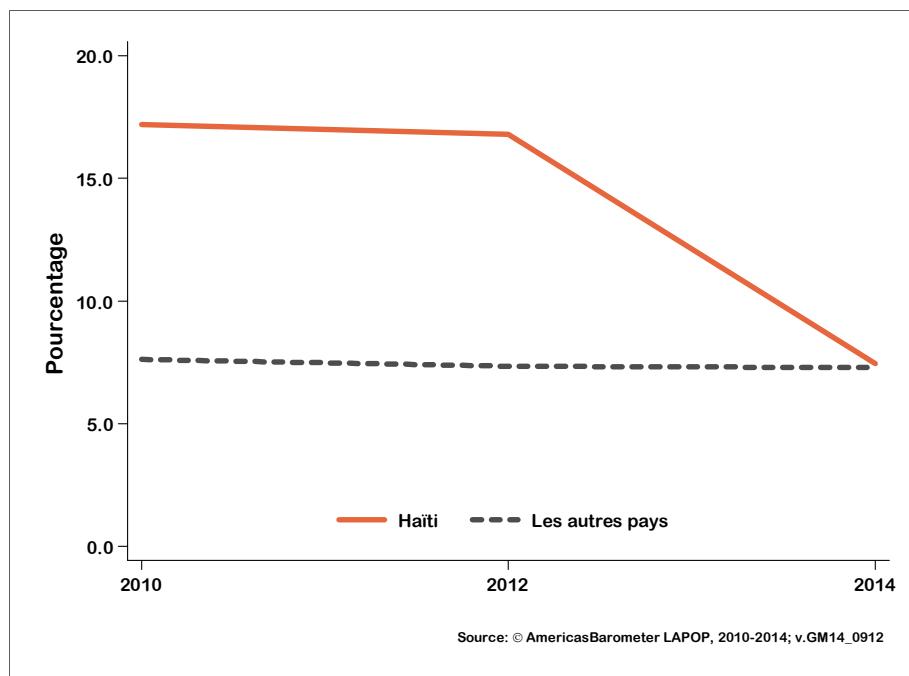


Figure 55. Participé à une protestation en Haïti, 2010-2014

Les manifestations des Haïtiens répondent surtout à une insatisfaction par rapport aux considérations économiques. La politique, l'éducation, les services publics, l'environnement, les droits de l'homme et la sécurité arrivent loin derrière (Figure 56).

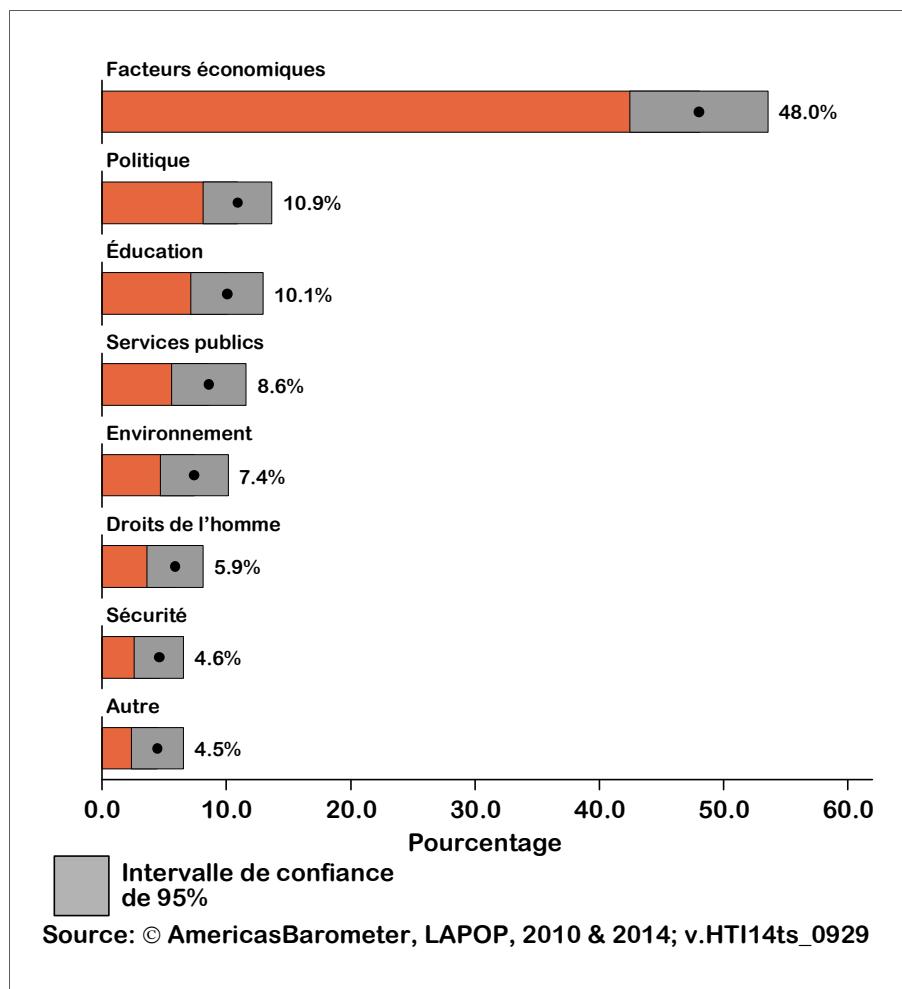


Figure 56. Les raisons de la contestation en Haïti, 2010 et 2014

Au-delà de la participation à des manifestations, le Baromètre des Amériques comporte d'autres questions concernant les formes conventionnelles de participation politique. La Figure 57 indique le pourcentage des répondants qui ont répondu qu'ils voterait si les élections avaient eu lieu dans les prochains jours. Haïti figure parmi les pays où les citoyens affichent la plus faible intention de voter lors d'une élection future.

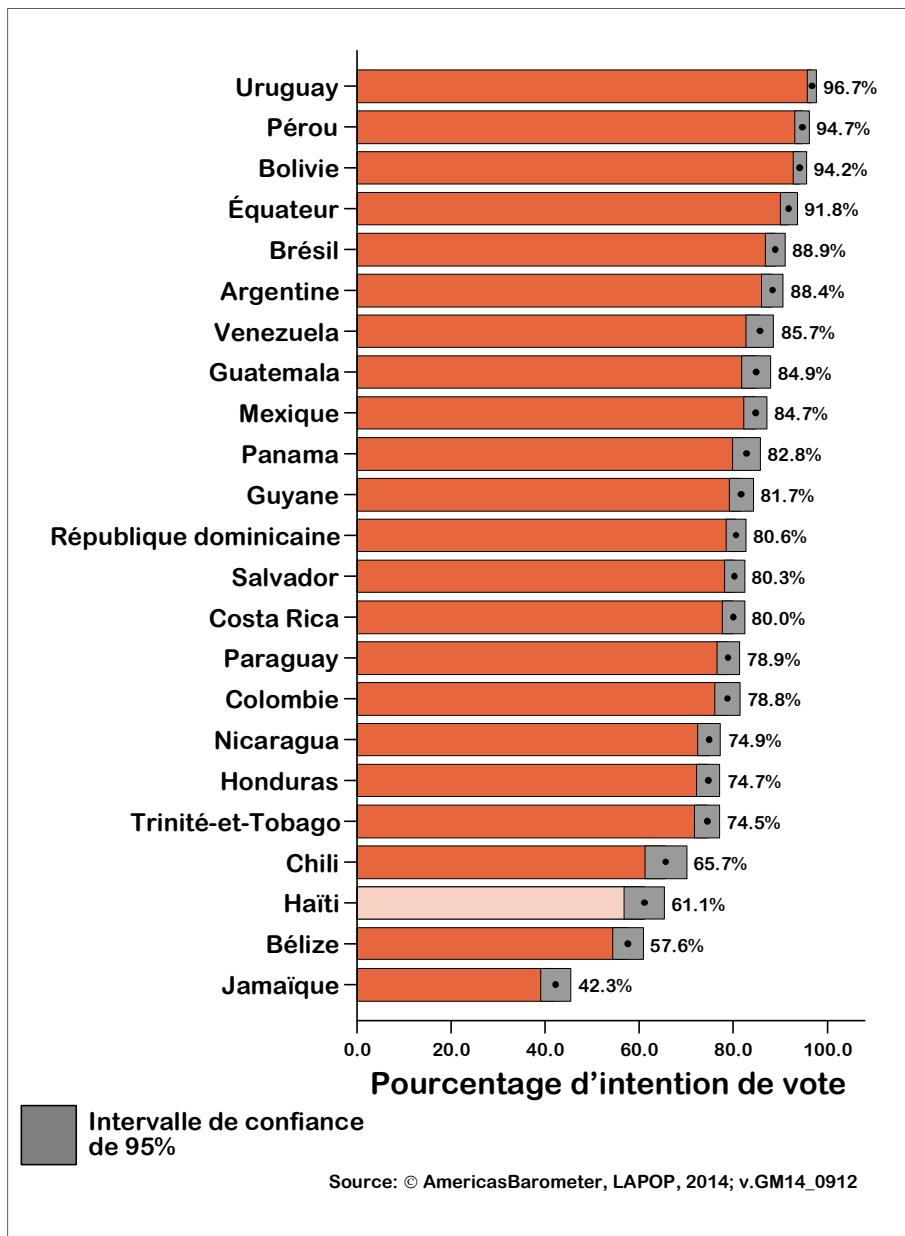


Figure 57. Pourcentage d'intention de vote dans les Amériques, 2014

En plus d'interroger les répondants sur leur comportement hypothétique, le Baromètre des Amériques leur a aussi demandé s'ils ont voté à l'élection présidentielle précédente. La Figure 58 montre les résultats à ces deux questions. Le graphique situé dans le coin supérieur indique que les intentions de vote sont assez stables dans le temps. Le graphique situé dans le coin supérieur droit trace l'évolution des votes déclarés depuis 2006. Plus l'enquête est proche de l'élection précédente, plus le taux de participation électorale déclaré est haut. Ceci est la raison pour laquelle nous pouvons observer des pics en 2006 et 2012. Enfin, le dernier graphique rend compte de l'intention de vote pour ceux qui ont déclaré avoir voté à la dernière élection (données de 2012 et 2014 seulement). Près de 82% des Haïtiens qui ont déclaré avoir voté lors de la dernière élection ont répondu qu'ils voterait à nouveau si les élections avaient eu lieu dans un avenir proche.

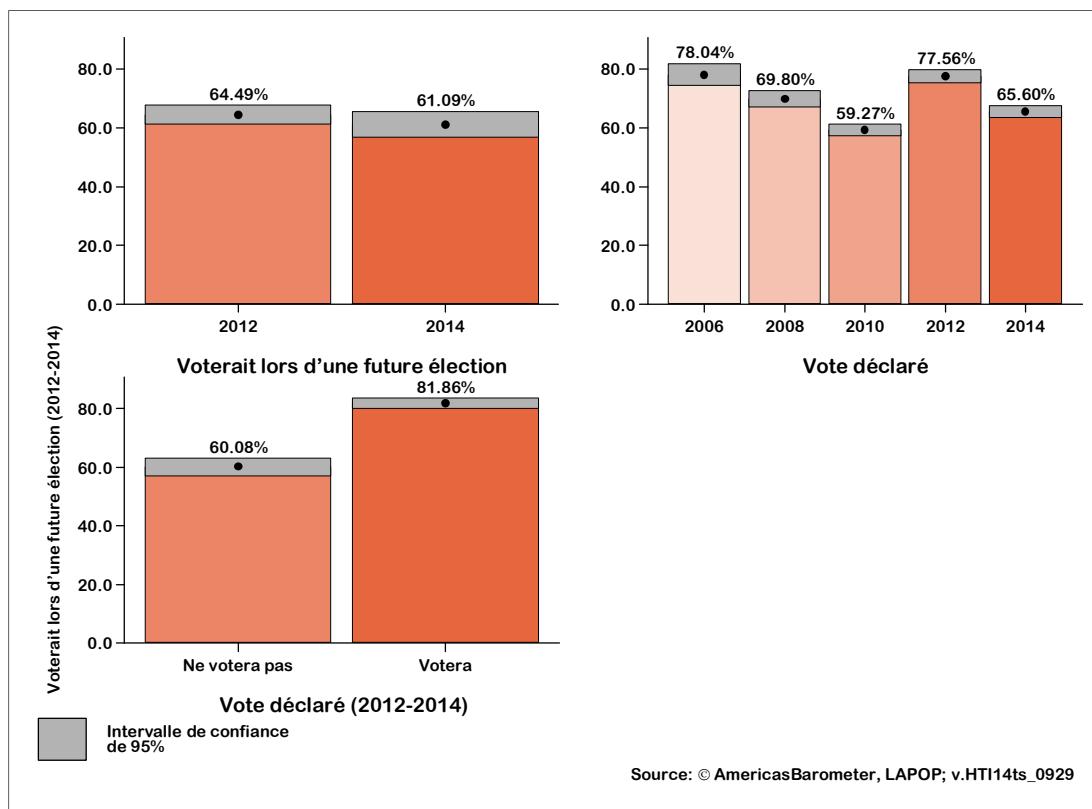


Figure 58. Intentions de vote votes déclarés in Haïti, 2006-2014

La Figure 59 présente le résultat d'une analyse de régression dans laquelle nous prédisons les intentions de vote. Les résultats suggèrent que les perceptions de l'économie, la victimisation par la corruption, l'approbation présidentielle et le niveau de scolarité sont tous associés de manière significative au taux de participation chez les Haïtiens.

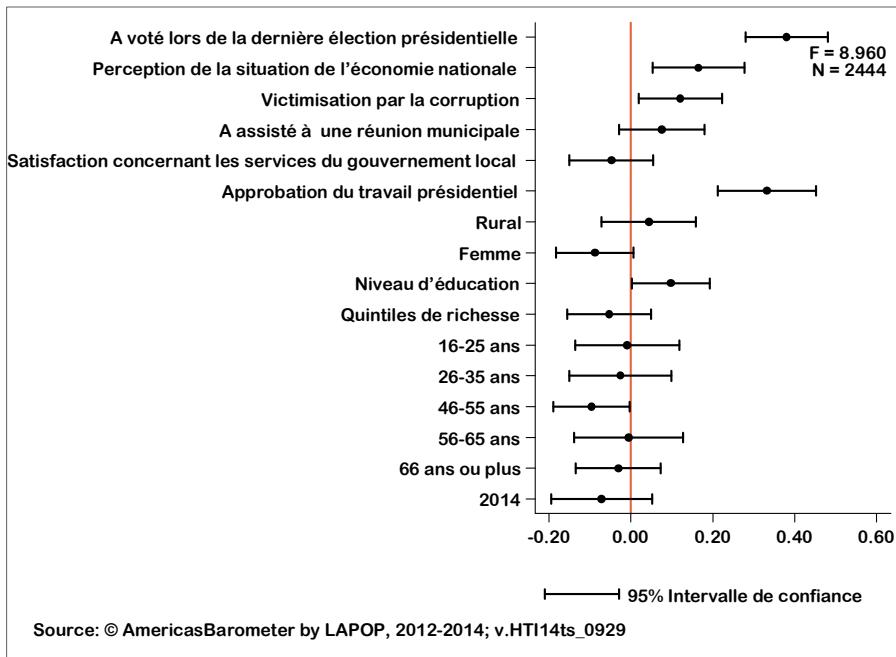


Figure 59. Quelques déterminants de l'intention de voter, Haïti 2012-2014

Depuis qu’Haïti a adopté sa Constitution politique de 1987, le pays a connu sept élections présidentielles. Alors que celle de 1987 a été annulée, le processus de 1988 a été généralement boycotté. Seules cinq élections se sont tenues (1990, 1995, 2000, 2006, et 2010) et deux fois seulement le président a réussi à terminer son mandat. Bien que ce bref compte-rendu des élections avortées et mandats électoraux inachevés offre une image plutôt négative de la politique haïtienne, il permet de contextualiser les résultats présentés dans ce chapitre.

8. Les électeurs haïtiens en action

Chaque élection depuis l’adoption de la Constitution haïtienne de 1987 a été le théâtre de troubles politiques. Le résultat de chaque processus électoral a été contesté par les perdants. À chaque occasion, le processus a été marqué par des manifestants qui sont descendus dans les rues. De nombreuses élections ont été résolues par des arrangements paraconstitutionnels. Les élections en Haïti constituent une affaire compliquée. Ceci n’est pas surprenant au vu de ce que nous avons appris dans les chapitres précédents sur l’état du développement humain (Chapitre 6) et sur la culture démocratique (Chapitre 7) dans le pays. Néanmoins, en Haïti, les processus électoraux suivent leur cours, en particulier les plus récents. Comment se sont comportés les citoyens dans les élections? Dans quelle mesure les Haïtiens sont-ils animés par les mêmes motivations que les citoyens d’autres pays au moment de décider pour qui voter? Au-delà des variables démographiques et socioéconomiques standards, la plupart des modèles de choix de vote reposent sur deux ensembles de variables supplémentaires pour expliquer comment les électeurs prennent leur décision. La première concerne l’idéologie et l’attachement aux partis politiques. La deuxième se rapporte à des questions telles que des enjeux de court terme liés à la performance gouvernementale.

Ce chapitre explore comment l’attachement au parti, l’idéologie et les enjeux de court terme affectent l’appui au gouvernement sortant en Haïti. Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes:

Dans l’ensemble, les Haïtiens ont tendance à se positionner plus à gauche du continuum (4,0 sur une échelle de 0-10 en 2014) que les citoyens des autres pays des Amériques (5,8 en 2014), surtout dans les éditions les plus récentes du Baromètre des Amériques.

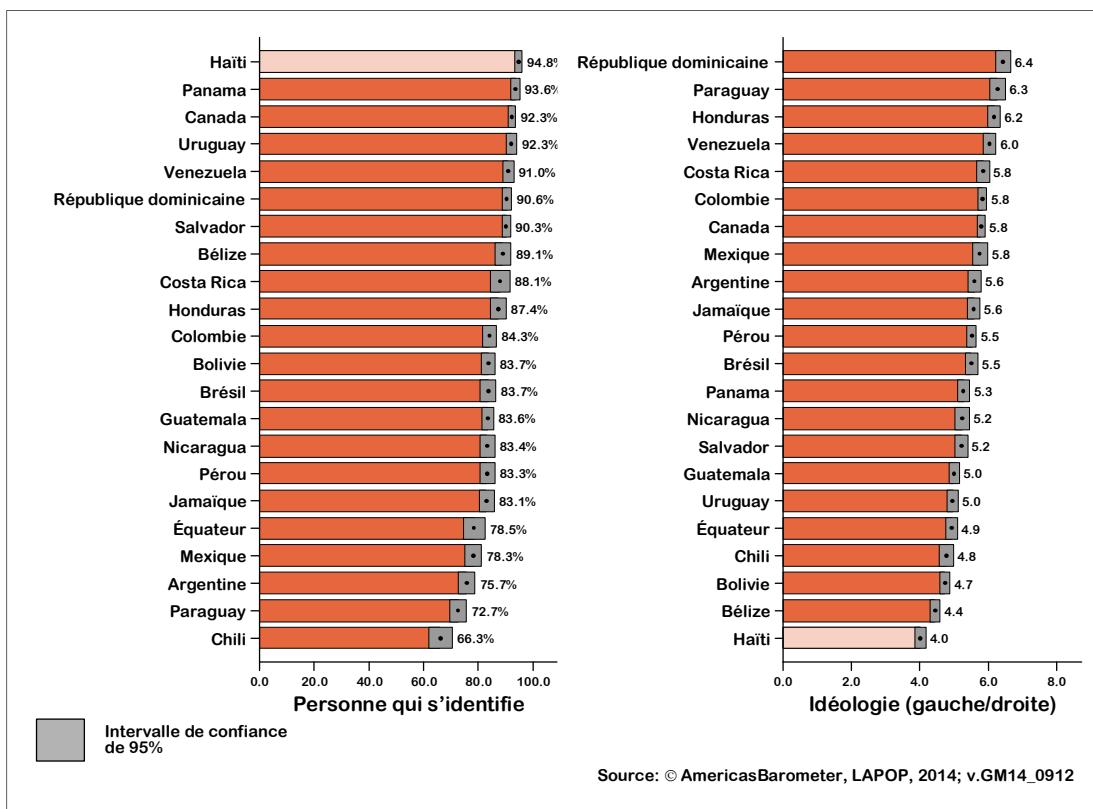


Figure 60. Les Haïtiens et l'idéologie en perspective comparée, 2014

Le fait que les Haïtiens soient plus enclins à se positionner eux-mêmes sur l'axe gauche-droite n'a rien de nouveau. Comme la Figure 61 l'indique, les Haïtiens sont plus nombreux que les citoyens des autres pays à répondre à cette question chaque année depuis 2008. En outre, comme c'est le cas pour les citoyens des autres pays des Amériques, depuis 2008, le nombre d'Haïtiens acceptant de se positionner eux-mêmes sur l'axe gauche-droite a été en constante croissance.

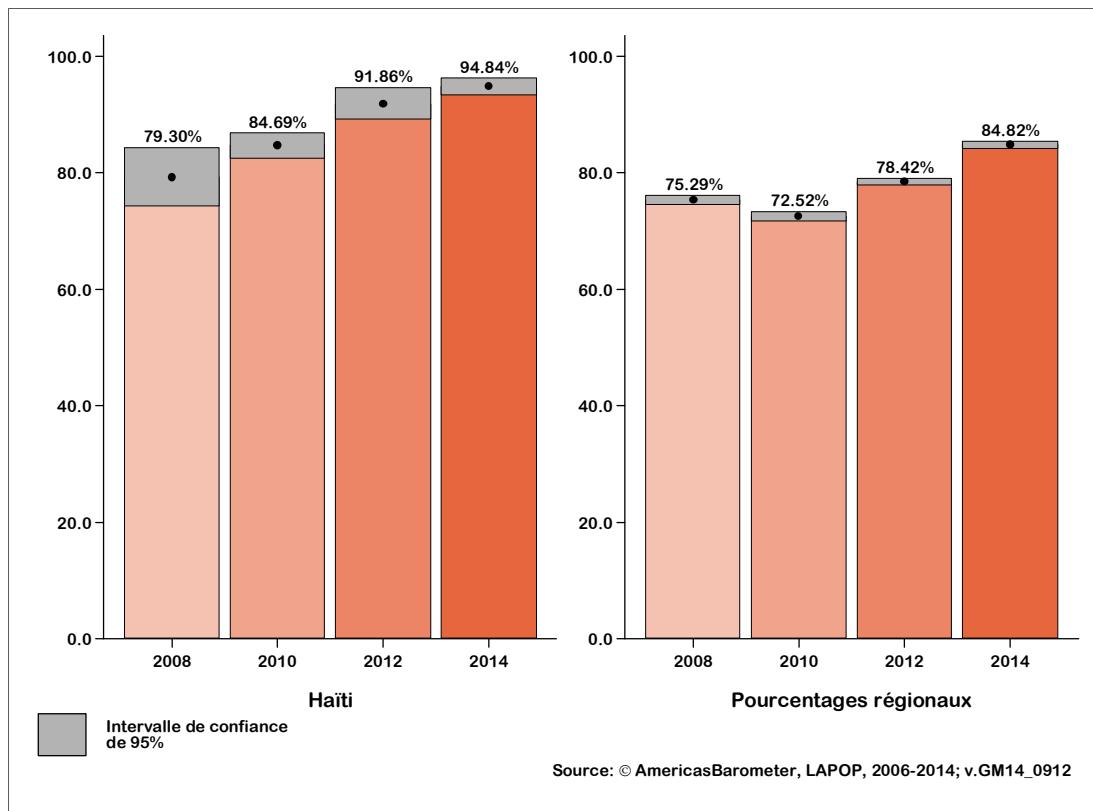


Figure 61. Pourcentage des Haïtiens qui se sont auto-identifiés sur l'axe gauche-droite, 2008-2014

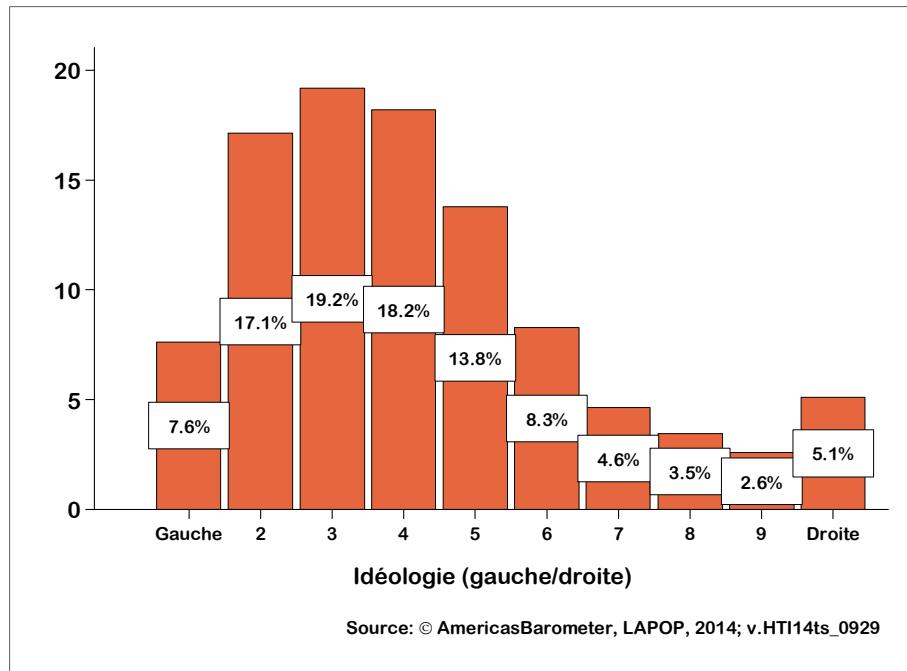


Figure 62. Position sur l'axe gauche-droite, Haïti 2014

Alors que la position moyenne sur l'axe gauche-droite tend à pencher vers la gauche depuis 2010, la Figure 63 suggère que cela n'a pas toujours été le cas. Avant le séisme, la répartition gauche-droite était plus centrée, avec une position moyenne sur l'échelle 1-10 située à environ 5.

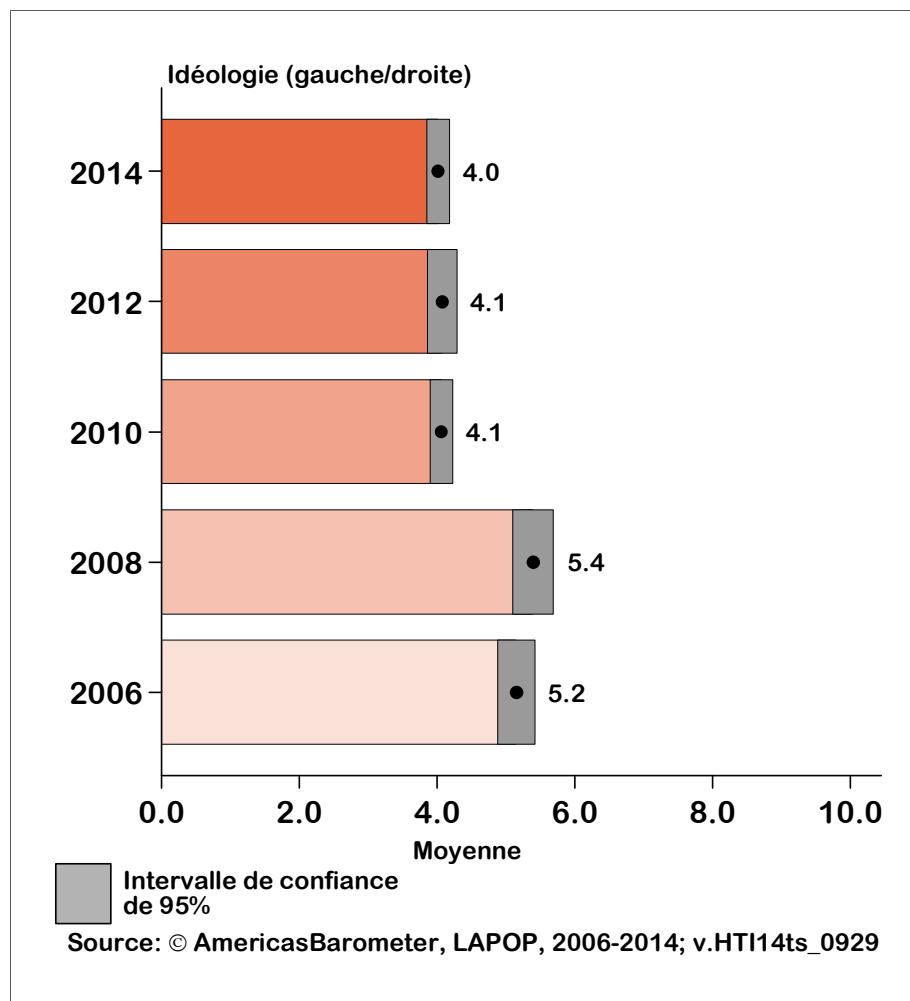


Figure 63. Position principale sur l'axe gauche-droite, Haïti 2006-2014

Une autre dimension de l'idéologie et de l'identification partisane mesurée par le Baromètre des Amériques est l'attachement des répondants aux partis politiques. Comme l'illustre la Figure 64, Haïti ne se distingue pas des autres pays de la région en matière d'identification partisane. Avec 34,3% des Haïtiens affirmant qu'ils s'identifient à un parti politique, le pays est très proche du taux régional de l'identification (34,05 %).

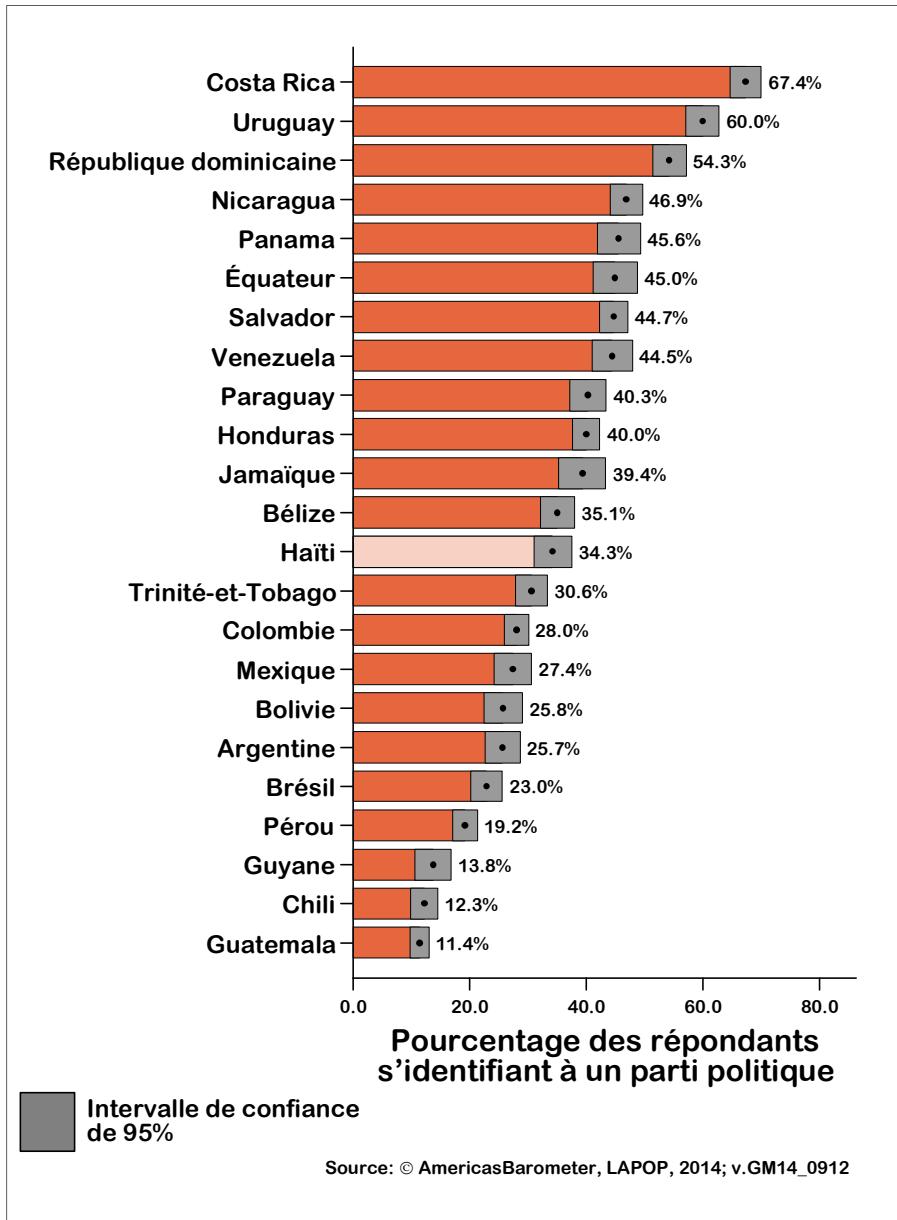
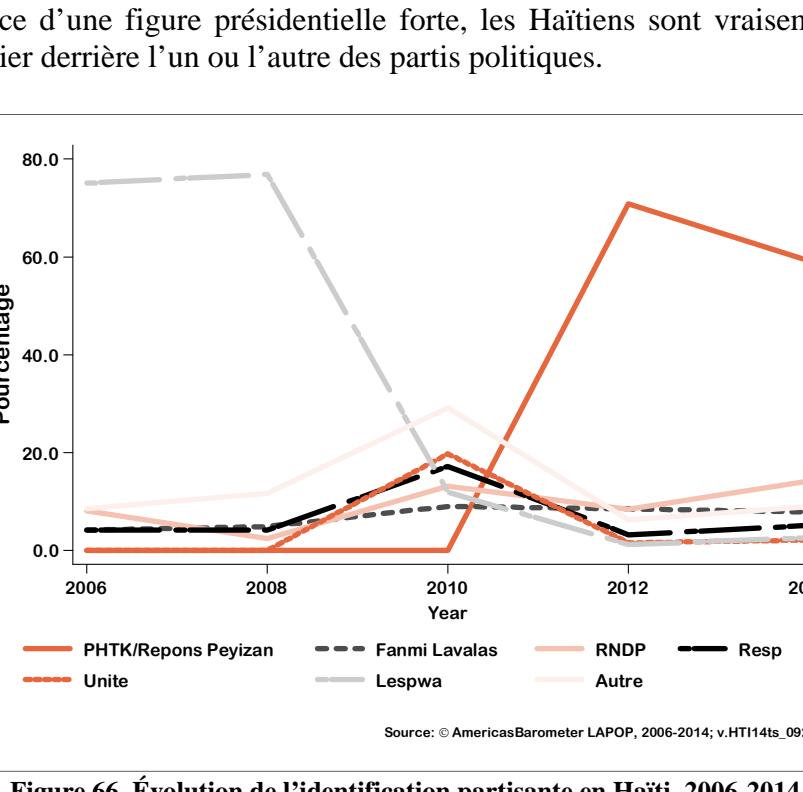
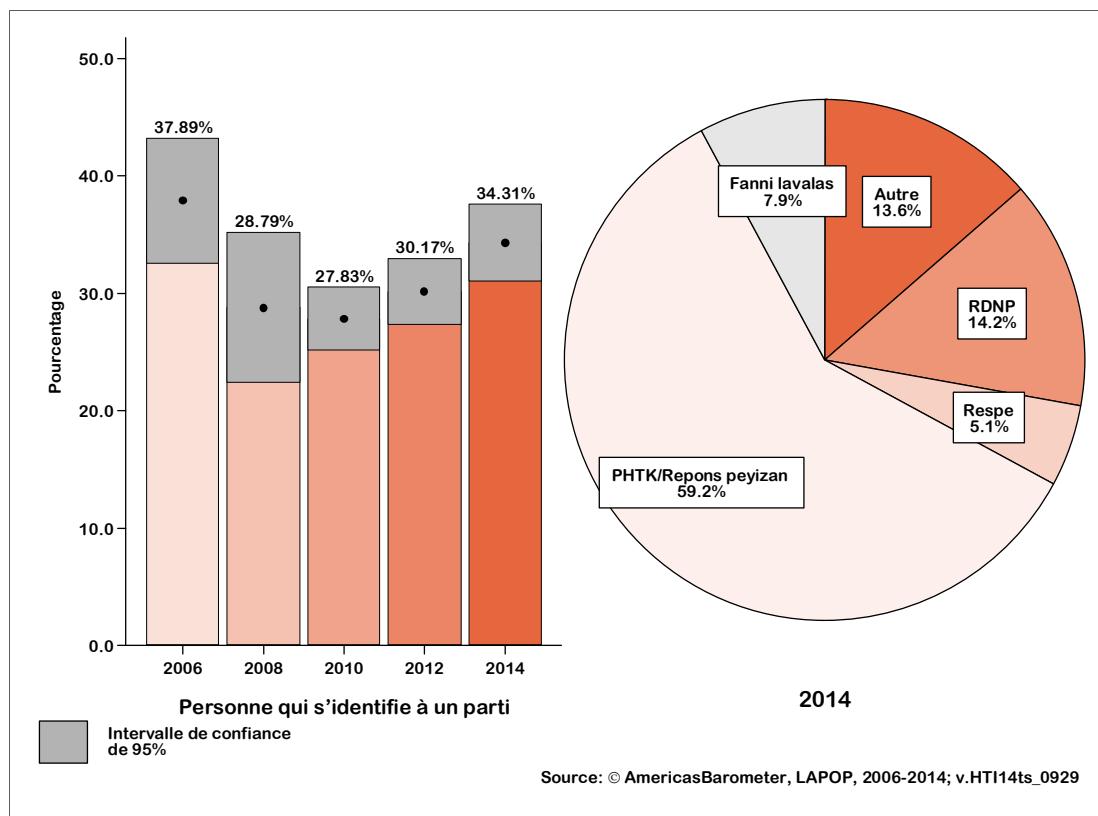


Figure 64. Pourcentage des répondants s'identifiant à un parti politique dans les Amériques, 2014

La plupart des Haïtiens qui s'identifient à un parti se rallient à la formation politique du président au pouvoir (59,2% en 2014).



Le Baromètre des Amériques demande régulièrement aux répondants d'identifier le problème le plus important auquel fait face leur pays. La Figure 67 illustre les réponses au fil du temps pour Haïti. Ce qui est frappant, c'est que l'économie a toujours été la question dominante. Depuis 2008, environ 70% des Haïtiens ont identifié l'économie comme leur première préoccupation, laissant peu de place à d'autres problématiques.

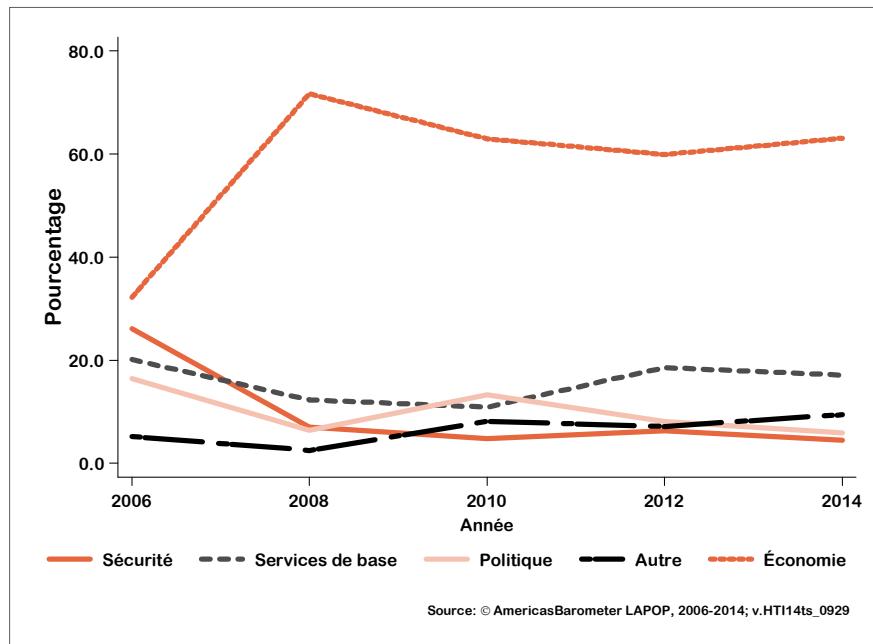


Figure 67. Le problème le plus important pour Haïti, 2006-2010

Contrairement à la tendance observée dans d'autres pays de la région, au cours des dernières années, les Haïtiens sont plus satisfaits de l'économie. En 2014, 15,7% d'entre eux estiment que la situation économique s'est améliorée, comparativement à 4,4% en 2010 et 1,6% en 2008.

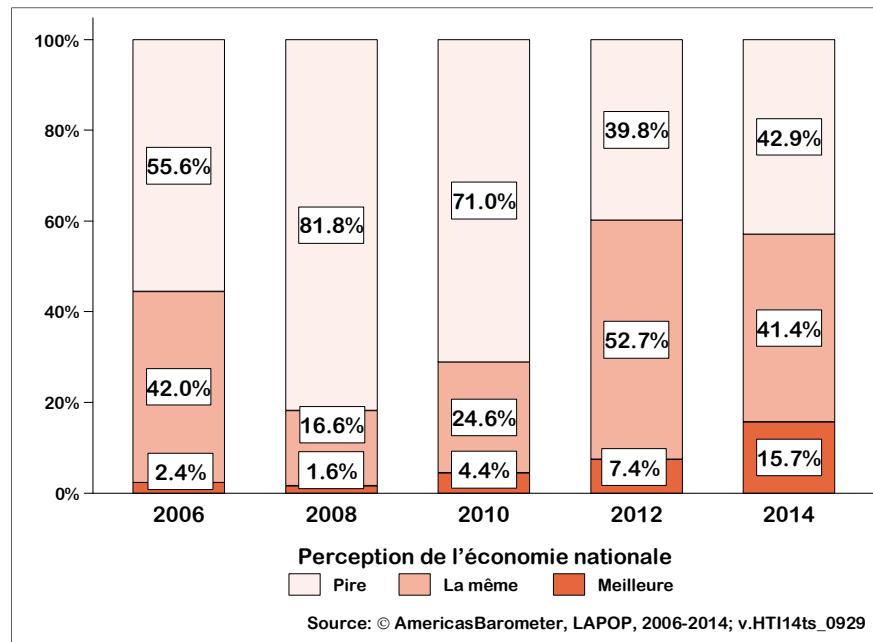


Figure 68. Les perceptions de l'économie nationale, Haïti 2006-2014

Maintenant, afin de savoir si ces évaluations se transposent en appui au gouvernement, il importe de savoir comment les individus évaluent les efforts déployés par les autorités pour résoudre ces mêmes enjeux. Cela vaut pour l'économie, mais aussi pour d'autres aspects comme la corruption ou la criminalité. La Figure 69 montre comment ces évaluations ont évolué entre 2006 et 2014 en Haïti. Sur les efforts gouvernementaux pour lutter contre la criminalité ou la corruption, les Haïtiens sont plus satisfaits dans le passé récent, à 47,27 sur une échelle 0-100, comparativement à 25,21 en 2002. Sur la manière dont les gouvernements gèrent l'économie, les Haïtiens sont plus critiques, à 37,49 sur une échelle 0-100 en 2014.

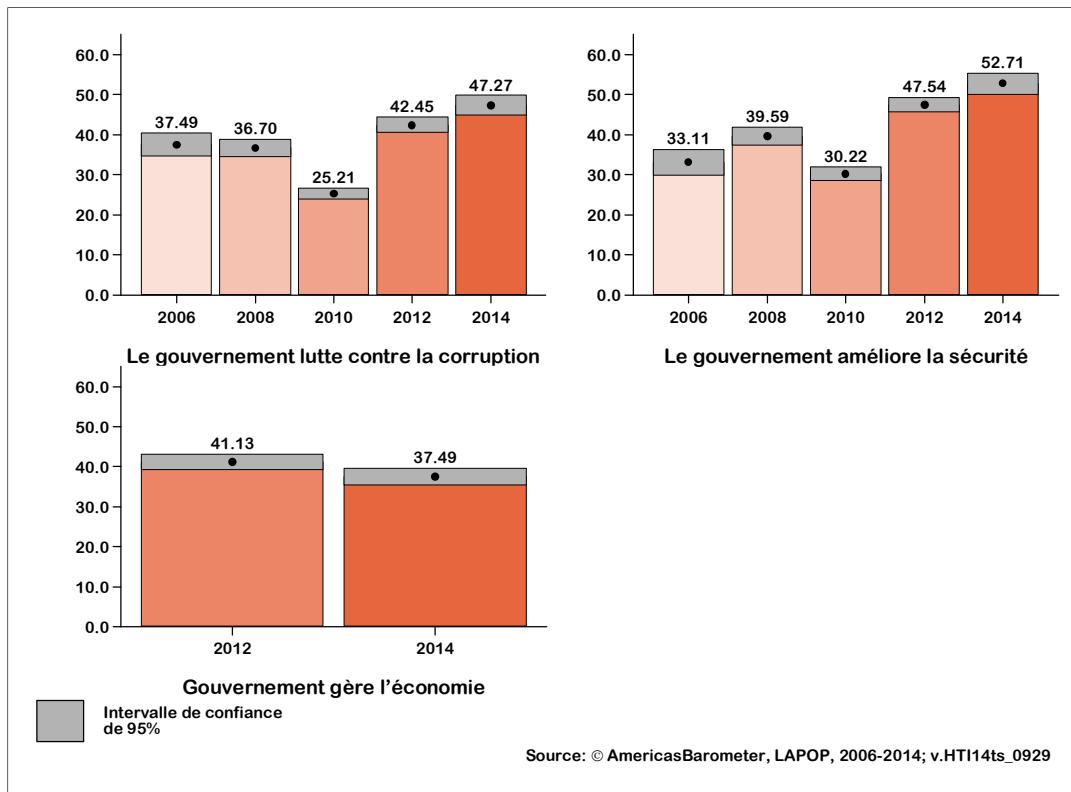


Figure 69. Les évaluations de la performance du gouvernement, Haïti 2012-2014

Bien que le Baromètre des Amériques ne soit pas une étude électorale à proprement dit, il inclut de nombreuses questions nous permettant d'étudier le comportement électoral de ses répondants. Deux variables clés nous intéressent ici: l'approbation présidentielle et l'intention de vote. La Figure 70 indique le pourcentage d'Haïtiens qui évaluent la performance du président comme « bonne » ou « très bonne » pour chaque enquête depuis 2006.

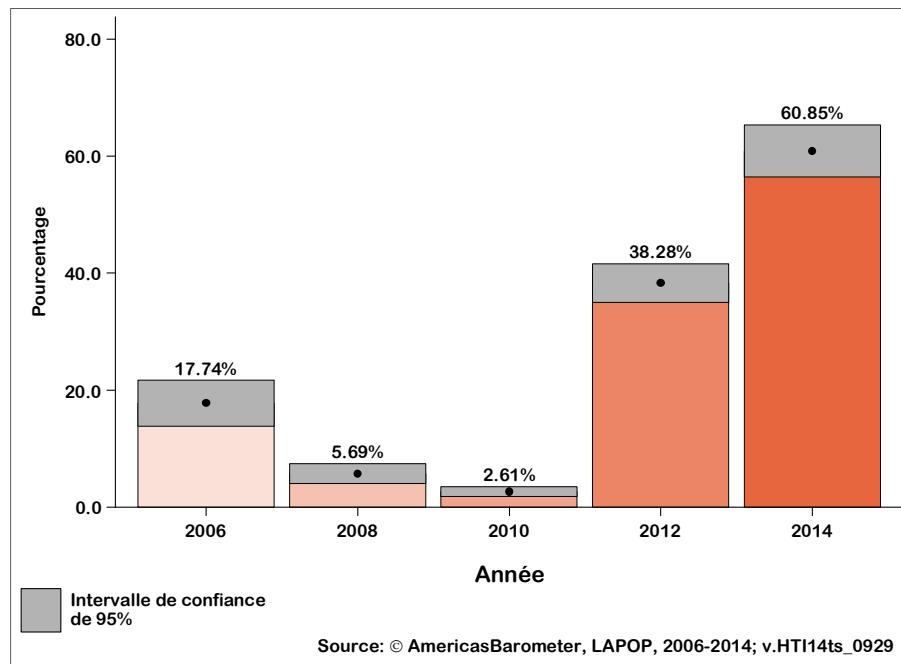


Figure 70. Le pourcentage des personnes qui pensent que le président a fait un bon ou un très bon travail Haïti 2012-2014

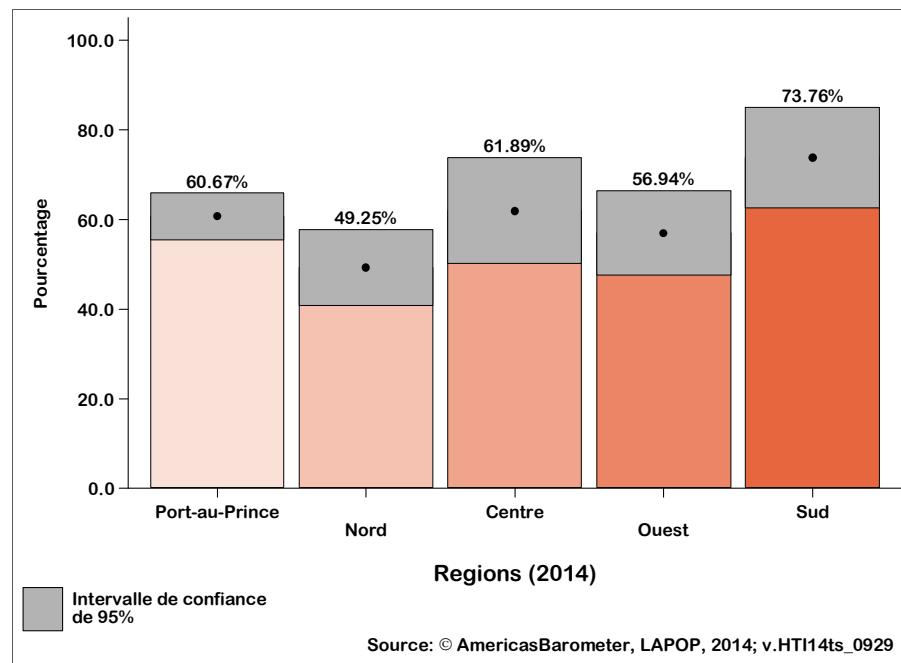


Figure 71. Pourcentage par région des personnes qui pensent que le président a fait “un bon” ou “très bon” travail, Haïti 2014

Comme l'illustre la Figure 72 le taux d'intention de vote pour le président au pouvoir a diminué de près de 5 points de pourcentage, tandis que l'appui aux partis d'opposition a augmenté dans les mêmes proportions. Pourtant, ce sont de très petites différences. Qui plus est, plus de deux tiers des Haïtiens qui votent indiquent qu'ils appuieraient le président sortant.

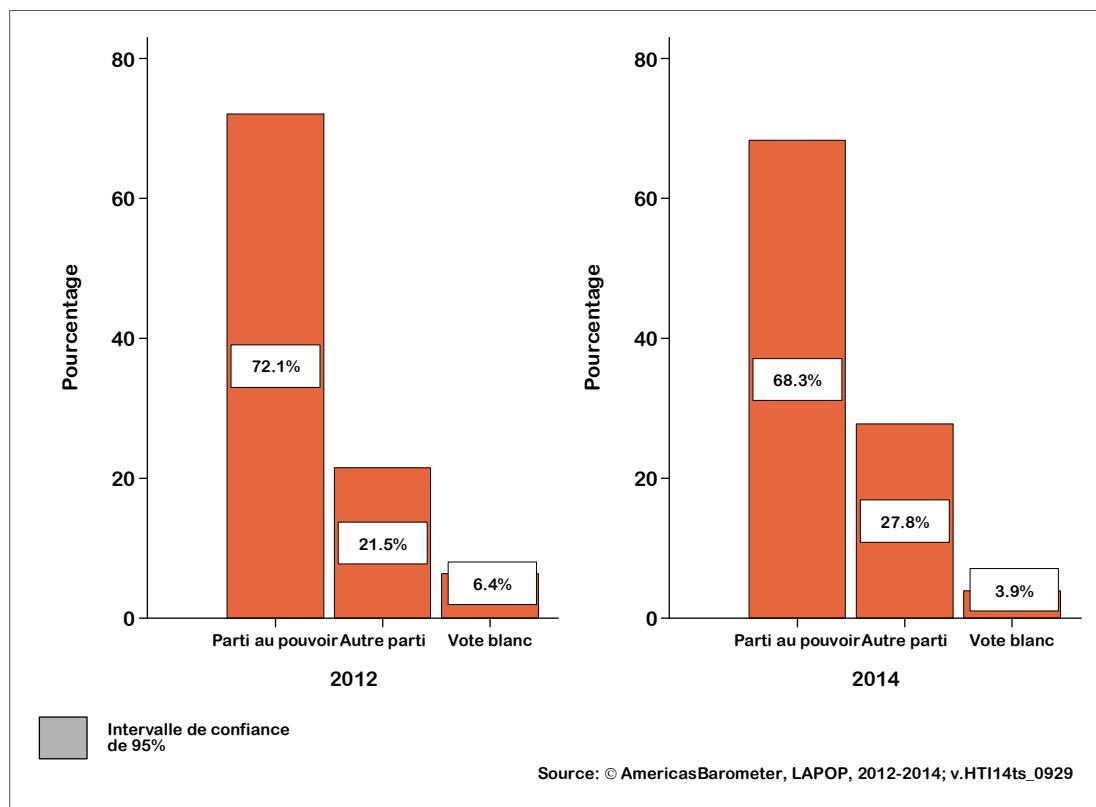


Figure 72. L'intention de vote en Haïti, 2012-2014

Afin d'identifier les corrélats de l'appui au président sortant, nous procémons enfin à une analyse de régression dans laquelle nous prédisons l'intention de vote pour le président sortant en utilisant des variables démographiques, socio-économiques et idéologiques, ainsi que les perceptions de la façon dont les gouvernements combattent la corruption, améliorent la sécurité et gère l'économie nationale.

La Figure 73 présente les résultats de l'analyse de régression. La variable qui a le plus d'impact sur l'appui au président sortant est l'identification avec le parti du président. Les Haïtiens qui ont une appréciation positive de la gestion économique du gouvernement ont une probabilité plus élevée de voter pour le candidat du gouvernement lors des élections. L'appui au président sortant chez les Haïtiens est principalement défini par l'identification à un parti, mais aussi par des considérations de court terme telles que les perceptions économiques.

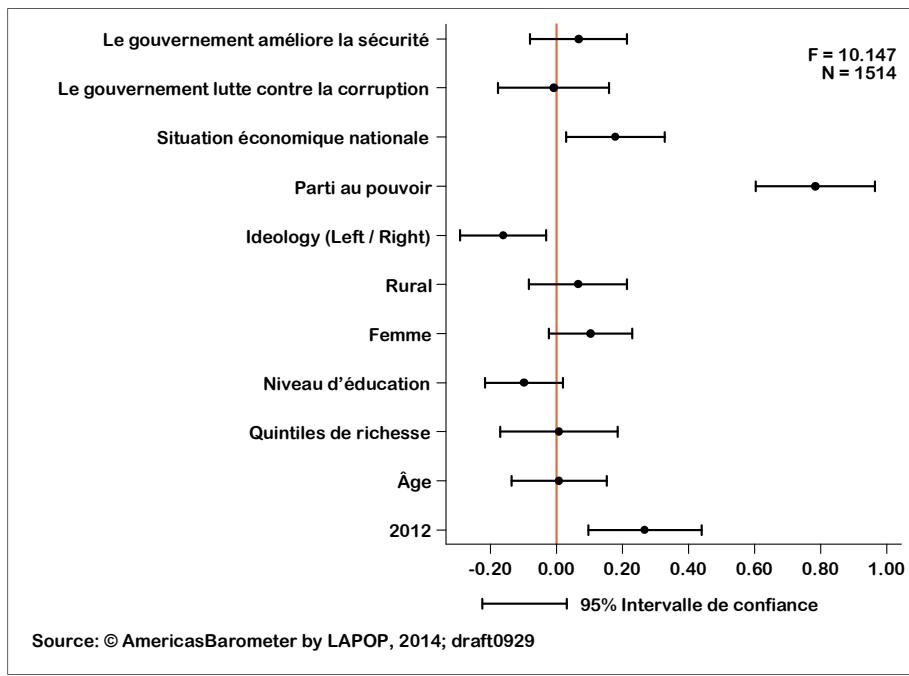


Figure 73. Les déterminants de l'appui au candidat sortant in Haïti, 2012-2014

Enfin, ce chapitre a montré que les Haïtiens comptent pour l'essentiel sur des considérations à court terme dans leur décision de vote. Un tel comportement est cohérent avec l'absence d'un système de partis stable. Pourtant, les partis politiques sont importants pour le développement de la démocratie. Ceci est largement reconnu. Presque chaque nouveau président haïtien depuis 1987 a été élu sur la base d'une formation politique nouvellement créée. Le renforcement du système de parti haïtien devrait être une priorité dans les années à venir.

Baromètre des Amériques

Cette étude est le produit du programme de recherche du Projet d'opinion publique de l'Amérique latine (LAPOP). Fondé il y a plus de vingt ans, LAPOP est un consortium d'établissements universitaires provenant des quatre coins des Amériques. Son siège social est établi à l'Université Vanderbilt aux États-Unis d'Amérique. Au total, plus de 30 établissements de la région collaborent aux activités de recherche de LAPOP. Le principal objectif du consortium est de produire des enquêtes d'opinion publique au caractère scientifique, objectif et indépendant. Ces recherches mesurent les attitudes politiques et les comportements des citoyens des Amériques face à la démocratie et à la qualité de vie en général.

Au fil du temps, LAPOP a reçu l'appui généreux des institutions suivantes: l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la Faculté des arts et des sciences de l'Université Vanderbilt, la Fondation Tinker, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de développement, la National Science Foundation des États-Unis (NSF), le Conseil National de la recherche du Brésil (CNPq), l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASDI), l'Ambassade de la Suède en Bolivie ; ainsi que de l'Université Duke, l'Université internationale de Floride, l'Université de Miami, l'Université Princeton, la Pontificia Universidad Católica du Chili et la Kellogg Institute de l'Université Notre Dame. LAPOP maintient aussi de bonnes relations avec l'Organisation des États américains (OEA).

L'enquête la plus récente, dont les résultats sont présentés dans cette étude, a été réalisée au cours de l'année 2014 à partir d'échantillons représentatifs de la population des pays sondés, incluant les populations des zones urbaines et rurales. Au final, l'enquête de 2014 représente plus de 50 000 entrevues complétées dans 28 pays de la région.

Les mêmes questionnaires ont été administrés par internet à des échantillons représentatifs de citoyens du Canada et des États-Unis d'Amérique. L'ensemble des enquêtes ont été menées dans la langue officielle des pays ou dans la principale langue autochtone de chaque pays. Étant donné l'envergure de l'enquête, les questions du tronc commun et les techniques standardisées nous permettent de comparer les résultats entre les individus, entre certaines sous-régions des pays, entre les pays et à travers le temps.

LAPOP permet au grand public d'accéder à ses banques de données de façon entièrement gratuite sur son site web www.lapopsurveys.org. En plus de ces données, les rapports de recherches, les articles et les autres publications produits par LAPOP sont également disponibles via sa page Web. Les personnes intéressées peuvent aussi accéder aux études et aux données du LAPOP via divers établissements universitaires de l'Amérique Latine, du Canada et des États-Unis d'Amérique. De cette façon le LAPOP continue à œuvrer pour la génération de l'excellence académique y de politiques publiques dans les Amériques.

Agence américaine pour le développement international (USAID)

Tabarre 41

Route de Tabarre

Port-au-Prince, Haïti

Telephone: (509) 2229-8000

Fax: (509) 2229-8066

ISBN 978-1-939186-37-9

9 0000 >



9 781939 186379